

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

4^e trimestre 2008

SOMMAIRE

		Pages
Délibérations à caractère règlementaire		1 à 94
<u>Conseil Municipal du 23 octobre 2008</u>		1 à 29
1	Prorogation de la convention établie entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance par voie d'avenant	2 à 3
2	Achat d'un tableau intitulé "retour de marché" à l'artiste oullinois Claude BEAUDOIN	4
3	Avenant n° 1 à la convention avec la caisse d'allocations familiales, pour l'octroi d'une subvention sur le dispositif d'aide à l'investissement petite enfance	5
4	Convention de partenariat avec la société Habitations Modernes et Familiales relative à l'embellissement de son patrimoine du quartier du Golf	6
5	Crédits scolaires – Année scolaire 2008/2009	7
6	Crédits sorties pédagogiques – Crédits culturels – (année scolaire 2008/2009)	8
7	Contrat d'exploitation entre la société Mokamatic et la ville d'Oullins	9
8	Concours d'ingénierie et d'architecture pour la restructuration du groupe scolaire Jules Ferry – Autorisation donnée à Monsieur le Maire de signer le marché de maîtrise d'oeuvre	10 à 11
9	Autorisation de dépôt d'une autorisation d'urbanisme pour l'aménagement de l'école de musique ALAEO au parc Chabrières	12
10	Acquisition des parcelles AL 238, 239, 240 nécessaires à l'implantation de la médiathèque	13
11	Modification n° 5 du plan local d'urbanisme communautaire – Avis de la commune	14
12	Cession d'un lot de copropriété, 194 grande rue à la SNC Marignan Résidences	15 à 16
13	Installation classée – Dossier de demande d'autorisation d'exploiter un pavillon regroupant des services d'hématologie clinique dans l'enceinte du centre hospitalier Lyon Sud à Pierre-Bénite	17 à 23
14	Création juridique de la société coopérative d'intérêt collectif Graines de Sol	23
15	Débat d'orientations budgétaires	24
16	Gestion 2008 – Décision modificative n° 2	25
17	Finances : Attribution de crédits non affectés	26
18	Création d'un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance	27 à 28
19	Assurance contre les risques financiers liés au régime de protection sociale du personnel	29
20	Modification du tableau des effectifs	30
<u>Conseil Municipal du 18 décembre 2008</u>		31 à 94
1	Remplacement de deux conseillers municipaux démissionnaires par les suivants de liste au sein des commissions municipales et organismes extérieurs	32 à 35
2	Modification du règlement intérieur du conseil municipal	36 à 37
3	Délégation du Maire en vertu de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales	38 à 42
4	Convention entre la préfecture du Rhône et la commune d'Oullins concernant la mise en dépôt de deux stations fixes d'enregistrement des demandes de titres d'identité et de voyage	43
5	Tarifications applicables au cimetière pour l'année 2009	44
6	Vente d'un monument concession masse I n° 82 au cimetière d'Oullins	45

7	Dispositif Ville, Vie, Vacances – Saison 2009 – Modalités de signature des conventions liant la ville à ses partenaires	46
8	Convention avec le service de prévention spécialisée de la fondation "Les amis du jeudi dimanche (AJD) Maurice GOUNON"	47
9	Chantiers éducatifs de l'association intermédiaire départementale de prévention spécialisée – Convention automne 2008	48
10	Chantiers éducatifs de l'association intermédiaire départementale de prévention spécialisée – Modalités de signature des conventions liant la ville à l'association	49
11	Gestion 2008 – Décision modificative n° 3	50 à 51
12	Finances : attribution de crédits non affectés	52 à 53
13	Budget primitif 2009 – Budget général	54
14	Budget primitif 2009 – Subventions et concours financiers apportés par la commune	55
15	Attribution au théâtre de la Renaissance d'une contribution de fonctionnement et d'une contribution d'investissement pour 2009	56
16	Attribution d'une subvention à l'association "culture et développement"	57
17	Budget primitif 2009 – Conventions à conclure avec les organismes de droit privé	58 à 59
18	Garantie d'emprunt "Solendi HMF" travaux d'amélioration sur la résidence le Golf 25/27 rue S. Allendé et 127, rue Francisque Jomard à Oullins (annule et remplace la délibération n° 2008-09-08 en date du 25 septembre 2008)	60 à 61
19	Modification de la délibération n° 2008-06-03 du conseil municipal du 26 juin 2008	62
20	Modification du tableau des effectifs	63
21	Prestations d'action sociale	64 à 65
22	Création de postes pour un besoin saisonnier ou occasionnel	66 à 67
23	Convention de participation financière avec le conseil régional Rhône-Alpes portant sur la surveillance du parc Chabrières – Arlès	68
24	Tableau des effectifs : vote par cadres d'emplois	69 à 70
25	Recrutement et rémunération des agents recenseurs de la commune	71
26	Taux d'heures d'enseignement, d'études surveillées et de surveillance	72
27	Mixité scolaire – Année scolaire 2008/2009	73
28	Plan de dynamisation du centre ville – Demande de subvention à l'Etat au titre du deuxième exercice – Reconstitution de la subvention allouée à l'association "Oullins Centre Ville"	74 à 75
29	Participation au financement d'une étude préliminaire globale relative aux impacts du pôle intermodal de la Saulaie sur les installations ferroviaires et le domaine foncier de réseau ferré de France (RFF)	76
30	Modification des statuts du syndicat d'aménagement et de gestion de l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières (SAGYRC)	77 à 78
31	Approbation par la ville des modalités d'établissement de la taxe communale d'électricité et de la perception par le Sigerly aux lieu et place de la commune	79 à 81
32	Révision de la zone de publicité restreinte	82
33	Plan de prévention des risques technologiques ARKEMA Port Edouard Herriot – Avis de la commune	83
34	Programme local de l'habitat (PLH) du Grand Lyon – Bilan de l'application de l'article 55 de la loi SRU pour la période triennale 2005-2007 – Objectifs de production de logements sociaux pour la période triennale 2008-2010	84 à 85
35	Marché d'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux – Autorisation de signer un avenant	86
36	Travaux de construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement – Autorisation donnée à Monsieur le Maire de résilier le marché de travaux n° T0801-MEDIA relatif au Lot n° 12 "revêtements de sols souples"	87 à 88
37	Travaux de construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement – Autorisation de conclure un marché négocié complémentaire selon l'article 35 II du code des marchés publics	89 à 90
38	Travaux d'extension de la maternelle Marie Curie – Autorisation de signer les marchés	91
39	Prestations de services de télécommunications – Autorisation de conclure un marché négocié selon l'article 35 II du code des marchés publics	92 à 93
40	Vœu du groupe socialistes, verts et apparentés	94

Décisions à caractère réglementaire		95 à 101
D/08-80	Autorisation d'utilisation des installations sportives municipales pour la saison 2008-2009 en vue d'entraînements sportifs	95 à 96
D/08-86	Tarif 2008, vente de fleurs de la Toussaint	97
D/08-117	Tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public à compter du 1 ^{er} janvier 2009	98 à 101
Arrêtés à caractère réglementaire		102 à
AFGE 08/160	Horaires, dérogation et circulation dans l'enceinte du cimetière d'Oullins	102
AFGE 08/166	Autorisation d'occupation du domaine public – Mise en place de cendriers	103 à 104
AFGE 08/179	Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche	105 à 106
AFGE 08/183	Règlement du cimetière communal	107 à 127
CM/08-20	Délégation de signature en faveur de Philippe LOCATELLI, 2 ^{ème} adjoint, pour signer tous les actes et documents relatifs au fonctionnement de services municipaux à la place de M. François-Noël BUFFET, Maire, absent pour la période du 29 décembre 2008 à 0 h au 02 janvier 2009 à 24 heures.	128
AV/2008-260	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Camille – Arrêté temporaire sur domaine communal	129 à 130
AV/2008-261	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Victor Hugo Arrêté temporaire sur voie communautaire	131 à 132
AV/2008-262	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Victor Hugo Arrêté temporaire sur voie communautaire	133 à 134
AV/2008-263	Réglementation de la circulation et du stationnement – rue Narcisse Bertholey – Arrêté temporaire sur voie communautaire	135 à 136
AV/2008-264	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Orsel Arrêté temporaire sur voie communautaire	137 à 138
AV/2008-265	Réglementation de la circulation et du stationnement rue du Perron entre le n° 56 et le n° 96 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	139 à 140
AV/2008-267	Création de passage piéton provisoire – rue Pierre Séward : entre le n° 31 et le n°33 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	141
AV/2008-268	Pose d'un panneau stop rue Louis Normand à l'intersection avec l'avenue Jean Jaurès - Arrêté permanent sur route communautaire	142
AV/2008-269 Prolongation de l'AV/2008-154	Réglementation de la circulation et du stationnement grande rue au n° 22 – Arrêté temporaire sur voie départementale	143 à 144
AV/2008-270 Annule et remplace l'AV/2008-266	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Sarra Arrêté permanent sur voie communautaire	145
AV/2008-271	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République au n° 77 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	146 à 147
AV/2008-272	Réglementation de la circulation et du stationnement rue du Puits de la Sarra Arrêté temporaire sur voie communautaire	148 à 149
AV/2008-273	Réglementation de la circulation et du stationnement rue du Perron au n° 3 Arrêté temporaire sur voie communautaire	150 à 151
AV/2008-274	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Glacière angle rue Francisque Jomard - Arrêté temporaire sur voie communautaire	152 à 153
AV/2008-275	Réglementation de la circulation et du stationnement rue voltaire au n° 2 Arrêté temporaire sur voie communautaire	154 à 155
AV/2008-276	Réglementation du stationnement place Anatole France au n° 1 Arrêté permanent sur voie communautaire	156 à 157
AV/2008-277 Annule et remplace	Réglementation de la circulation et du stationnement grande rue, de la rue de la Camille à la rue Fleury, rue Voltaire, rue Etienne Dolet et rue du Perron Arrêté temporaire sur RD 486 et voies communautaires	158 à 159
AV/2008-278	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Charles Fourier entre la rue Claude Michel et la rue de la Bussière - Arrêté temporaire sur voie communautaire	160 à 161
AV/2008-279	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Voltaire angle rue Victor	162 à 163

	Hugo rue Narcisse Bertholey angle rue de la commune de Paris Arrêté temporaire sur voie départementale	
AV/2008-280	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Séward angle grande rue côté impair - Arrêté temporaire sur voie départementale	164 à 165
AV/2008-281	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République Arrêté temporaire sur voie communautaire	166 à 167
AV/2008-282	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Convention au n° 38- Arrêté temporaire sur voie communautaire	168 à 169
AV/2008-283	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Tupin - Arrêté temporaire sur voie communautaire	170 à 171
AV/2008-284	Réglementation de la circulation et du stationnement grande rue entre la rue du Pras et la rue Emile Zola chemin de Chassagnes entre le chemin de Fontanière et la grande rue - Arrêté permanent sur voie départementale	172 à 173
AV/2008-285	Réglementation du stationnement impasse Jean Jaurès – Arrêté temporaire sur voie communautaire	174 à 175
AV/2008-286	Réglementation de la circulation et du stationnement boulevard Emile Zola Arrêté temporaire sur voie départementale	176 à 177
AV/2008-287	Réglementation de la circulation et du stationnement rue du Perron au n° 3 Arrêté temporaire sur voie communautaire	178 à 179
AV/2008-288 Annule et remplace n° AV en date du 2/11/08 concernant la crue de l'Yzeron	Réglementation de la circulation et du stationnement boulevard de l'Yzeron, rue Ferrer, chemin du Buisset, rue Lafayette, chemin de la Cadière – Arrêté temporaire sur voies communautaires	180 à 181
AV/2008-290	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Lortet. Arrêté temporaire sur voie communautaire et départementale	182 à 183
AV/2008-291	Réglementation de la circulation et du stationnement avenue Jean Jaurès Arrêté temporaire sur voie départementale	184 à 185
AV/2008-292	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail entre la rue Fleury et la rue Jean-Jacques Rousseau. Arrêté temporaire sur voie communautaire	186 à 187
AV/2008-293	Réglementation de la circulation et du stationnement chemin du but Arrêté permanent sur domaine communal	188
AV/2008-294	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Bussière, rue Lafayette, rue Berthelot les jours de marché. Arrêté permanent sur voies communautaires	189
AV/2008-295	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Séward au n° 7 Arrêté temporaire sur voie départementale	190 à 191
AV/2008-296	Stationnement réservé pour personnes à mobilité réduite parking Pierre Séward Arrêté permanent sur parking communal	192
AV/2008-297	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail Arrêté temporaire sur voie communautaire	193 à 194
AV/2008-298	Réglementation de la circulation et du stationnement boulevard de l'Yzeron – Arrêté temporaire sur voie communautaire	195
AV/2008-299	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Séward au n° 69 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	196 à 197
AV/2008-300	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Lafayette angle boulevard Emile Zola - Arrêté temporaire sur voie départementale	198 à 199
AV/2008-301	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail entre la rue du Perron et la rue Etienne Dolet – Arrêté temporaire sur voie communautaire	200 à 201
AV/2008-302	Réglementation de la circulation et du stationnement boulevard de l'Yzeron Arrêté temporaire sur voie communautaire	202
AV/2008-303	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République du n° 39 au n° 35 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	203 à 204
AV/2008-304	Réglementation de la circulation et du stationnement rue raspail aux n° 45 et 47 Arrêté temporaire sur voie communautaire	205 à 206
AV/2008-305	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République au n° 32 – Arrêté temporaire sur voie communautaire et départementale	207 à 208
AV/2008-306	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Narcisse Bertholey rue Marceau – Arrêté temporaire sur voies communautaires	209 à 210
AV/2008-307	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Charton Arrêté temporaire sur voie communautaire	211 à 212
AV/2008-308	Réglementation de la circulation et du stationnement rue du Bois au n° 5 Arrêté temporaire sur voie communautaire	213 à 214

AV/2008-310	Réglementation de la circulation et du stationnement impasse Février au n° 5 Arrêté temporaire sur voie communautaire	215 à 216
AV/2008-311	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Charles Fourier entre le boulevard Emile Zola et la rue de la Bussière - Arrêté temporaire sur voie communautaire	217 à 218
AV/2008-312	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République Arrêté temporaire sur voie communautaire	219 à 220
AV/2008-313	Réglementation de la circulation et du stationnement chemin du Petit Revoyet au n° 72 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	221 à 222
AV/2008-315	Réglementation de la circulation avenue Jean Jaurès Arrêté temporaire sur voie départementale	223 à 224
AV/2008-316	Marchés les mercredis 24 et 31 décembre 2008 place Anatole France et rue de la République - Arrêté temporaire sur voies communautaires	225 à 226
AV/2008-317	Réglementation de la circulation et du stationnement avenue Jean Jaurès Arrêté temporaire sur voie départementale	227
AV/2008-318 Annule et remplace le précédent	Réglementation de la circulation et du stationnement 47, rue Pierre Sépard au n° 69 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	228 à 229
AV/2008-319	Réglementation de la circulation et du stationnement boulevard de l'Yzeron Arrêté temporaire sur voie communautaire	230 à 231
AV/2008-320	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Sépard face au n° 25 - Arrêté temporaire sur voie départementale	232 à 233
AV/2008-321	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République Arrêté temporaire sur voie communautaire	234
AV/2008-322	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la République Arrêté temporaire sur voie communautaire	235 à 236
AV/2008-323	Interdiction de stationner rue Eugène VIAL Arrêté temporaire sur voie communautaire	237
AV/2008-324	Réglementation des travaux d'urgence et de maintenance effectués par le Sigerly - Arrêté permanent sur voies communautaires et départementales	238 à 239
AV/2008-325	Réglementation des travaux d'urgence et de maintenance effectués par les services urbains - Arrêté permanent sur voies communautaires et départementales	240 à 241
AV/2008-326	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Sépard à l'angle de la grande rue au n° 65 – Arrêté temporaire sur voie départementale	242 à 243
AV/2008-328	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Diderot angle grande rue Arrêté temporaire sur voies communautaires	244 à 245
AV/2008-329	Réglementation de la circulation et du stationnement avenue Jean Jaurès et rue Parmentier - Arrêté temporaire sur voies communautaire et départementale	246 à 247
AV/2008-330	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la convention au n° 7 Arrêté temporaire sur voie communautaire	248 à 249
AV/2008-331	Réglementation de la circulation et du stationnement rue de la Sarra Arrêté temporaire sur voie communautaire	250 à 251
AV/2008-333	Réglementation de la circulation et du stationnement avenue Jean Jaurès Arrêté temporaire sur voie départementale	252 à 253
AV/2008-334	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Curie au n° 16 Arrêté temporaire sur voie communautaire	254 à 255
AV/2008-335 Annule et remplace l'AV/2008-327	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Pierre Sépard au n° 45- Arrêté temporaire sur voie communautaire	256 à 257
AV/2008-336	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Parmentier Arrêté temporaire sur voie communautaire	258 à 259
AV/2008-337	Réglementation des interventions d'urgences effectuées par les services techniques de la commune – Arrêté permanent sur voies communautaires, départementales et communales	260
AV/2008-338	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Raspail entre la rue Fleury et la rue Jean-jacques Rousseau - Arrêté temporaire sur voie communautaire	261 à 262
AV/2008-339	Création d'une zone de livraison rue Louis Aulagne Arrêté permanent sur RD 50	263
AV/2008-341	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Lortet Arrêté temporaire sur voie communautaire	264 à 265
AV/2008-342	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Parmentier Arrêté temporaire sur voie communautaire	266 à 267
AV/2008-343	Réglementation de la circulation et du stationnement rue Charton entre la rue de la République et la rue Pierre Sépard – Arrêté temporaire sur voie communautaire	268

BANDERO/ 2008-10	Installation d'une banderole : grande rue au n° 122 Arrêté temporaire sur voie départementale	269
BANDERO/ 2008-13	Installation d'une banderole grande rue au n° 67 Arrêté temporaire sur RD 486	270 à 271
BANDERO/ 2008-14	Installation d'une banderole grande rue aux n° 67 et 122 Arrêté temporaire sur RD 486	272
BANDERO/ 2008-15 Annule et remplace BANDERO 2008-011	Installation de banderoles : grande rue, rue Orsel Arrêté temporaire sur voies communautaire et départementale	273 à 274
BANDERO/ 2008-016	Installation de banderoles : grande rue Arrêté temporaire sur voie départementale	275 à 276
BANDERO/ 2008-017	Installation d'une banderole : rue Pierre Sépard Arrêté temporaire sur route départementale	277
BEN/2008-030	Installation d'une benne : rue Orsel au n° 20 et 22 Arrêté temporaire sur voie communautaire	278 à 279
BEN/2008-031	Installation d'une benne : rue Pierre curie Arrêté temporaire sur voie communautaire	280 à 281
BEN/2008-032	Installation d'une benne : boulevard Emile Zola au n° 52 Arrêté temporaire sur voie départementale	282 à 283
BEN/2008-033	Installation d'une benne : boulevard Emile Zola au n° 22 Arrêté temporaire sur voie départementale	284 à 285
BEN/2008-034	Installation d'une benne : boulevard de l'Yzeron au n° 42 Arrêté temporaire sur voie communautaire	286 à 287
CABCHANT/ 2008-010	Installation d'une cabane de chantier : grande rue au n° 64 Arrêté temporaire sur départementale	288 à 289
CHAPITEAU/ 2008-01	Installation d'un chapiteau sur la place Maréchal de Lattre de Tassigny Arrêté temporaire sur domaine communal	290 à 291
DEPMAT/ 2008-003	Autorisation de dépôt de matériaux : rue Tupin au n° 13-15 Arrêté temporaire sur voie communautaire	292 à 293
DEPMAT/ 2008-004	Autorisation de dépôt de matériaux: rue Clément Désormes au n° 1 Arrêté temporaire sur voie communautaire	294 à 295
ECH/2008-046	Autorisation d'échafauder grande rue au n° 63 Arrêté temporaire sur voie départementale	296 à 297
ECH/2008-49 Annule et remplace l'ECH/2008-043	Autorisation d'échafauder grande rue au n° 122 Arrêté temporaire sur voie départementale	298 à 299
ECH/2008-50	Autorisation d'échafauder Grande Rue au n° 64 Arrêté temporaire sur voie départementale	300 à 301
ECH/2008-51	Autorisation d'échafauder grande rue au n° 116 Arrêté temporaire sur voie départementale	302 à 303
ECH/2008- 52 Prolongation de l'ECH/2008-044	Autorisation d'échafauder : rue Pierre Baudin angle avenue Jean Jaurès au n° 29 Arrêté temporaire sur voie communautaire	304 à 305
ECH/2008-53	Autorisation d'échafauder : avenue Jean Jaurès au n° 29 Arrêté temporaire sur voie communautaire	306 à 307
ECH/2008-054	Autorisation d'échafauder : au n° 180 grande rue Arrêté temporaire sur voie départementale	308 à 309
ECH/2008-055	Autorisation d'échafauder : rue Tupin aux n° 13 et 15 Arrêté temporaire sur voie communautaire	310 à 311
ECH/2008-056	Autorisation d'échafauder : boulevard Emile Zola au n° 22 Arrêté temporaire sur voie départementale	312 à 313
ECH/2008-057	Autorisation d'échafauder : rue Diderot angle rue Raspail Arrêté temporaire sur voie communautaire	314 à 315
ECH/2008-058 Annule et remplace le précédent ECH/2008-058	Autorisation d'échafauder : rue Claude Michel au n° 12 et angle chemin du Buisset Arrêté temporaire sur voie communautaire	316 à 317

ECH/2008-059	Autorisation d'échafauder : rue Pierre Séward au n° 72 Arrêté temporaire sur voie communautaire	318 à 319
ECH/2008-060	Autorisation d'échafauder : rue Tupin aux n° 13 et 15 Arrêté temporaire sur voie communautaire	320 à 321
ECH/2008-062 Annule et remplace ECH/2008-061	Autorisation d'échafauder : grande rue au n° 144 Arrêté temporaire sur voie départementale	322 à 323
PALISSADE/012 2008-	Mise en place d'une palissade : rue des Célestins du n° 40 à la rue Charles Fourrier - Arrêté temporaire sur voie communautaire	324 à 325
PALISSADE/ 13 2008-	Mise en place de palissades : grande rue au n° 70 Arrêté temporaire sur voie départementale	326 à 327
STAT/2008-212	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	328
STAT/2008-213	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 53 Arrêté temporaire sur voie départementale	329
STAT/2008-214	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	330
STAT/2008-215	Réglementation du stationnement : grande rue entre les n° 165 et 171 Arrêté temporaire sur voie départementale	331
STAT/2008-216	Réglementation du stationnement : rue Pierre Marescot face au n° 8 Arrêté temporaire sur voie communautaire	332
STAT/2008-217	Réglementation du stationnement : rue Lortet au n° 5 Arrêté temporaire sur voie communautaire	333
STAT/2008-218	Réglementation du stationnement : place Arles Dufour, à gauche du n° 27 Arrêté temporaire sur voie communautaire	334
STAT/2008-219	Réglementation du stationnement : rue du Perron au n° 4 et 6 Arrêté temporaire sur voie communautaire	335
STAT/2008-220	Réglementation du stationnement : rue Charton au n° 11 Arrêté temporaire sur voie communautaire	336
STAT/2008-221	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	337
STAT/2008-222	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet face au n° 10 Arrêté temporaire sur voie communautaire	338
STAT/2008-223	Réglementation du stationnement : grande rue au n° 131 Arrêté temporaire sur voie départementale	339
STAT/2008-224	Réglementation du stationnement : avenue Jean Jaurès au n° 20 Arrêté temporaire sur voie communautaire	340
STAT/2008-225	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	341
STAT/2008-226	Réglementation du stationnement : rue Lortet au n° 5 Arrêté temporaire sur voie communautaire	342
STAT/2008-227	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	343
STAT/2008-228	Réglementation du stationnement : rue Raspail au n° 14 Arrêté temporaire sur voie communautaire	344
STAT/2008-229	Réglementation du stationnement boulevard Emile Zola au n° 10 Arrêté temporaire sur voie départementale	345
STAT/2008-230	Réglementation du stationnement : avenue Jean Jaurès au n° 22 Arrêté temporaire sur voie départementale	346
STAT/2008-231	Réglementation du stationnement : rue Lortet au n° 5 Arrêté temporaire sur voie communautaire	347
STAT/2008-233	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au n° 26 Arrêté temporaire sur voie communautaire	348
STAT/2008-234	Réglementation du stationnement : rue Ferrer au n° 3 Arrêté temporaire sur voie communautaire	349
STAT/2008-235	Réglementation du stationnement : rue du Perron aux n° 4 et 6 Arrêté temporaire sur voie communautaire	350
STAT/2008-236	Réglementation du stationnement : rue des Célestins du n° 40 à la rue Charles Fourrier - Arrêté temporaire sur voie communautaire	351

STAT/2008-237	Réglementation du stationnement : rue Clément Désormes au n° 1 Arrêté temporaire sur voie communautaire	352
STAT/2008-238 Annule et remplace STAT/2008-232	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola au n° 101 Arrêté temporaire sur voie départementale	353
STAT/2008-239	Réglementation du stationnement : Boulevard Emile Zola au n° 28 et 30 Arrêté temporaire sur voie départementale	354
STAT/2008-240	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au n° 7 de part et d'autre Arrêté temporaire sur voie communautaire	355
STAT/2008-241	Réglementation du stationnement : rue Bertholey face aux n° 13-15 Arrêté temporaire sur voie communautaire	356
STAT/2008-242	Réglementation du stationnement : rue Marceau au n° 30 Arrêté temporaire sur voie communautaire	357
STAT/2008-243	Autorisation de stationner : rue de la République face au n° 31 Arrêté temporaire sur voie communautaire	358
STAT/2008-244	Autorisation de stationner: rue Narcisse Bertholey face aux n° 13-15 Arrêté temporaire sur voie communautaire	359
STAT/2008-245	Réglementation du stationnement : grande rue au n° 131 Arrêté temporaire sur voie départementale	360
STAT/2008-246	Réglementation du stationnement : rue de la République face au n° 31 Arrêté temporaire sur voie communautaire	361
STAT/2008-247	Réglementation du stationnement : grande rue au n° 114 Arrêté temporaire sur voie départementale	362
STAT/2008-248	Réglementation du stationnement : grande rue au n° 168 Arrêté temporaire sur voie départementale	363
STAT/2008-249	Réglementation du stationnement boulevard de l'Yzeron du n° 35 au n° 47 Arrêté temporaire sur voie communautaire	364
STAT/2008-251	Réglementation du stationnement : grande rue aux n° 121 et 123 Arrêté temporaire sur voie départementale	365
STAT/2008-252 Annule et remplace le STAT/2008-250	Réglementation du stationnement : rue de la République face au n° 47 Arrêté temporaire sur voie communautaire	366
STAT/2008-253	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 8 Arrêté temporaire sur voie communautaire	367
STAT/2008-254	Réglementation du stationnement : rue Marceau au n° 30 Arrêté temporaire sur voie communautaire	368
STAT/2008-255	Réglementation du stationnement : rue Raspail entre les n° 25 et 29 Arrêté temporaire sur voie communautaire	369
STAT/2008-256	Réglementation du stationnement : rue Charton au n° 81 Arrêté temporaire sur voie communautaire	370
STAT/2008-257	Réglementation du stationnement : rue Narcisse Bertholey au n° 28 Arrêté temporaire sur voie communautaire	371
STAT/2008-258	Réglementation du stationnement : place du mur Demo Arrêté temporaire sur voie communautaire	372
STAT/2008-260	Réglementation du stationnement : parc Chabrières Arrêté temporaire sur domaine communal	373
STAT/2008-261	Réglementation du stationnement : place Anatole France angle 88 rue de la République - Arrêté temporaire sur voie communautaire	374
STAT/2008-262	Réglementation du stationnement : rue Charton au n° 81 Arrêté temporaire sur voie communautaire	375
STAT/2008-263	Réglementation du stationnement : place Anatole France Arrêté temporaire sur voie communautaire	376
STAT/2008-264	Réglementation du stationnement sur les places à mobilité réduite rue Eienne Dolet au n° 2 - Arrêté temporaire sur voie communautaire	377
STAT/2008-265	Réglementation du stationnement : rue Raspail entre les n° 45 et 47 Arrêté temporaire sur voie communautaire	378
STAT/2008-267 Annule et remplace le précédent	Réglementation du stationnement : - Sur les rives droite et gauche (quais) de l'Yzeron – Entre le pont de la grande rue et le quai Pierre Séward. Arrêté temporaire sur voies communales	379 à 380

STAT/2008-268	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 10 Arrêté temporaire sur voie communautaire	381
STAT/2008-269	Réglementation du stationnement : rue Etienne Dolet au n° 12 Arrêté temporaire sur voie communautaire	382
STAT/2008-270	Réglementation du stationnement rue Pierre Séward au n° 66 Arrêté temporaire sur voie communautaire	383
STAT/2008-271	Réglementation du stationnement : rue Parmentier au n° 7 Arrêté temporaire sur voie communautaire	384
STAT/2008-272	Réglementation du stationnement : rue de la République au n° 19 Arrêté temporaire sur voie communautaire	385
STAT/2008-273	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola aux n° 50 et 48 Arrêté temporaire sur voie départementale	386
STAT/2008-274	Réglementation du stationnement : boulevard Emile Zola aux n° 13 et 15 Arrêté temporaire sur voie départementale	387
STAT/2008-275	Réglementation du stationnement : rue du Perron au n° 27 Arrêté temporaire sur voie communautaire	388
STAT/2008-276	Réglementation du stationnement : rue de la Bussière au n° 53 Arrêté temporaire sur voie communautaire	389

VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 23 OCTOBRE 2008

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 33

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : Mme Chantal KERLAN

Présents

MM. BUFFET – LAVACHE – LOCATELLI, Melle CHALAND, MM. AMBARD – PROTON, Mmes FLEITH – GUIRADO-DEVOY, M. TRANCHARD, Mmes POUZERGUE – MAZIGH – CHICHERY, M. MOREL, Mmes BONHOMME – DEGRANGE - GIMENEZ, M. BLAIN, Mme JOURDAIN, MM. TERROT – LE GALL – FILIU – SOUCHON, Mme NATALI, M. SCAPPATICCI, Melle TUZOLANA, MM. PERRET – BLANC, Mmes KERLAN – SECHAUD, MM. POMMATEAU – UBAUD, Mme POMMERUEL, M. RENAULT

Absent(e)s momentanée(s)

M. TERROT (rapport n° 12)

Absent(e)s excusé(e)s et représenté(e)s

M. LAVACHE (rapports n° 9, 16 et 19)
M. TRANCHARD (rapports n° 18 et 20)
M. GENTILINI
Mme CORELLA

N° : 2008-10-01

Service : Affaires culturelles

**OBJET : PROROGATION DE LA CONVENTION ETABLIE ENTRE LA VILLE
D'OULLINS ET LA REGIE PERSONNALISEE DU THEATRE DE LA RENAISSANCE
PAR VOIE D'AVENANT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L. 2224-2 ;

Vu la délibération n°6 du 27 février 2003 du conseil municipal votant notamment les statuts de la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°11 du 25 septembre 2003 du conseil municipal portant modification de ces mêmes statuts ;

Vu la délibération n°6 du 5 février 2004 approuvant les modifications de la convention du 1^{er} juillet 2003 entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°9 du 14 avril 2005 approuvant les modifications de la convention du 1^{er} février 2004 entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°13 du 25 janvier 2007 approuvant les modifications de la convention du 1^{er} février 2004 entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu la délibération n°28 du 29 mars 2007 approuvant les modifications de la convention du 1^{er} février 2004 entre la ville d'Oullins et la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par la délibération n°6 du 27 février 2003, le conseil municipal a approuvé les statuts de la régie personnalisée du théâtre de la Renaissance et a donné tous pouvoirs au Maire afin de poursuivre l'exécution de ladite délibération. L'article 16 de ces statuts précise qu'« une convention annuelle conclue avec la ville d'Oullins détermine les objectifs que la ville assigne à la régie ainsi que les modalités d'affectation et de contrôle de l'usage des moyens financiers et techniques qu'elle lui accorde ».

Ladite convention a été signée pour la première fois par les parties le 1^{er} juillet 2003 pour une durée d'un an. Elle a été reconduite à deux reprises, le 1^{er} février 2004 pour une durée d'un an puis le 6 mai 2005 pour une durée de quatre ans, soit du 1^{er} janvier 2005 au 31 décembre 2008.

En accord avec le conseil d'administration du théâtre de la Renaissance, la Ville d'Oullins propose de renouveler les termes de la convention existante et d'engager un processus d'échange et de dialogue avec le théâtre afin de définir des objectifs communs aux deux parties. Pour mener à bien ce processus, la Ville d'Oullins et le théâtre de la Renaissance souhaitent qu'un délai suffisant soit consacré au renouvellement de cette convention.

En accord avec le théâtre de la Renaissance, la Ville d'Oullins propose donc de proroger la convention actuelle, ce jusqu'au 30 juin 2009.

En conséquence, je vous propose de proroger par voie d'avenant la convention Ville-Théâtre jusqu'au 30 juin 2009 et que vous m'autorisiez à signer tous les documents à cet effet, afin que la nouvelle convention prenne effet au 1^{er} juillet 2009.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer un avenant prorogeant la convention Ville-théâtre de la Renaissance jusqu'au 30 juin 2009.

PRÉCISE qu'une nouvelle convention devra être mise au point avec le théâtre de la Renaissance, prenant effet à compter du 1^{er} juillet 2009.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ACHAT D'UN TABLEAU INTITULE « RETOUR DE MARCHÉ »
À L'ARTISTE OULLINOIS CLAUDE BEAUDOIN**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins souhaite faire l'acquisition d'une œuvre de l'artiste oullinois Claude Beaudoin, membre de l'association "Entente des peintres oullinois", d'une valeur de 350 € TTC. Ce tableau sera destiné à embellir les locaux municipaux du Foyer restaurant Oullins Entr'aide, situés 7 rue Pierre Joseph Martin.

Je vous propose donc de m'autoriser à procéder à l'achat de ce tableau qui viendra enrichir le patrimoine municipal en matière d'œuvres d'art créées par des artistes oullinois.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à procéder à l'achat du tableau "Retour de marché" de l'artiste Claude Beaudoin pour un montant de 350 euros TTC ;

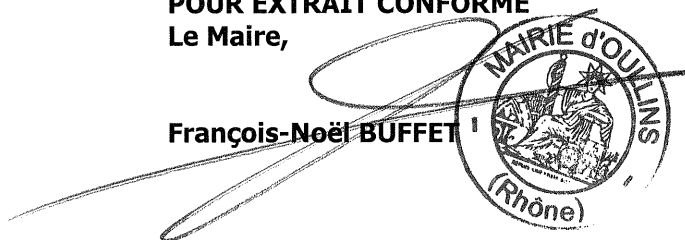
PRÉCISE que les crédits sont prévus au budget 2008 ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : AVENANT N°1 À LA CONVENTION AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES DE LYON, POUR L'OCTROI D'UNE SUBVENTION SUR LE
DISPOSITIF D'AIDE À L'INVESTISSEMENT PETITE ENFANCE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 8 Septembre 2004 relative au projet de création d'un pôle petite enfance (PPE) sur le site du château de la Bussière et à la demande de subvention d'investissement à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Lyon,

Vu la convention du 22 décembre 2004 entre la Ville et la CAF pour l'octroi d'une subvention d'investissement sur le dispositif d'aide à l'investissement petite enfance en faveur de l'établissement d'accueil du jeune enfant les Bamb'Oullins dans le PPE de la Bussière.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Sur ses fonds du dispositif d'aide à l'investissement petite enfance, la CAF de Lyon a décidé d'allouer en faveur du projet de création d'un PPE à la Bussière une subvention de 252 000 € (soit 7 000 € x 36 places) pour le transfert et l'extension de 24 à 36 places de l'établissement d'accueil « les Bamb'Oullins ».

L'article 2 de la convention précitée prévoyait une fin de programme et la mise en service de l'établissement avant le 31 décembre 2007.

L'équipement a finalement ouvert le lundi 7 janvier 2008.

Il convient en conséquence de modifier par avenant n°1 ci-joint les délais de réalisation du programme : le 31 décembre 2008 au lieu du 31 décembre 2007.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

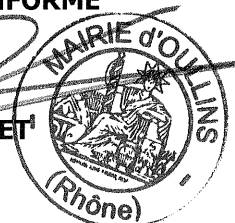
AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant numéro 1 ci-joint à la convention du 22 décembre 2004 avec la CAF de Lyon ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ HABITATIONS
MODERNES ET FAMILIALES RELATIVE À L'EMBELLEMENT
DE SON PATRIMOINE DU QUARTIER DU GOLF**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 juin 2007 relative au Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération Lyonnaise 2007-2009 et à sa convention d'application locale pour la ville d'Oullins,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La politique de la Ville, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009, définit comme un des axes de travail, l'amélioration du cadre de vie et de l'habitat. Le quartier du Golf fait partie des secteurs d'intervention.

A ce titre, la Société Habitations Modernes et Familiales (H.M.F.) et la ville d'Oullins s'engagent à l'embellissement des trois bâtiments, propriétés d'H.M.F, situés aux allées n°25 et 27 rue Salvador Allende et n°127 rue Francisque Jomard à Oullins. La société H.M.F engagera des travaux d'embellissement des escaliers et des cages d'escaliers. La Ville d'Oullins organisera la remise en peinture des halls d'entrées et couloirs des rez-de-chaussée menant aux escaliers d'une part et d'autre part l'aménagement du chemin d'accès à la loge du gardien.

Les travaux de la Ville d'Oullins se dérouleront fin octobre - début novembre 2008 dans le cadre d'une prestation d'insertion liée à un marché public "petits travaux de rénovation et d'embellissement". Ce marché permettra l'embauche de deux Oullinois en parcours d'insertion. La convention ci-jointe précise les conditions d'organisation et de financement des travaux réalisés par la Ville d'Oullins.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

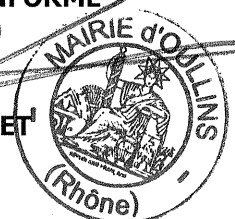
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe de mise en œuvre du partenariat avec la Société Habitations Modernes et Familiales.

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : - CRÉDITS SCOLAIRES – ANNÉE SCOLAIRE 2008/2009

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Comme chaque année, je vous demande de fixer le montant des crédits scolaires affectés aux écoles :

Crédit fournitures :

- classe maternelle 25,38 € par élève
- classe élémentaire 28,93 € par élève

Crédit équipement :

- 101,50 € par classe (maternelle et élémentaire)
- 426,30 € par école
- 609,00 € par école regroupée
- 558,25 € par classe spécialisée

Crédit ouverture de classe :

- 507,50 € par classe ouverte

Je vous propose de maintenir le principe d'une allocation globale par école comme demandé lors des diverses concertations avec les directeurs, afin de faciliter la gestion des crédits au sein des écoles.

Au titre de l'année scolaire 2008/2009, les attributions par école sont les suivantes :

<u>ECOLE</u>	<u>MONTANT TOTAL</u>
ECOLE PRIMAIRE AMPERE	7 133,14 €
ECOLE PRIMAIRE MARIE CURIE	8 754,75 €
ECOLE PRIMAIRE LA SAULAIE	4 347,76 €
ECOLE PRIMAIRE JEAN MACE	11 695,92 €
ECOLE PRIMAIRE J DE LA FONTAINE	8 372,11 €
ECOLE PRIMAIRE JULES FERRY	9 903,73 €
ECOLE MATERNELLE CL DESORMES	1 162,30 €
ECOLE MATERNELLE DU REVOYET	1 872,92 €
ECOLE MATERNELLE LA GLACIERE	3 421,06 €
ECOLE MATERNELLE DES CELESTINS	2 126,72 €
ECOLE MATERNELLE DU GOLF	2 811,96 €
ECOLE ELEMENTAIRE LA GLACIERE	4 145,03 €
ECOLE ELEMENTAIRE DU GOLF	6 083,83 €
RASED	1 116,50 €
TOTAL	72 947,73 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits scolaires comme détaillés ci-dessus pour l'année scolaire 2008/2009.

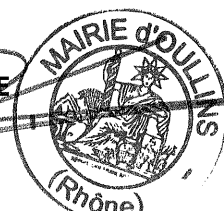
PRÉCISE que les sommes sont prévues au budget primitif 2008 :
fonctions 211, 212, et 213 compte 6067

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : - CRÉDITS SORTIES PÉDAGOGIQUES - CRÉDITS CULTURELS -
(ANNÉE SCOLAIRE 2008/2009)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Chaque année scolaire, la Ville soutient financièrement des projets de sorties des écoles.

Je vous propose de maintenir, **pour l'année scolaire 2008/2009**, les modalités d'attribution des crédits **pour les écoles maternelles et élémentaires publiques** de la manière suivante :

CRÉDITS SORTIES PÉDAGOGIQUES :

**Sortie d'une journée : sans nuitée mais avec repas pris 4,87 € par élève
en dehors de l'école**

(sur la base de l'effectif de la classe en partance dans la limite d'une sortie par classe)

Sortie avec nuitée : 7,71 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le cumul d'une sortie avec nuitée avec une sortie d'une journée n'est pas possible.

Le versement des crédits se fera sur présentation d'un projet. En cas d'absence de celui-ci, aucun report sur l'année suivante ne sera possible, conformément aux règles de la comptabilité publique.

CRÉDITS CULTURELS :

6,70 € par élève

(sur la base de l'effectif total de l'école)

Le versement se fera en une fois, sur la base des effectifs connus à la rentrée de septembre.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à attribuer les crédits « sorties pédagogiques », et « crédits culturels » au bénéfice des écoles maternelles et élémentaires publiques comme détaillés ci-dessus.

PRÉCISE que les sommes sont prévues au budget primitif 2008 :
fonction 213-compte 6574

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



N° : 2008-10-07
Service : Sports

**OBJET : CONTRAT D'EXPLOITATION ENTRE LA SOCIÉTÉ MOKAMATIC ET LA
VILLE D'OULLINS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La ville d'Oullins a décidé de mettre à disposition du public au Boulodrome Municipal Silvio Pantannella un distributeur automatique de boissons chaudes et froides ainsi qu'un distributeur de confiseries/viennoiseries.

Ce distributeur appartient à la société Mokamatic qui par contrat ci-joint prévoit de les installer.

Je vous demande de bien vouloir m'autoriser à signer ce contrat.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

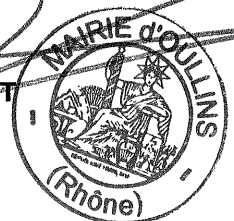
AUTORISE le Maire à signer le contrat avec la Société MOKAMATIC.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONCOURS D'INGENIERIE ET D'ARCHITECTURE POUR LA
RESTRUCTURATION DU GROUPE SCOLAIRE JULES FERRY – AUTORISATION
DONNÉE À MONSIEUR LE MAIRE DE SIGNER LE MARCHÉ DE MAÎTRISE
D'OEUVRE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 24, 25, 40, 70, 74 ;
Vu la loi "MOP" du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée;
Vu la délibération n°11 du 31 mai 2007 autorisant le lancement de la procédure de concours et approuvant la constitution du jury;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du Conseil Municipal n° 11 du 31 mai 2007, vous avez autorisé le lancement d'une procédure de concours d'ingénierie et d'architecture en vue de la restructuration du groupe scolaire Jules Ferry.

A cet effet, un avis d'appel public à concurrence a été envoyé au Journal Officiel de l'Union Européenne et au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics pour publication le 21 juin 2007.

50 candidatures ont été reçues dans les délais impartis soit avant le 31 juillet 2007. Afin de procéder à la sélection des 4 candidats admis à concourir, le jury s'est réuni le 20 septembre 2007.

Les 50 candidatures ont été soumises à l'ensemble des membres du jury au regard de critères de sélection pré établis. A l'issue de cette analyse qui a donné lieu à un débat contradictoire ainsi qu'à un vote collégial, le jury a retenu 4 équipes.

Les 4 équipes admises à concourir étaient les suivantes:

- Atelier sur les Quais,
- Archigroupe,
- Atelier Philippe Madec,
- Chareyre et Pagnier

Ces 4 équipes ont remis leurs prestations (niveau esquisse) le 14 décembre 2007.

Le jury s'est réuni le 18 janvier 2008 pour procéder à l'examen anonyme des 4 projets.

A l'issue de cette analyse, fondée sur des critères de choix objectifs et préétablis dans l'avis d'appel public à concurrence, le jury a procédé à un classement des 4 projets. L'anonymat ayant été levé après signature du procès-verbal par l'ensemble des membres du jury, le classement est le suivant:

- Projet Verlaine, Archigroup
- Projet Carême, Chareyre et Pagnier
- Projet Prévert, Atelier Philippe Madec
- Projet Eluard, Atelier sur les Quais

Au vu du très faible écart enregistré dans la notation des 2 projets arrivés en tête, le jury, lors de la séance d'examen des projets du 18 janvier 2008 s'est accordé collégialement pour recommander au Pouvoir adjudicateur d'engager des discussions avec les équipes Archigroup et Chareyre et Pagnier ; le but de ces discussions étant de clarifier les points soulevés pendant les débats sur chacun des projets.

Au terme des échanges engagés avec les deux équipes au printemps 2008, je vous propose de déclarer lauréat le projet présenté par le cabinet Chareyre et Pagnier. Ce projet offre en effet le maximum de garanties tant au plan fonctionnel qu'en termes de confort et de qualité environnementale. Celui-ci paraît aussi présenter le plus de garanties financières.

Il convient de préciser que lors de la réunion du 18 janvier 2008, le jury a émis un avis favorable au versement de la prime aux 4 candidats; prime prévue dans le règlement de concours et s'élevant à 25 000 € HT.

En vue de la passation du marché je vous précise que des négociations ont été engagées avec l'équipe concernée. Les négociations ont notamment porté sur l'étendue de la mission « haute qualité environnementale du bâtiment ».

Suite à ces négociations, il est proposé à l'Assemblée délibérante de conclure, avec l'équipe d'ingénierie dont le mandataire est l'agence Chareyre et Pagnier un marché de maîtrise d'œuvre d'un montant de 567 050 € HT pour la restructuration du groupe scolaire Jules Ferry. Le forfait provisoire de rémunération est basé sur une enveloppe travaux de 4 650 000 € HT, valeur juin 2007.

Il est précisé que la mission confiée est une mission de base au sens de la loi "MOP" du 12 juillet 1985 applicable aux ouvrages de bâtiment avec réalisation des études d'exécution et de synthèse.

DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE la signature du marché de maîtrise d'œuvre avec le titulaire Chareyre et Pagnier désigné ci-dessus pour la restructuration du groupe scolaire Jules Ferry dans les conditions évoquées ci-dessus.

PRÉCISE que les crédits nécessaires seront prévus au budget 2008 et suivants, chapitre 072, fonction 213, article 2031

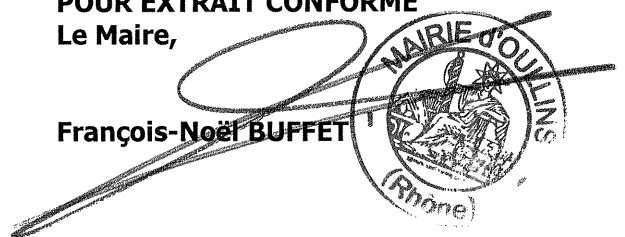
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : AUTORISATION DE DÉPÔT D'UNE AUTORISATION D'URBANISME POUR
L'AMÉNAGEMENT DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE ALAEO AU PARC CHABRIÈRES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Les locaux libérés par le Centre d'Information et d'Orientation, situés dans le Parc Chabrières sont destinés à accueillir une école de musique.

Cependant, cette installation nécessite des travaux préalables notamment de mise aux normes en terme de sécurité et d'accessibilité, soumis à autorisation d'urbanisme, en fonction des surfaces créées, il s'agira soit d'un permis de construire soit d'une déclaration préalable.

Aussi, je vous demande de bien vouloir m'autoriser à déposer une autorisation d'urbanisme pour permettre l'installation de cette école dans ce bâtiment.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

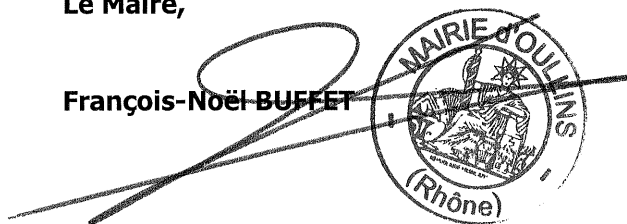
AUTORISE Monsieur le Maire à déposer une autorisation d'urbanisme pour accueillir une école de musique, 44 Grande Rue.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ACQUISITION DES PARCELLES AL 238, 239, 240
NÉCESSAIRE À L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATHÈQUE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le démarrage des travaux de construction de la Médiathèque est prévu pour le début du mois de novembre.

Préalablement à ce début de chantier, il convient de régulariser les aspects fonciers du dossier et notamment de procéder, ainsi que nous l'autorise l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, à un transfert du domaine public communautaire au domaine public communal.

Les conditions de ce transfert sont les suivantes :

- parcelles AL 238, 239 et 240 d'une superficie de 3 025 m²,
- prix de cession : 540 000 €, conforme à l'avis des domaines,
- la désaffectation du parking, préalable au transfert de domaine public, est à ce jour effective.

Compte tenu de l'intérêt de cette opération pour la Ville, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir approuver l'acquisition au Grand Lyon des parcelles AL 238 à 240.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'acquisition au Grand Lyon des parcelles AL 238 à 240, pour un montant de 540 000 €, par le biais d'une procédure de transfert de domaine public.

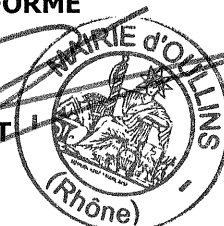
AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente à intervenir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : MODIFICATION N° 5 DU PLAN LOCAL D'URBANISME COMMUNAUTAIRE

AVIS DE LA COMMUNE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Approuvé en date du 11 juillet 2005 par le Conseil de Communauté, le Plan Local d'Urbanisme fait aujourd'hui l'objet d'une procédure de modification.

L'enquête publique se déroule du 1^{er} octobre au 12 novembre 2008 inclus.

Il est demandé aux communes d'émettre un avis sur ce dossier.

Pour la Ville d'Oullins, les modifications prévues sont les suivantes :

1. Classement en Espace Boisé Classé de 3 cèdres, sis 6 Chemin de la Glacière, parcelle AT 24, afin de pérenniser l'ambiance végétale du secteur.
2. Inscription du zonage UD3 (en remplacement du zonage UD1b) et d'une hauteur graphique de 12 m sur le secteur délimité par le Boulevard de l'Yzeron et la rue Ferrer ; ce zonage adapté à un parcellaire de taille petite et moyenne permettra au quartier d'évoluer tout en conservant sa morphologie urbaine.
3. Inscription d'un Espace Boisé Classé et d'un Espace Végétalisé à mettre en valeur sur le jeu de boules, sis 27 rue Diderot, parcelle AO 154 afin de maintenir l'ambiance végétale de ce site en cœur de ville.

Compte tenu de ces modifications qui figurent dans le dossier soumis à enquête publique, je vous propose, Mesdames, Messieurs, d'émettre un avis favorable au projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DONNE un avis favorable au projet de modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme communautaire.

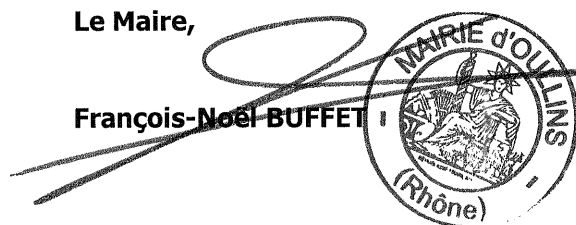
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-10-12
Service : Urbanisme

**OBJET : CESSION D'UN LOT DE COPROPRIÉTÉ, 194 GRANDE RUE
À LA SNC MARIGNAN RÉSIDENCES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du plan FISAC mis en œuvre dans le centre ville, la Commune s'est engagée à restructurer l'îlot de la Camille afin de créer des capacités supplémentaires en terme de locaux commerciaux et de stationnement. Cette opération vise notamment à redynamiser la partie « haute » de la Grande Rue.

Aussi, la Ville, propriétaire du lot n° 2 de la copropriété sise 194 Grande Rue, a décidé de céder cette propriété à la SNC Marignan Résidences qui est en mesure de réaliser un ensemble immobilier comprenant des surfaces commerciales, des logements et des places de stationnement en souterrain.

De plus, à terme, le réaménagement de ce site permettra d'aménager un nouvel espace public en cœur d'îlot.

Les conditions de cette cession sont les suivantes :

- Lot n° 2 de la copropriété sise 194 Grande Rue, parcelle AK 85, représentant les 5 560/10 000èmes de la propriété du sol et les 1 000/1000èmes des parties communes particulières au bâtiment B,
- Le prix de cession est de 400 €/m² de SHON pour les logements à édifier sur la base prévisionnelle de 1 607 m² et de 140 €/m² de SHON pour des locaux d'activités à édifier sur la base prévisionnelle de 790 m² sur la parcelle, conformément à l'avis des domaines.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir approuver les termes de cette cession.

D'autre part, afin de permettre à la SNC Marignan Résidences d'obtenir les autorisations au titre de l'article L 752-1 du Code du Commerce, il convient de l'autoriser à déposer devant la Commission Départementale d'Équipement Commercial (CDEC) du Rhône, les dossiers suivants :

- Transfert /extension de l'ensemble commercial composé d'ED et de Mondial Tissu sur le site à édifier au 194 Grande Rue,
- Création d'un magasin d'équipement de la maison sur l'ancien site laissé vacant par le transfert /extension ci-dessus mentionné.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs de bien vouloir autoriser la SNC Marignan Résidences à déposer ces deux dossiers devant la CDEC.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la cession à la SNC Marignan Résidences du lot n° 2 de copropriété, sis 194 Grande rue pour un prix de 400 €/m² de SHON pour les 1 607 m² de logements à édifier et 140 €/m² de SHON pour 790 m² de locaux d'activités à construire.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de vente à intervenir.

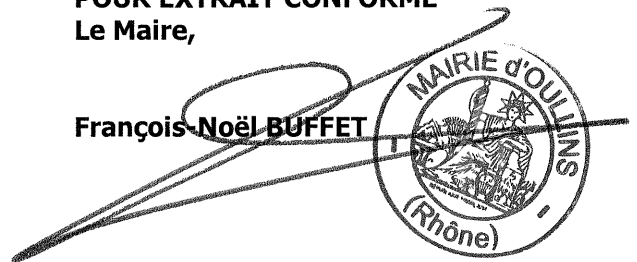
AUTORISE la SNC Marignan Résidences à déposer les deux dossiers cités ci-dessus devant la CDEC du Rhône

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : INSTALLATION CLASSÉE : DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION
D'EXPLOITER UN PAVILLON REGROUPANT DES SERVICES D'HÉMATOLOGIE
CLINIQUE DANS L'ENCEINTE DU CENTRE HOSPITALIER
LYON SUD À PIERRE-BÉNITE.**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs

Je vous précise que ce dossier concerne une demande des Hospices Civils de Lyon pour l'exploitation d'un pavillon regroupant les services d'hématologie clinique au centre hospitalier Lyon Sud à Pierre-Bénite.

Cette activité est visée par la rubrique n° 2920.2°.a de la nomenclature des installations classées ;

La demande d'autorisation fait l'objet d'une enquête publique du 27 octobre 2008 au 27 novembre 2008 inclus ;

La municipalité d'Oullins est dans le périmètre de l'enquête publique défini par arrêté préfectoral. A ce titre, le Conseil Municipal est appelé à émettre au préalable son avis.

1. Objet du projet

Dans le cadre de son projet d'établissement 2005-2010, les Hospices Civils de Lyon (HCL) ont décidé de transférer les activités d'onco-hématologie de l'Hôpital Edouard Herriot sur le site du Centre Hospitalier Lyon Sud où cette activité existe déjà.

Pour cela, les HCL projettent de construire un nouveau pavillon d'hématologie permettant le regroupement des deux services.

Le futur bâtiment assurera la prise en charge des leucémies aigues adultes et des greffes hématopoïétiques allo-géniques. Il sera le plus grand centre européen pour cette activité.

2. Activités de l'installation du projet relevant des installations classées

Certains aménagements et certaines activités relevant de la réglementation des installations classées seront présents dans le nouveau bâtiment.

2.1 Oxygène (emploi et stockage)

Quelques bouteilles seront stockées dans les armoires de secours de chaque unité d'hématologie. Cela correspond à un poids total d'oxygène égal à 80 kg d'oxygène stocké.

2.2 Liquides inflammables (dépôt de)

Une cuve de fioul de 3000 Litres sera installée pour le fonctionnement du groupe électrogène de sécurité situé au rez-de-chaussée du pavillon d'hématologie.

Aucun produit inflammable ne sera utilisé lors des activités de soins pratiquées dans le pavillon ou en quantités négligeables au regard des seuils d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

2.3 Dépôt de bois, papier, carton et matériaux combustibles analogues

Des locaux dédiés aux archives seront implantés dans les différents étages du bâtiment. Les quantités totales stockées seront inférieures à 1000 m³.

2.4 Médicaments (fabrication de)

Le pavillon d'hématologie accueillera la nouvelle URCC (Unité de Reconstitution Centralisée des Cytotoxiques) du Centre Hospitalier Lyon Sud. Celle-ci remplacera celle actuellement présente dans le pavillon Marcel Bérard.

Il s'agit d'un laboratoire pharmaceutique qui assurera la préparation centralisée de toutes les chimiothérapies anticancéreuses injectables qui seront administrées aux patients. L'activité du laboratoire doit répondre à deux objectifs : la sécurité du patient et la protection du personnel.

La préparation consiste à associer des produits chimiques anticancéreux, toxiques ou non toxiques, à des solutions non toxiques, à la posologie prescrite pour chaque patient.

2.5 Réfrigération – Compression (installation de)

Les installations de réfrigération seront constituées d'une production d'eau glacée, d'unité de production de froid à condensation par air, et de petites installations de réfrigération spécifiques.

Un compresseur fournira de l'air industriel destiné à l'alimentation d'un automate de distribution du linge et sera installé au rez-de-chaussée du bâtiment.

2.6 Combustion

Il sera prévu l'installation d'un groupe électrogène de sécurité qui prendra en charge en cas d'incident majeur, le secours de la totalité des installations de sécurité incendie de deux pavillons : Marcel Bérard et le pavillon d'hématologie.

La puissance thermique globale du groupe électrogène retenue pour le présent dossier est de 510 KW.

2.7 Accumulateur (atelier de charge)

Un onduleur sera implanté dans un local technique dédié et assurera la production de courant ondulé. Les batteries sont étanches et ne dégageront pas d'hydrogène. Une ventilation mécanique sera assurée dans le local. Les besoins sont estimés au maximum à 30 KW, soit un onduleur dimensionné pour 40 KVa.

2.8 Parc de stationnement couvert

Deux parcs de stationnement seront installés dans le rez-de-chaussée du pavillon d'hématologie. Ils auront une capacité de stationnement de 10 places pour l'un et de 25 places pour l'autre.

3. Etude d'impact et mesures correctives

3.1 Intégration paysagère

Impact	Mesures correctives
<p>Le centre hospitalier occupe un espace périurbain. D'après le PLU, l'emprise du projet est en limite d'un « espace végétalisé à mettre en valeur ».</p> <p>Si les travaux prévus se trouvent dans le périmètre de 500 mètres autour du manoir du Grand Perron, le risque d'interférence visuelle est faible.</p>	<p>La consultation de l'Architecte des Bâtiments de France est en cours en raison de la présence du manoir du Grand Perron.</p> <p>Le traitement paysager sera soigné et des mesures de protection des arbres existants seront prises pendant la phase travaux.</p> <p>De nouvelles plantations vont être réalisées, des corbeilles de propreté seront installées.</p>

3.2 L'eau, le sol et le sous-sol

L'alimentation en eau potable :

Impact	Mesures correctives
<p>L'alimentation du pavillon d'hématologie sera équipée d'un surpresseur (3 bars) afin d'éviter les problèmes de distribution dus à des chutes de pression dans le réseau.</p> <p>Dans la partie sanitaire, certains équipements pourront présenter des risques de rétro-pollution.</p> <p>La consommation d'eau du pavillon sera d'environ 12 400 m³/an.</p>	<p>Des dispositifs limiteurs de consommation seront prévus :</p> <ul style="list-style-type: none">- limiteur de pression pour des pressions supérieures à 3 bars,- chasse d'eau à double débit 3/6 Litres,- douches avec pommeaux à limiteurs de débit dans les chambres. <p>Pour la protection contre les retours d'eau, l'alimentation générale du bâtiment sera munie d'un disconnecteur.</p>

L'assainissement :

Impact	Mesures correctives
<p>En fonctionnement normal, les effluents rejetés et les produits dangereux présents dans le bâtiment ne présenteront pas de risque particulier pour le réseau d'assainissement (privé ou public) ou pour le milieu naturel.</p> <p>Des accidents ou des fuites sur les contenants de produits dangereux peuvent cependant survenir.</p> <p>Dans ce cas, la pollution correspondante se retrouvera soit dans le milieu naturel via le sol, soit dans le réseau d'assainissement, soit dans une rétention.</p> <p>Les substances potentiellement polluantes pour le milieu naturel correspondent essentiellement au fioul.</p>	<p>La cuve fioul sera de type « double enveloppe », sera enterrée et disposera d'un système de détection de fuite.</p> <p>Le sol de l'aire de dépotage sera étanche et sera équipé d'un seuil surélevé. Cela permettra une rétention de 3 m³ en cas de problème.</p> <p>Un débourbeur séparateur d'hydrocarbures sera mis en place sous le dallage du parking souterrain.</p> <p>Le local du groupe électrogène de sécurité sera doté d'une cuvette de rétention.</p> <p>A l'extérieur du bâtiment, des dispositifs de coupure de l'alimentation en fioul seront installés. Une pente sera créée en direction d'un regard borgne entre les éléments concernés.</p> <p>Pour les autres produits dangereux susceptibles d'être présents, les lieux de stockage seront équipés de dispositifs de rétention adéquats.</p>

3.3 L'air

Impact	Mesures correctives
<p><u>En phase travaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Emission de poussière (démolition du bâtiment existant, circulation d'engins). - Emission de gaz d'échappement des véhicules et engins de chantier. <p><u>En phase exploitation :</u></p> <p>Compte tenu de la très courte durée d'utilisation du groupe électrogène de sécurité (15h/an environ), ses rejets auront un impact ponctuel et faible sur la qualité de l'air.</p> <p>Les installations de réfrigération et l'activité de l'URCC ne rejeteront pas de polluant en fonctionnement normal.</p> <p>Aucune activité ne sera susceptible d'engendrer des odeurs nuisibles pour le voisinage.</p>	<p><u>En phase travaux :</u></p> <p>La gestion des poussières sera traitée grâce à des mesures de signalisation, d'isolement hermétique du chantier, d'humidification, d'information et sensibilisation aux risques au personnel et intervenants sur le chantier.</p> <p><u>En phase exploitation :</u></p> <p>Dans l'URCC, la totalité de la zone à atmosphère contrôlée bénéficiera d'un traitement d'air spécifique.</p> <p>Les hottes à flux laminaires seront raccordées à une extraction avec filtration très haute efficacité.</p> <p>Les groupes froids et les unités de climatisation feront l'objet de tests d'étanchéité périodiques.</p>

3.4 Les déchets

Impact	Mesures correctives
<p><u>En phase travaux :</u></p> <p>Elle générera 3 types de déchets : les déchets inertes (gravats, terre,...), les déchets banals (métaux, plastiques, bois...) et les déchets industriels spéciaux (huile de vidange, contenants de produits dangereux...).</p> <p><u>En phase exploitation :</u></p> <p>Le fonctionnement des ICPE sera à l'origine de déchets dont des huiles de vidange, des chiffons souillés, et des emballages.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbure stockera les hydrocarbures issus des parcs de stationnement et de l'aire de dépotage de la cuve fioul.</p> <p>D'autres déchets proviendront des services de soins, des activités hôtelières, et du déconditionnement de fournitures diverses. C'est le cas notamment des DASRI (déchets d'activité de soins à risques infectieux).</p>	<p><u>En phase travaux :</u></p> <p>La législation se rapportant aux déchets de chantier sera respectée et tous les déchets seront éliminés dans des filières réglementaires. Les déchets pouvant faire l'objet d'un recyclage suivront préférentiellement cette filière.</p> <p><u>En phase exploitation :</u></p> <p>La collecte des déchets au Groupement Hospitalier Sud est organisée en fonction du schéma directeur de la fonction déchets des Hospices Civils de Lyon et tient compte de la réglementation en vigueur.</p> <p>De plus, l'élimination des déchets du pavillon respectera la procédure en cours au sein du site de Lyon Sud (détaillé dans le dossier déposé). Ce dispositif précise l'organisation, les filières de traitement, les bordereaux de suivi de déchets industriels et le traitement des DASRI. C'est un dispositif précis dans le strict respect de la réglementation et qui vise à limiter l'impact sur l'environnement.</p>

3.5 Les bruits

Impact	Mesures correctives
<p>Les principales sources de nuisances sonores seront les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - activité du bâtiment : flux motorisé (ou non), comportement du personnel, des visiteurs et des prestataires, - groupe électrogène de sécurité, - groupes froids du pavillon d'hématologie pour les zones à atmosphère contrôlée. 	<p>Des mesures de limitation des émissions de bruit sont prévues par la mise en place de pièges à sons et de plots anti-vibratiles sur les installations de traitements d'air et par l'isolation acoustique de locaux potentiellement bruyants.</p> <p>Des mesures acoustiques seront mises en oeuvre pour mesurer l'impact sonore du site.</p> <p>En cas de dépassements réglementaires, les HCL s'engagent à faire effectuer les travaux nécessaires correctifs.</p>

4. Etude de dangers

Le premier type de risques externes étudié correspond aux risques naturels qui pourraient toucher le pavillon d'hématologie (risque d'inondation, risque sismique, foudre, vents et précipitations extrêmes). Après analyse, la totalité des risques naturels est évaluée comme « négligeable » pour le site.

Le second type de risques externes correspond aux risques liés aux activités humaines voisines. Le Centre Hospitalier Lyon Sud se trouve entre les périmètres ZPTE1 et ZPTE2 de l'usine Arkema de Pierre-Bénite. Après étude, il apparaît que le risque était faible.

Les risques liés aux transports (routes, trains, avions) sont identifiés comme négligeables après étude.

Concernant la malveillance, les mesures prises par les HCL permettent de réduire considérablement les risques de vandalisme sur les installations concernées.

Enfin, pour chaque risque présenté par les installations du pavillon d'hématologie, une mesure est prévue visant à le limiter (ces risques et mesures sont détaillés dans un tableau récapitulatif du dossier déposé).

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter un pavillon d'hématologie traduit la volonté des Hospices Civils de Lyon de limiter au maximum les impacts sur l'environnement d'une manière générale, en reprenant avec détail l'inventaire des impacts, risques encourus et mesures correctives associées.

Compte tenu de la volonté des HCL d'optimiser leurs activités médicales, de maintenir la sécurité du public (patients, personnel) et des mesures correctives associées au projet d'aménagement, je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande présentée par les Hospices Civils de Lyon à Pierre-Bénite.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

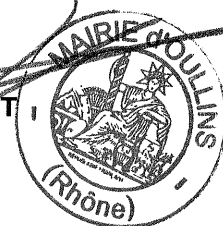
DONNE un avis favorable à la demande présentée par les Hospices Civils de Lyon à Pierre-Bénite.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : CRÉATION JURIDIQUE DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE D'INTÉRÊT COLLECTIF GRAINES DE SOL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les délibérations des 26 juin 2006, 29 mars 2007 et 26 juin 2008 relatives aux conventions annuelles de mise en œuvre de la coopérative d'activités et d'emploi Graines de SOL,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis avril 2006, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), la commune d'Oullins, la commune de Pierre Bénite, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Sud Ouest Lyonnais (PLIE SOL), l'Europe, le Grand Lyon et l'Etat, se sont inscrits dans une démarche de création de la coopérative d'activités et d'emploi Graines de SOL. A ce jour, cette dernière est portée juridiquement par la coopérative Cap Services.

Comme cela est indiqué dans la convention financière adoptée en conseil municipal du 26 juin dernier, il est envisagé que la coopérative Graines de SOL devienne une entité juridique à part entière au cours de l'année 2008. Les résultats obtenus depuis trois ans confirment cette faisabilité et cette nécessité.

Les conditions de la création ont été étudiées depuis 2007 dans le cadre d'un comité de suivi comprenant des élus et techniciens des deux communes, ainsi que l'Etat et le PLIE SOL.

Les caractéristiques des futurs statuts ci-joints sont :

- La Coopérative Graines de SOL prendra la forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (Scic) à responsabilité limitée, à capital variable (article 1^{er})
- Le capital social initial sera réparti en 4 catégories d'associés: encadrants et personnels administratifs; entrepreneurs-salariés; collectivités territoriales et groupements; partenaires (article 4)
- La ville d'Oullins et la ville de Pierre Bénite souscriront au capital social en tant qu'associé.

Il est proposé que la ville d'Oullins souscrive à hauteur de cinq cent euro (500€), soit 25 parts de 20 € la part.

Ce projet correspond à la volonté municipale de favoriser des actions d'appui à la création d'activité et d'insertion par l'activité économique sur la commune.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE les statuts annexés de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif à responsabilité limitée, à capital variable dénommée « Graines de SOL ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les statuts ci-joints de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif Graines de SOL au titre d'associé de cette dernière.

DÉSIGNE Madame Marie-Laure Guirado-Devoy pour représenter la Commune d'Oullins et siéger dans le collège des collectivités article 18 des statuts et par la même au Comité d'orientation de la SCIC "Graines de SOL".

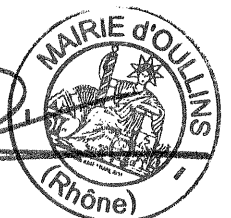
PRÉCISE que les crédits nécessaires de souscription seront prélevés au budget 2008.

DONNE tous les pouvoirs à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-10-15
Service : Finances

OBJET : DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

En application des dispositions prévues aux articles 11 et 12 de la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République, un débat a lieu au Conseil Municipal sur les orientations générales du budget dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci.

Première étape du cycle budgétaire, le Débat d'Orientations Budgétaires est l'occasion de présenter le contexte dans lequel s'inscrit la préparation du budget 2009, ce qu'en sont les contraintes, les limites et l'évolution, d'explicitier les stratégies financières et les engagements politiques de l'équipe municipale.

- DELIBERE -

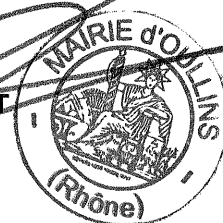
PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires conformément aux dispositions de la loi relative à l'Administration Territoriale de la République.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET: GESTION 2008 - DECISION MODIFICATIVE N°2

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2008 le 20 décembre 2007 sur des bases prévisionnelles.
A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements
soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.
Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recette
011-020-61522	Entretien et réparations bâtiments			-95,39	
67-414-6711	Intérêts moratoires DFB			95,39	
011-255-60632	Fournitures de petit équipement			-15,00	
67-255-6711	Intérêts moratoires SNCF			15,00	
011-422-6238	Publications divers			-1 000,00	
67-422-6714	Bourses et prix			1 000,00	
011-422-6135	Locations mobilières			-400,00	
67-422-6714	Bourses et prix			400,00	
23-823-2312	Terrains	-1 500,00			
21-823-2188	Voirie 1ère partie virement suite vol	1 500,00			
23-823-2312	Terrains	-2 032,00			
21-823-2188	Rachat matériel suite cambriolage	2 032,00			
21-411-2184	Mobilier	-161,60			
21-020-2183	Financement copieur/fax service reproduction	161,60			
21-413-2184	Mobilier	-75,68			
21-20-2183	Financement copieur/fax service reproduction	75,68			
21-413-2188	Autres immos corporelles	-770,00			
23-413-2313	Changement d'un moteur de pompe de circulation	770,00			
23-823-2312	Terrains	-2 568,41			
21-823-2188	achat et livraison d'un conteneur d'entreposage	2 568,41			
23-324-2313	régularisation avance forfaitaire marchés	14 949,25			
23-324-238	avances et acomptes versés sur commandes		14 949,25		
21-212-2188	Achat de tapis de gym Ecole Jules Ferry	3 992,00			
23-211-2313	Constructions	-1 700,00			
23-212-2313	Constructions	-2 292,00			
21-824-2115	Acquisition parc industriel	1 170 000,00			
168-824-16875	Autres dettes groupements de collectivités		1 170 000,00		
Total		1 184 949,25	1 184 949,25	0,00	0,0

DELIBERE

A L'UNANIMITE

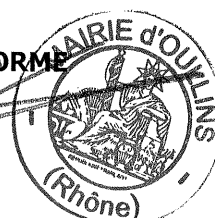
AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CRÉDITS NON AFFECTÉS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2008, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.
Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Secteur jeunesse – autres activités pour les jeunes

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Scouts de France	Subvention annuelle 2008	610
	TOTAL	610

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 523 Article 6574	Action en faveur des personnes en difficulté

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Secours populaire	Journée des oubliés des vacances, année 2008	450
	TOTAL	450

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

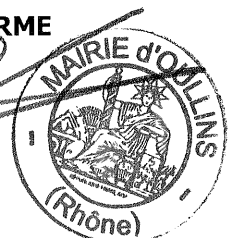
PRÉCISE que les crédits sont prévus au budget 2008, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2008-10-18

Service : Direction Générale des Services

**OBJET : CRÉATION D'UN CONSEIL LOCAL DE SÉCURITÉ
ET DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le décret n°2002-999 du 17 juillet 2002 relatif aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance,

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,

Vu le décret n°2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au conseil local et conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le département,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article D.2211-2 relatif au conseil local et au conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance,

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'un Contrat Local de Sécurité a été signé en décembre 2001 entre les communes d'Oullins, Pierre-Bénite, La Mulatière et Sainte Foy-lès-Lyon, le Préfet de Région, le Procureur de la République, le Président du Conseil Général et le Recteur d'Académie.

Outre la pérennisation et le renforcement des pratiques existantes (lutte contre les dégradations du domaine public et lutte contre la récidive par des peines de substitution), le contrat portait notamment sur quatre actions nouvelles :

- la prévention « situationnelle », à savoir l'étude préalable des opérations d'aménagement sous l'angle de la prévention des risques liés à la sécurité publique,
- la sécurité routière,
- l'adaptation des structures d'animation aux besoins repérés sur le terrain,
- la lutte contre les incivilités.

Cet engagement contractuel s'est accompagné de la création d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, défini comme « lieu de pilotage d'une politique transversale de prévention, lieu de réflexion et de mise en œuvre d'actions spécifiques et de concertation des partenaires ».

Le bilan partagé par les quatre communes et l'Etat quant au fonctionnement de cette instance est mitigé.

Parmi les points positifs, il convient de mettre en exergue :

- l'approche intercommunale, avec une meilleure connaissance entre les acteurs de la sécurité et de la prévention,
- la collaboration des élus et agents des quatre communes : échanges de bonnes pratiques, formations communes, permettant notamment de contribuer à la professionnalisation des polices municipales,
- la meilleure prise en compte par les représentants de l'État de la spécificité de notre territoire,
- les actions concrètes relatives à la sécurité routière : achat en commun de jumelles euro-laser et participation aux actions nationales de sécurité routière.

Parmi les points négatifs, il est possible de souligner :

- l'hétérogénéité des situations des quatre communes, constituant un frein à l'approfondissement de la collaboration,
- la lourdeur de gestion et de fonctionnement du dispositif, qui se superpose à l'existant parfois sans réelle plus value, une fois passée la dynamique initiale portée par le volontarisme des représentants de l'État,
- la volonté des représentants de l'État de mettre fin à toute intervention au titre de la politique de la Ville qui ne concernerait pas les quatre communes simultanément,
- le désengagement rapide, d'acteurs institutionnels majeurs.

C'est dans ce contexte local que la loi du 5 mars 2007 a réformé le fonctionnement des dispositifs de sécurité et de prévention de la délinquance.

Ainsi, le Préfet de Région a informé la Ville de sa volonté de « mettre fin à la participation de l'État dans les formes actuelles » et l'a invitée à constituer un conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD), désormais purement communal.

Le CLSPD constitue un organe de concertation et de proposition sur les priorités de lutte contre l'insécurité et la prévention de la délinquance dans la commune. Il favorise l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Il est réglementairement composé de quatre membres de droit (le Maire Président du CLSPD, le Préfet, le Procureur de la République et le Président du Conseil Général) et de trois collègues :

- des représentants du conseil municipal,
- des représentants des services de l'Etat (politique de la ville, éducation nationale, police nationale, protection judiciaire de la jeunesse...),
- des partenaires (associations et organismes œuvrant dans le domaine de la prévention, sécurité, aide aux victimes, les bailleurs sociaux, les transports en communs etc, et éventuellement de représentants des quartiers).

Le CLSPD se réunira deux fois par an en formation plénière pour établir des orientations et définir un plan d'actions. Il sera convoqué de façon plus fréquente en formation restreinte afin de veiller à la mise en œuvre concrète des orientations et actions définies, dans le cadre de groupes de travail territorialisés et /ou thématiques.

La composition définitive de l'assemblée plénière et de la formation restreinte fera l'objet d'un arrêté municipal, en application de l'article D 2211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous propose donc d'approuver la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

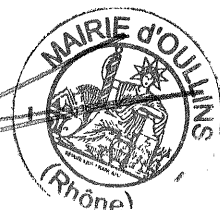
APPROUVE la création d'un Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, dans les conditions fixées par les articles L 2211-4 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES FINANCIERS LIÉS AU RÉGIME
DE PROTECTION SOCIALE DU PERSONNEL**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 26 ;

Vu le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du 2^{ème} alinéa de l'article 26 de la loi n°84.53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

L'application du régime de protection sociale des agents territoriaux implique pour la Mairie d'Oullins des charges financières, par nature imprévisibles. Pour se prémunir contre ces risques, la Mairie a la possibilité de souscrire un contrat d'assurance. Le Centre de Gestion du Rhône propose un contrat d'assurance groupe ouvert aux collectivités du département. Par délibération en date du 3 avril 2008, nous avons demandé au centre de Gestion de mener pour son compte la procédure de marché négocié nécessaire à la souscription de ce contrat d'assurance d'une durée de 4 ans avec effet au 1^{er} janvier 2009 pour la garantir contre les risques financiers liés au régime de protection sociale des agents publics territoriaux.

Les conditions proposées à la Mairie d'Oullins à l'issue de cette négociation sont satisfaisantes.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DÉCIDE d'autoriser le Maire :

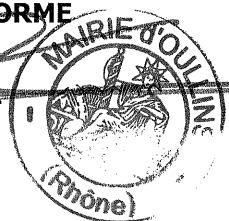
- 1) adhérer au contrat groupe d'assurance mis en place par le Centre de Gestion pour garantir la commune contre les risques financiers liés au régime de protection sociale des fonctionnaires titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL dans les conditions suivantes :
 - risques garantis : décès, accident ou maladie imputable au service invalidité temporaire,
 - franchise : en accident du travail de 15 jours par arrêt
 - taux de cotisation : 1,75 %
- 2) à signer tout avenant à intervenir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2008-10-20 °

Service : Ressources Humaines

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret portant statut particulier du cadre d'emplois des contrôleurs de travaux;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs afin de permettre l'adaptation du service de la voirie-cadre de vie aux tâches et missions demandées.

Cadre d'emploi	Nombre de poste créé
Contrôleur de travaux	1

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la modification du tableau des effectifs exposée ci-dessus au 1^{er} novembre 2008.

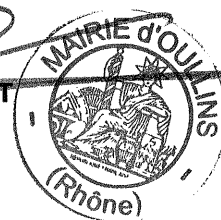
PRÉCISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



VILLE D'OULLINS

Département du Rhône

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 17 DECEMBRE 2008

Nombre de conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 35

Nombre de Conseillers Municipaux présents : 32

Président : M. François-Noël BUFFET

Secrétaire : M. Jean-Louis UBAUD

Présents

Mrs BUFFET – LAVACHE – LOCATELLI, Melle CHALAND, Mrs AMBARD – PROTON, Mmes FLEITH – GUIRADO-DEVOY, M. TRANCHARD, Mmes POUZERGUE – MAZIGH – CHICHERY, M. MOREL, Mmes BONHOMME – DEGRANGE – GIMENEZ, M. BLAIN, Mme JOURDAIN, Mrs GENTILINI – FILIU, Mme CORELLA, M. SOUCHON, Mme NATALI, Mrs. SCAPPATICCI - Mrs PERRET – BLANC, Mme SECHAUD, M. UBAUD, Mme POMMERUEL, M. RENAULT, Mme IGLESIAS, M. RONZY

Absent(e)s momentanément(e)s et représenté(e)s

M. AMBARD (rapport n°32, 34 à 37 et 40)
Mme GUIRADO-DEVOY (rapports n° 1, 3, 26 à 34, 36, 37, 20)
Mme POMMERUEL (rapports n° 1 à 13, 15 à 25)

Absent(e)s excusé(e)s et représenté(e)s

Mrs TERROT – LE GALL

Absent(e)s

Melle TUZOLANA

**OBJET : REMPLACEMENT DE DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX
DEMISSIONNAIRES PAR LES SUIVANTS DE LISTE
AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES
ET ORGANISMES EXTERIEURS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la démission de Madame Chantal KERLAN en date du 23 octobre 2008 ;

Vu la démission de Monsieur Gilles POMMATEAU en date du 24 octobre 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Suite aux démissions de Madame Chantal KERLAN et de Monsieur Gilles POMMATEAU, il convient de procéder à leur remplacement au sein des commissions municipales et organismes extérieurs par les suivants de liste, à savoir, Madame Isabelle IGLESIAS et Monsieur Michel RONZY.

Vous trouverez ci-dessous le détail de leur remplacement :

- Commission « finances, affaires générales et ressources humaines »

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Patrick Le Gall, Vice Président	Christine Chaland
Philippe Locatelli	Jean-Pierre Scappaticci
Georges Tranchard	Gilles Lavache
Michel Terrot	Philippe Souchon
Bruno Gentilini	Michèle Bonhomme
Hubert Blain	Christian Ambard
Michel Blanc	Chantal Kerlan -> Michel Ronzy
Gilles Pommateau -> Isabelle Iglésias	Hélène Pommeruel
Jean-Louis Ubaud	Robert Perret
Jean-Luc Renault	

- Commission « affaires culturelles, animations, jumelage »

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Jean-Pierre Scappaticci, Vice Président	Gilbert Morel
Gilles Lavache	Georges Tranchard
Clotilde Pouzergue	Bruno Gentilini
Ghislaine Chichery	Hélène Natali
Adrienne Degrange	Nadine Corella
Huguette Jourdain	Bazimika Tuzolana
Chantal Kerlan -> Michel Ronzy	Jean-Louis Ubaud
Robert Perret	Joëlle Sechaud
Hélène Pommeruel	Gilles Pommateau -> Isabelle Iglésias
Jean-Luc Renault	

- Commission « affaires sociales, politique de la ville et solidarité »

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Michèle Bonhomme, Vice Présidente	Adrienne Degrange
Louis Proton	Bazimika Tuzolana
Marcelle Gimenez	Georges Tranchard
Gilles Lavache	Patrick Le Gall
Hélène Natali	Catherine Fleith
Nadine Corella	Ghislaine Chichery
Joëlle Sechaud	Gilles Pommateau -> Isabelle Iglésias
Michel Blanc	Chantal Kerlan -> Michel Ronzy
Hélène Pommeruel	Jean-Louis Ubaud
Jean-Luc Renault	

- Commission « environnement, urbanisme, patrimoine et développement économique »

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Marc Filiu, Vice Président	Marcelle Gimenez
Christian Ambard	Huguette Jourdain
Marie-Laure Guirado-Devoy	Gilles Lavache
Gilbert Morel	Adrienne Degrange
Ghislaine Chichery	Bazimika Tuzolana
Jean-Pierre Scappaticci	Bruno Gentilini
Chantal Kerlan -> Michel Ronzy	Robert Perret
Gilles Pommateau -> Isabelle Iglésias	Joëlle Sechaud
Hélène Pommeruel	Jean-Louis Ubaud
Jean-Luc Renault	

- Commission « affaires scolaires, jeunesse et sports »

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Hubert Blain, Vice Président	Marcelle Gimenez
Christine Chaland	Gilbert Morel
Faten Mazigh	Louis Proton
Philippe Souchon	Michèle Bonhomme
Bazimika Tuzolana	Georges Tranchard
Catherine Fleith	Christian Ambard
Joëlle Sechaud	Gilles Pommateau -> Isabelle Iglésias
Robert Perret	Hélène Pommeruel
Jean-Louis Ubaud	Michel Blanc
Jean-Luc Renault	

- Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) :

Membre de droit : Monsieur le Maire représenté par Monsieur Philippe LOCATELLI

TITULAIRES
Adrienne DEGRANGE
Chantal KERLAN -> Michel RONZY

- Commission consultative des services publics locaux :

10 membres du conseil municipal
Marie-Laure GUIRADO-DEVOY
Christian AMBARD
Hubert BLAIN
Adrienne DEGRANGE
Philippe LOCATELLI
Hélène NATALI
Gilles POMMATEAU -> Isabelle IGLESIAS
Joëlle SECHAUD
Jean-Luc RENAULT
Hélène POMMERUEL

- Commission communale des impôts directs :

TITULAIRES					
Madame	Jacqueline	AVON	8 RUE DE L'OASIS	69600	OULLINS
Monsieur	Hervé	BLANC	1 BOULEVARD EMILE ZOLA	69600	OULLINS
		FAIVRE			
Monsieur	Marc	D'ARCIER	51 RUE LOUIS AUGUSTE BLANQUI	69600	OULLINS
Madame	Huguette	JOURDAIN	10 RUE DU BEL AIR	69600	OULLINS
Monsieur	René	MEYNARD	12 BOULEVARD DE L'EUROPE	69600	OULLINS
Monsieur	Jean	MICHARD	26 RUE RASPAIL	69600	OULLINS
Monsieur	Gérard	ROUDIL	7 RUE LOUIS AULAGNE	69600	OULLINS
Madame	Isabelle	IGLESIAS	4 RUE MARC SEGUIN	69600	OULLINS

- Commission locale d'information et de surveillance (C.L.I.S) d'une installation classée de stockage de farines animales à bas risque sanitaire au Port Edouard Herriot :

TITULAIRE
Chantal KERLAN -> Michel RONZY

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le remplacement de Madame Chantal KERLAN et Monsieur Gilles POMMATEAU tel que décrit dans les tableaux ci-dessus.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu l'article L. 2121-8 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal du 26 juin 2008 par laquelle a été adopté le règlement intérieur ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors du conseil municipal du 26 juin dernier, le règlement intérieur a été voté à l'unanimité. Mis en application au conseil de septembre, il a été souhaité que certains points puissent être précisés.

Par conséquent, après consultation des élus représentant de l'opposition et de la majorité, je vous propose de modifier ainsi les articles suivants (en gras dans le texte) :

Article 14 : la préparation des séances

Chaque conseiller municipal qui souhaite s'exprimer sur une délibération à l'ordre du jour du conseil municipal doit le notifier 48h (deux jours ouvrés) **avant le conseil municipal**, par mail à l'adresse monsieur-le-maire@ville-oullins.fr ou par écrit. L' élu doit s'assurer que sa demande a été prise en compte par le biais d'un accusé de réception (accusé de réception de mail ou de courrier écrit).

A défaut de demande d'intervention, la délibération ne fera pas débat.

A cette occasion, une distinction est faite entre les délibérations dites « sans débat » et celles donnant lieu « à débat ». En séance plénière du conseil municipal, les délibérations sans débat seront examinées avant celles avec débat. **Pour les délibérations avec débat, les prises de parole des conseillers municipaux sont organisées selon l'article 21 du présent règlement intérieur.**

Article 21 : la discipline de l'assemblée

Le plus grand silence doit être observé pendant les délibérations.

Durant l'examen des délibérations avec débat, la parole est accordée par le maire aux membres du conseil municipal qui la demandent, **dans les conditions de l'article 14**. Aucun membre du conseil municipal ne peut prendre la parole sans l'avoir obtenue du président, même s'il est autorisé par un orateur à l'interrompre.

Les membres du conseil municipal prennent la parole dans l'ordre chronologique de leur demande.

Le Maire rappelle à l'ordre du jour le conseiller municipal qui s'en écarte, tient des propos contraires à la loi, aux règlements et aux convenances.

En cas de mise en cause personnelle au cours des débats, la parole est accordée de droit, en fin de séance, à l' élu concerné ; dans ce cas, le temps de parole est limité à cinq minutes.

Sous peine d'un rappel à l'ordre, aucune intervention n'est possible pendant le vote d'une affaire soumise à délibération.

Article 24 : les débats ordinaires, organisation des débats

L'adjoint en charge du dossier présente la délibération.

Le président de la commission donne l'avis de la commission.

Les conseillers municipaux peuvent prendre la parole dans les conditions prévues à l'article 14.

Le Maire, les Adjoints ou l'élu en charge du dossier présenté peuvent prendre la parole et répondre aux différentes interventions.

Chaque conseiller municipal qui est intervenu sur une délibération dans les conditions de l'article 14, peut après la réponse qui aura pu lui être faite par l'élu en charge du dossier ou le Maire, prendre la parole une nouvelle fois.

Le Maire clôt ensuite le débat.

Article 29 : les questions orales

CGCT : article L 2121-19

Les conseillers municipaux peuvent poser des questions orales portant sur des sujets d'intérêt général concernant la commune.

Elles ne donnent pas lieu à débat, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.

Le texte des questions orales est adressé par écrit ou par courrier électronique (monsieur-le-maire@ville-oullins.fr) au Maire quarante huit heures au moins (aux heures ouvrées de l'hôtel de ville) avant la séance du conseil municipal. Il doit faire l'objet d'un accusé de réception dans tous les cas.

Lors de cette séance, la question est brièvement présentée, et le Maire ou l'adjoint délégué compétent y répond.

Les questions déposées après l'expiration du délai susvisé sont traitées à la séance ultérieure la plus proche.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

ADOpte les modifications du règlement intérieur du conseil municipal.

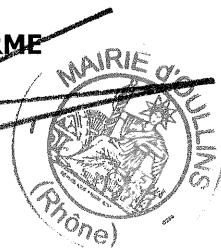
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



N °: 2008-12-03

Service : Marchés publics

**OBJET : DELEGATION DU MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE
GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les articles L. 2122-22, L. 21-22-23 et L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales.

Vu la loi n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification du droit.

Vu la délibération n° 2008-06-08 du Conseil Municipal en date du 26 juin 2008.

Considérant qu'il apparait nécessaire de compléter l'alinéa 4, afin d'améliorer nos procédures administratives.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'entériner les modifications suivantes :

Le Maire peut, en tout ou en partie, par délégation du conseil municipal, être chargé, et pour la durée de son mandat :

1 – d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2 – de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans la limite de deux fois le taux de l'inflation en prenant comme référence l'indice INSEE de la consommation ;

3 – de procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change dans les conditions et les limites suivantes :

a) procéder à la réalisation des emprunts :

- . à court, moyen ou long terme,
- . libellés en euros ou en devises,
- . avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts
- . au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable).

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- . des marges sur index, des indemnités et commissions,
- . des droits de tirage et de remboursements anticipés temporaires sur les contrats de type revolving (exemple : contrat long terme renouvelable),

- . la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt, de bénéficier des produits de marché prévus au contrat de prêt,
- . la faculté de modifier la devise,
- . la possibilité de modifier la durée, la périodicité et le profil d'amortissement ;
- b) procéder à toutes opérations de gestion active de la dette permettant les renégociations de réaménagements d'emprunts et la signature des contrats de prêts ou avenants qui s'avéreraient nécessaires dans l'intérêt des finances de la ville ; les avenants pourront notamment viser à introduire ou à modifier dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques mentionnées au paragraphe précédent ; ces opérations de gestion active (et notamment l'exercice des options prévues dans les contrats de prêts) peuvent s'exercer sur les contrats déjà souscrits par la ville ou à souscrire à partir de l'exercice 2008 ;
- c) *et de prendre les décisions nécessaires pour réaliser tout placement de fonds, conformément aux dispositions de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T.*

4 – de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, des marchés de maîtrise d'œuvre et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalité préalable dans la limite de 150 000 € hors taxes, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, et à la condition que les crédits soient inscrits au budget ;

5 – de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6 – de passer les contrats d'assurance *ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;*

7 – de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8 – de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières, *et d'autoriser son adjoint délégué à cet effet, à signer les actes de délivrance et de reprise de concessions ;*

9 – d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10 – de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

11 – de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12 – de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13 – de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14 – de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15 – d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas visés ci-dessous :

- en défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation,
- en demande devant toute juridiction de référé, et devant toute juridiction de plein contentieux ;

16 – de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux *dans la limite des avis des experts désignés par les parties, de décider de la cession des véhicules accidentés déclarés économiquement et techniquement irréparables conformément aux dispositions réglementaires du code de la Route*;

17 – de donner, en application du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18 – de réaliser les lignes de trésorerie dans la limite de cinq millions d'euros par an ;

19 – d'exercer, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L.2122-22, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Par ailleurs, monsieur le maire doit rendre compte de l'exercice de ces délégations à chacune des réunions du conseil municipal.

Enfin, en cas d'empêchement du Maire, celui-ci peut déléguer, par arrêté, à l'un de ses adjoints, l'une des missions qui lui a été déléguée par le conseil municipal par la présente délibération.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

ACCEPTE les modifications suivantes de la délibération donnant délégation à Monsieur le Maire :

« Le Maire peut, en tout ou en partie, par délégation du conseil municipal, être chargé, et pour la durée de son mandat :

1 – d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2 – de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans la limite de deux fois le taux de l'inflation en prenant comme référence l'indice INSEE de la consommation ;

3 – de procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations de taux et de change dans les conditions et les limites suivantes :

d) procéder à la réalisation des emprunts :

- . à court, moyen ou long terme,
- . libellés en euros ou en devises,
- . avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts
- . au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable).

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- . des marges sur index, des indemnités et commissions,
- . des droits de tirage et de remboursements anticipés temporaires sur les contrats de type revolving (exemple : contrat long terme renouvelable),

- . la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au (x) calcul (s) du ou des taux d'intérêt, de bénéficier des produits de marché prévus au contrat de prêt,
 - . la faculté de modifier la devise,
 - . la possibilité de modifier la durée, la périodicité et le profil d'amortissement ;
- e) procéder à toutes opérations de gestion active de la dette permettant les renégociations de réaménagements d'emprunts et la signature des contrats de prêts ou avenants qui s'avéreraient nécessaires dans l'intérêt des finances de la ville ; les avenants pourront notamment viser à introduire ou à modifier dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques mentionnées au paragraphe précédent ; ces opérations de gestion active (et notamment l'exercice des options prévues dans les contrats de prêts) peuvent s'exercer sur les contrats déjà souscrits par la ville ou à souscrire à partir de l'exercice 2008 ;
- f) et de prendre les décisions nécessaires pour réaliser tout placement de fonds, conformément aux dispositions de l'article L. 1618-2 du C.G.C.T.*

4 – de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, des marchés de maîtrise d'œuvre et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalité préalable dans la limite de 150 000 € hors taxes, ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, et à la condition que les crédits soient inscrits au budget ;

5 – de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6 – de passer les contrats d'assurance *ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;*

7 – de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8 – de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières, *et d'autoriser son adjoint délégué à cet effet, à signer les actes de délivrance et de reprise de concessions ;*

9 – d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10 – de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

11 – de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12 – de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13 – de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14 – de fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15 – d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas visés ci-dessous :

- en défense devant toutes les juridictions, y compris en appel et en cassation,
- en demande devant toute juridiction de référé, et devant toute juridiction de plein contentieux ;

16 – de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux *dans la limite des avis des experts désignés par les parties, de décider de la cession des véhicules accidentés déclarés économiquement et techniquement irréparables conformément aux dispositions réglementaires du code de la Route;*

17 – de donner, en application du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18 – de réaliser les lignes de trésorerie dans la limite de cinq millions d'euros par an ;

19 – d'exercer, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du code de l'urbanisme.

Les décisions prises par le Maire, en vertu de l'article L.2122-22, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Par ailleurs, monsieur le maire doit rendre compte de l'exercice de ces délégations à chacune des réunions du conseil municipal.

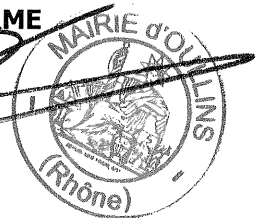
Enfin, en cas d'empêchement du Maire, celui-ci peut déléguer, par arrêté, à l'un de ses adjoints, l'une des missions qui lui a été déléguée par le conseil municipal par la présente délibération.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-04

Service : affaires générales et juridiques

**OBJET : CONVENTION ENTRE LA PREFECTURE DU RHÔNE ET LA COMMUNE D'OULLINS
CONCERNANT LA MISE EN DEPOT DE DEUX STATIONS
FIXES D'ENREGISTREMENT DES DEMANDES
DE TITRES D'IDENTITE ET DE VOYAGE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le décret n° 2007-240 du 22 février 2007 portant création de l'agence nationale des titres sécurisés ;

Vu le décret 2007-255 du 27 février 2007 et des arrêtés interministériels du 27 février 2007 et du 30 mai 2007 ;

Vu le décret n° 2008-426 du 30 avril 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Suite à la demande de la commune, le Préfet du département du Rhône a accepté de mettre en dépôt deux stations fixes destinées à enregistrer les demandes de titres d'identité et de voyage dans les locaux de la Mairie d'Oullins.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

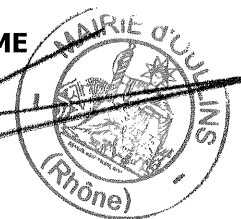
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention avec la préfecture du Rhône ci-jointe.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TARIFICATIONS APPLICABLES AU CIMETIERE
POUR L'ANNEE 2009**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les articles L 2223-1 du CGCT et suivants et notamment les articles L2223-14 et L2223-15 du CGCT ;

Vu le règlement du cimetière d'Oullins pris par un arrêté du Maire en date du 22 octobre 2004 modifié et applicable au 1^{er} janvier 2005 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Il est nécessaire de fixer, annuellement, les tarifs applicables aux concessions, et pour 2009 de fixer le montant pour les concessions et les cases d'une durée de 15 ou 30 ans.

Les tarifs des concessions trentenaires sont modifiés dans le but de permettre un meilleur suivi des dossiers et une meilleure gestion du cimetière en encourageant des échéances plus courtes.

Les tarifs des concessions seront donc fixés comme suit :

	15 ans	30 ans
2m2	235 €	587€
2.30 m2	270 €	675 €
2.50m2	290 €	725 €

Le tarif de la location d'une case de columbarium s'élèvera, pour 2009, à 235 € pour 15 ans et 587 € pour 30 ans.

Il convient également de fixer un tarif pour le caveau provisoire, qui est de 3 € par jour et par cercueil pour les 30 premiers jours. Ce tarif sera porté à 5 euros par jour à compter du 31^{ème} jour.

L'utilisation du caveau rendu nécessaire à la suite d'une erreur de l'administration sera consentie à titre gratuit.

Le tarif pour les emplacements réservés aux enfants de moins de 5 ans est de 150 euros pour 15 ans ou de 375 pour 30 ans.

Enfin, pour le futur emplacement dédié aux enfants morts nés, dont la création est prévue dans le contrat 2009, le tarif sera de 100 euros pour 15 ans ou de 250 euros pour 30 ans. Le transfert des concessions existantes étant pris en charge par la collectivité.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

FIXE, pour 2009, les tarifs, sus mentionnés, applicables aux concessions funéraires.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-06

Service : affaires générales et juridiques

**OBJET : VENTE D'UN MONUMENT
CONCESSION MASSE I n° 82 AU CIMETIERE D'OULLINS**

-LE CONSEIL MUNICIPAL-

Vu les articles L 2223-1 du CGCT et suivants et notamment les articles L2223-14 et L2223-15 du CGCT ;

Vu la demande de Madame BONNEROT Janine en date du 19 juin 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Madame BONNEROT Janine nous a fait une demande en date du 19 juin 2008 pour l'achat du monument "concession Masse I n°82".

A la suite de la première partie des reprises administratives de l'année 2008, la mairie a émis un avis favorable le 15 juillet 2008 pour l'achat de la concession Masse I n° 82 au cimetière d'Oullins.

Les éléments composant le monument sont les suivants :

- pierre tombale noire
- stèle noire
- 2 barrettes granito blanc
- closoir granito blanc
- prie-Dieu granito blanc

Le prix de vente envisagé du monument est de 600 euros.

-DELIBERE-

À L'UNANIMITÉ

EMET un avis favorable à la vente du monument "concession Masse I n° 82" de 2 m² à Madame BONNEROT Janine.

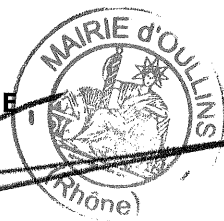
DONNE un avis favorable pour fixer le prix de vente à 600 euros.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François Noël BUFFET



**OBJET : DISPOSITIF VILLE, VIE, VACANCES – SAISON 2009
MODALITES DE SIGNATURE DES CONVENTIONS
LIANT LA VILLE A SES PARTENAIRES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le dispositif national Ville, Vie, Vacances, coordonné dans le département du Rhône par la Préfecture, vise à inscrire des jeunes fragilisés dans une démarche de projet. Cet outil pédagogique mis à disposition de la politique de la ville et particulièrement de la politique de prévention des communes, se décline en un volet animation et un volet chantier.

A Oullins, la mise en œuvre du dispositif Ville, Vie, Vacances a lieu dans un cadre partenarial impliquant des acteurs locaux ou de l'agglomération Lyonnaise, tels que l'Association des Centres Sociaux d'Oullins (ACSO), le Club Intercommunal des Sports Acrobatiques et Gymniques (CISAG), l'Unité de Transports en Commun d'Oullins (Keolis), ou encore le Grand Parc de Miribel Jonage.

Des conventions liant la Ville et ces partenaires déterminent le cadre juridique et le montage financier des chantiers et animations réalisés.

Afin de faire correspondre le fonctionnement de ce dispositif avec le calendrier prévisionnel des vacances scolaires, la délibération qui vous est proposée vise à autoriser Monsieur le Maire à signer pour l'ensemble de l'année 2009, les conventions afférentes à l'organisation des chantiers et des animations Ville, Vie, Vacances.

Pour l'année 2009, les dépenses correspondant à ce dispositif sont inscrites au budget primitif 2009 à la ligne 422 6574.

Le versement des subventions est effectué après service fait, sur la base de la présentation d'un bilan par le partenaire, et délibération du Conseil Municipal.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

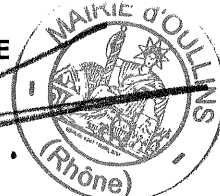
AUTORISE le Maire à signer l'ensemble des conventions relatives à la mise en œuvre du dispositif Ville, Vie, Vacances pour l'année 2009, dans les conditions ci-dessus déterminées.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION AVEC LE SERVICE DE PREVENTION SPECIALISEE
DE LA FONDATION « LES AMIS DE JEUDI DIMANCHE (AJD) MAURICE GOUNON »**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2004, la ville d'Oullins participe à une démarche intercommunale (St-Genis-Laval, Irigny, Brignais, Pierre Bénite) en faveur de la langue française et des compétences de base, pour des publics éloignés de l'emploi ou en situation d'isolement.

Dans cette démarche, une action de formation « mobilité et savoirs de base » s'adresse plus particulièrement aux jeunes.

Elle est portée par l'Alpès, organisme de formation qui intervient auprès des jeunes sur le code de la route et la langue française, en lien étroit avec la Mission Locale et les éducateurs de prévention pour le repérage des jeunes.

Ainsi, des jeunes de 16 à 25 ans abordent les questions de langue française, de compétences, de comportement et de projet professionnel à partir du support du code de la route.

La formation « mobilité et savoirs de base » combine :

- des ateliers de langue française autour du code de la route encadrés par une formatrice de l'Alpès,
- des ateliers de travail rémunérés et gérés par le service de prévention spécialisée de la fondation AJD Maurice Gounon. Cette rémunération est utilisée par les jeunes pour payer en partie leur permis de conduire.

La session de formation en cours se déroule du 27 novembre 2008 au 27 mars 2009 et concerne six jeunes dont un Oullinois.

La ville d'Oullins participe à la rémunération du travail effectué dans les ateliers, pour une durée prévisionnelle de 90 heures, à 8€/heure, soit 720 euros par jeune. Le paiement se fera sur service fait et facture du Service de Prévention Spécialisée de la Fondation AJD Maurice Gounon.

Les dépenses correspondant à cette action sont inscrites au budget 2009 à la ligne 422 6574.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

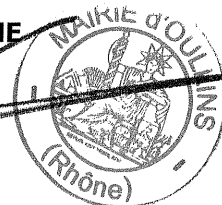
AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention ci-jointe avec la fondation AJD Maurice Gounon.

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-09

Service : Politique de la Ville

**OBJET : CHANTIERS EDUCATIFS DE L'ASSOCIATION INTERMEDIAIRE
DEPARTEMENTALE DE PREVENTION SPECIALISEE
CONVENTION AUTOMNE 2008**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

L'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ADSEA) intervient sur la commune d'Oullins auprès des jeunes en fragilité sociale et/ou économique dans une démarche de prévention portée par deux éducateurs spécialisés.

A travers l'Association Intermédiaire Départementale de Prévention Spécialisée (AIDPS), outil opérationnel de l'ADSEA, les éducateurs peuvent encadrer des chantiers de jeunes, dans un objectif d'accompagnement éducatif, d'expérience avec le monde professionnel et de réalisation d'un projet individuel. Les jeunes sont salariés de l'AIDPS le temps du chantier, soumis au code du travail et reçoivent une rémunération pour le travail effectué.

Deux chantiers se sont déroulés en octobre et novembre 2008 :

- la distribution d'affiches pour le vernissage de l'exposition « 1, 2, 3 Saulaie » le 14 novembre 2008 au Bac à Traille,
- la réfection de la salle de repos des Agents Techniques Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM) de l'école de la Glacière (mise en peinture et pose de toile de verre).

Six lycéens d'Oullins ont bénéficié de ces deux chantiers.

La ville d'Oullins participe au financement de ces chantiers à hauteur de 1951,32€ (87€ pour le premier chantier et 1864,32€ pour le second).

Les dépenses correspondant à ce dispositif sont inscrites au budget 2008 à la ligne 422 6574.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

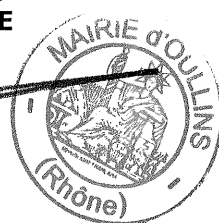
AUTORISE le Maire à signer la convention ci-jointe avec l'ADSEA.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CHANTIERS EDUCATIFS DE L'ASSOCIATION INTERMEDIAIRE
DEPARTEMENTALE DE PREVENTION SPECIALISEE (AIDPS)
MODALITES DE SIGNATURE DES CONVENTIONS
LIANT LA VILLE A L'ASSOCIATION – ANNEE 2009**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

L'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence (ADSEA) intervient sur la commune d'Oullins auprès des jeunes en fragilité sociale et/ou économique dans une démarche de prévention portée par deux éducateurs spécialisés.

A travers l'Association Intermédiaire Départementale de Prévention Spécialisée (AIDPS), outil opérationnel de l'ADSEA, les éducateurs peuvent encadrer des chantiers de jeunes, dans un objectif d'accompagnement éducatif, d'expérience avec le monde professionnel et de réalisation d'un projet individuel. Les jeunes sont salariés de l'AIDPS le temps du chantier, soumis au code du travail et reçoivent une rémunération pour le travail effectué.

Ces chantiers éducatifs se déroulent entre une à trois fois par an, en collaboration avec les services de la ville, en particulier les services techniques, sur le repérage des besoins de travaux.

La ville d'Oullins participe au financement de ces chantiers en contrepartie d'une prestation de service. Pour ce faire, des conventions entre l'ADSEA et la ville sont signées identifiant l'objet, le déroulement, le coût des chantiers.

Dans l'objectif d'assouplir l'organisation de ces chantiers, la délibération qui vous est proposée vise à autoriser Monsieur le Maire à signer pour l'année 2009, les conventions afférentes à l'organisation des chantiers éducatifs avec l'ADSEA.

Pour l'année 2009, les dépenses correspondant à ce dispositif sont inscrites au budget primitif à la ligne 422 6574.

Le versement des subventions est effectué après service fait, sur la base de la présentation d'un bilan par le partenaire, et la délibération du Conseil municipal.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

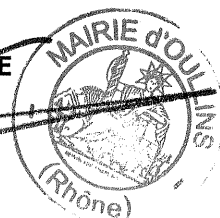
AUTORISE le Maire à signer l'ensemble des conventions relatives à la mise en œuvre des chantiers éducatifs portés par l'ADSEA pour l'année 2009, dans les conditions ci-dessus déterminées.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire

François-Noël BUFFET



OBJET: GESTION 2008 - DECISION MODIFICATIVE N°3

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Conseil Municipal a voté le budget primitif 2008 le 20 décembre 2007 sur des bases prévisionnelles.

A mesure de son exécution, il apparaît nécessaire de procéder à des ajustements

soit par le virement de crédits d'un compte à un autre, soit par l'inscription de crédits nouveaux.

Ces ajustements sont les suivants :

Compte	Objet	Section d'investissement		Section de fonctionnement	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
21-33-2161	œuvres et objets d'art service Culture	-985,00			
23-323-2316	restauration listes électorales service Archives	4 783,99			
23-412-2312	terrains synthétiques	-3 798,99			
011-523-6228	Rémunération intermédiaires et honoraires			-154,16	
012-523-64131	remboursement aux RH de l'avance pour formations "lutte contre discrimination"			154,16	
23-324-238	Régularisation avance forfaitaire T0712-EGL		14 949,25		
23-324-2313	Régularisation avance forfaitaire T0712-EGL	14 949,25			
65-512-6574	actions de prévention sanitaire			-500,00	
26-90-261	action politique de la ville (graines de sol)	500,00			
23-412-2312	terrains synthétiques	-9 000,00			
204-70-2042	opération façades subvention aux particuliers	9 000,00			
67-01-678	versement trop perçu subvention Feder			13 894,15	
65-512-6574	actions de prévention sanitaire			-12 834,15	
021	virement à la section de fonctionnement		500,00		
023	virement à la section d'investissement			500,00	
011-020-6227	notes d'honoraires			12 749,31	
65-94-6574	aides au commerce et aux services marchands			-11 535,96	
65-512-6574	actions de prévention sanitaire			-1 213,35	
011-020-6262	téléphone Neuf Cegetel service Fluides			16 000,00	
65-33-6574	actions culturelles			-180,79	
011-422-60632	autres activités pour les jeunes			-228,11	
65-422-6574	autres activités pour les jeunes			-1 487,68	
65-213-6574	classes regroupées			-2 462,33	
65-823-6574	espaces verts urbains			-1 781,00	
65-04-6574	relations internationales (subventions)			-9 860,09	
10-01-1068	excédents de fonctionnement capitalisés		-217 668,68		
001-01-001	solde d'exécution de la section d'investissement reporté		217 668,68		
65-415-6574	Manifestations sportives			-1 130,00	
65-90-6574	interventions économiques			-5 377,78	
65-422-6574	autres activités pour les jeunes			-11 785,00	
011-211-60621	Combustibles			1 280,00	
011-33-60621	Combustibles			2 480,00	
011-411-60621	Combustibles			3 720,78	
011-020-60621	Combustibles			6 820,00	
011-212-60621	Combustibles			3 992,00	
67-422-6714	reconstitution régie BIJ			295,00	

67-63-6714	passport jeunesse service sports			-4 000,00	
011-020-63512	régularisation taxes foncières			6 007,00	
011-020-6064	fournitures administratives service informatique			-972,00	
67-026-673	régularisation compte 67 (dépenses imprévues)			87,00	
67-01-678	régularisation compte 67 (dépenses imprévues)			520,00	
011-020-60636	vêtements de travail AFGE			-45,00	
011-020-6064	fournitures administratives AFGE			-752,00	
011-022-6064	fournitures administratives AFGE			-181,00	
011-020-6135	locations mobilières AFGE			-323,00	
011-022-6236	catalogues et imprimés AFGE			-24,00	
011-026-637	autres impôts et taxes cimetières AFGE			-500,00	
011-026-611	contrats de prestations cimetières AFGE			-6 869,00	
011-020-6261	frais d'affranchissement AFGE			-7 705,00	
011-212-6247	transports collectifs écoles primaires service scolaire			-5 500,00	
011-020-60632	fournitures petit équipement STGP			-2 500,00	
011-251-61522	entretien et réparations bâtiments STGP hébergement et restauration scolaire			-396,00	
011-212-61522	entretien et réparations bâtiments STGP écoles primaires			-1 109,00	
011-025-61522	entretien et réparations bâtiments STGP aides aux associations			-3 000,00	
011-33-61522	entretien et réparations bâtiments STGP action culturelle			-8 244,00	
011-411-61522	entretien et réparations bâtiments STGP salles de sport, gymnases			-14 000,00	
011-422-61522	entretien et réparations bâtiments STGP autres activités pour les jeunes			-2 408,00	
011-020-60612	service fluides: électricité, gaz et eau			50 559,00	
024-824-024	autres opérations d'aménagement urbain		-497 848,00		
21-824-2115	autres opérations d'aménagement urbain	-497 848,00			
011-020-6228	rémunération intermédiaires et honoraires sce info			-1 938,00	
011-321-611	contrats de prestations services médiathèque sce info			-1 000,00	
65-020-651	redevance pour brevets, licences sce info			2 938,00	
Total		-482 398,75	-482 398,75	0,00	0,0

DELIBERE

A L' UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer les virements et inscriptions nouvelles de crédits conformément au tableau proposé ci-dessus,

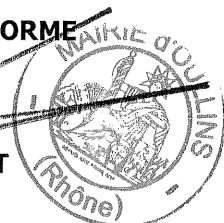
DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : FINANCES : ATTRIBUTION DE CREDITS NON AFFECTES

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Lors de la présentation du budget primitif 2008, des enveloppes de subventions non affectées, qualifiées de "crédits non affectés" ont été votées.

Il convient aujourd'hui de procéder à l'attribution de ces crédits selon le tableau suivant :

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Crédit VVV – Chantiers / Animations

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ADSEA	Sortie été 2008	56,00
AIDPS	Chantiers éducatifs	1 951,32
	TOTAL	2007,32

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 213 Article 6574	Crédits culturels 2008/2009

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
Maternelle Clément Désormes		167,50
Maternelle Revoyet		328,30
Maternelle La Glacière		683,40
Maternelle Célestins		395,30
Maternelle Le Golf		549,40
Elémentaire La Glacière		743,70
Elémentaire Le Golf		1 145,70
Primaire Ampère		1 393,60
Primaire La Saulaie		817,40
Primaire Jean Macé		2 103,80
Primaire Marie Curie		1 708,50
Primaire Jean de la Fontaine		1 654,90
Primaire Jules Ferry		1 715,20
	TOTAL	13 406,70

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 025 Article 6574	Aides aux associations

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
UFAC (Anciens combattants)	Congrès départemental	350,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 422 Article 6574	Projet Fonds d'Initiatives Locales

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
ACLCO-BANA MBOKA	Gala de catch humanitaire	750,00

IMPUTATION CONCERNEE	LIBELLE
Fonction 415 Article 6574	Secteur sport – soutien aux clubs

DESTINATAIRE	OBJET DE LA SUBVENTION	MONTANT
C.A.S.C.O.L.	Section « Pétanque ». Aide à l'organisation du concours de pétanque « « Prix de la Ville d'Oullins » qui a eu lieu le 11 octobre 2008.	650,00
OULLINS TRIATHLON	Aide à l'organisation de la 7ème édition du Triathlon Avenir d'Oullins et de la 1ère édition de l'Aquathlon d'Oullins qui a eu lieu le 28 septembre 2008.	600,00
P.L.O.	Section « Boules ». Aide à l'organisation du concours de boules « Challenge Claude Jordery » et « Coupe de la Libération d'Oullins » qui a eu lieu les 30 et 31 août 2008.	250,00
C.A.S.C.O.L.	Section « Gym ». Aide pour l'achat d'équipements.	60,00
C.A.S.C.O.L.	Section « Athlétisme ». Aide à l'organisation du cross country qui a eu lieu le 9 novembre 2008.	150,00
AMICALE BOULE DU PONT BLANC	Aide à l'organisation du concours de boules « Coupe de Noël » qui aura lieu les 20 et 21 décembre 2008.	690,00
TENNIS CLUB OULLINS – T.C.O	Aide à l'organisation des tournois annuels « Grand Prix de la Ville d'Oullins » qui ont eu lieu aux mois de juin et septembre 2008.	1 830,00
CISAG	Aide à l'organisation d'animations sportives qui ont eu lieu aux mois de juillet et août 2008 à la piscine municipale.	350,00
FRATERNELLE D'OULLINS	Section « Tennis de Table ». Aide à la réalisation d'activités éducatives dans les écoles durant l'année 2008.	2 000,00
	TOTAL	6 580,00

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'affectation des crédits réservés telle que détaillée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au versement des subventions concernées.

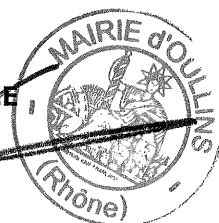
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2008, au chapitre 65.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : BUDGET PRIMITIF 2009 – BUDGET GENERAL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

J'ai le plaisir de vous présenter le Budget Primitif 2009 dont l'équilibre est le suivant :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	21 106 515,00	22 068 952,00
Mouvements d'ordre	1 262 437,00	
Résultat anticipé		300 000,00
TOTAL	22 368 952,00	22 368 952,00

SECTION D'INVESTISSEMENT:

	Dépenses	Recettes
Mouvements réels	11 459 628,00	10 197 191,00
Mouvements d'ordre		1 262 437,00
TOTAL	11 459 628,00	11 459 628,00

MONTANT GLOBAL :	33 828 580,00	33 828 580,00
-------------------------	----------------------	----------------------

Je vous rappelle que ce budget est présenté par chapitre et voté par l'Assemblée Délibérante selon ce choix.

La présentation complémentaire au cours de cette séance de Conseil Municipal permet d'analyser l'équilibre de ce budget 2009, ce qu'en sont les ressources, leur emploi et leur évolution.

Après avoir examiné le budget de manière détaillée, je sollicite votre approbation sur ce budget primitif 2009.

- DELIBERE -

À LA MAJORITÉ

APPROUVE le budget primitif 2009.

APPROUVE les documents annexés au budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-14
Service : Finances

**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2009 – SUBVENTIONS ET CONCOURS FINANCIERS
APPORTES PAR LA COMMUNE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

La commune d'Oullins apporte son concours financier à nombre d'associations et structures para municipales. Dans le cadre du vote du budget primitif 2009, il convient de procéder à l'attribution des subventions et concours financiers de l'exercice 2009. Le détail de ces propositions figure en annexe du budget primitif 2009. Ces propositions se répartissent par nature comme suit :

Article 204164	Subvention d'équipement Théâtre de la Renaissance	12 000,00
Article 2042	Subventions d'équipement à des organismes privés	84 204,00
Article 6574	Subventions de fonctionnement associations et organismes privés.	1 758 048,00
Article 65735	Diverses subventions de fonctionnement à la Communauté Urbaine de Lyon dans le cadre de la politique de la ville et de l'urbanisme	26 000,00
Article 657362	Centre communal d'Action Sociale.	1 581 838,00
	TOTAL :	3 462 090,00

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE les attributions de subventions 2009 telles que proposées dans l'état annexé au budget.

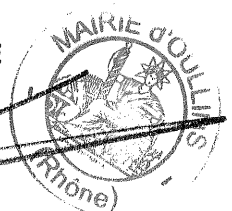
AUTORISE le Maire à procéder aux versements de ces subventions.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2008-12-15

Service : Direction des affaires culturelles

**OBJET : ATTRIBUTION AU THEATRE DE LA RENAISSANCE D'UNE
CONTRIBUTION DE FONCTIONNEMENT ET D'UNE CONTRIBUTION
D'INVESTISSEMENT POUR 2009**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la convention du 6 mai 2005 entre la ville d'Oullins et le théâtre de la Renaissance ;

Vu l'avenant apporté à ladite convention approuvé par délibération du Conseil Municipal du 29 mars 2007 ;

Vu l'avenant apporté à ladite convention approuvé par délibération du Conseil Municipal du 23 octobre 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le théâtre de la Renaissance est géré sous le mode de la régie autonome et personnalisée, suite à la création de cette régie par délibération du conseil municipal en date du 27 février 2003. L'activité de cette régie est effective depuis le 1^{er} juillet 2003. Comme convenu dans la convention entre la ville et la régie, la commune attribue chaque année au théâtre une contribution permettant d'assurer son fonctionnement, assortie d'une dotation d'investissement. Je propose l'attribution au théâtre de la Renaissance en 2009 des contributions suivantes : 690 000 € TTC au titre du fonctionnement et 12 000 € TTC au titre de l'investissement.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE l'attribution de contributions au théâtre de la Renaissance d'un montant de 690 000 € TTC pour ses dépenses de fonctionnement et de 12 000 € TTC pour ses dépenses d'investissement au titre de l'année 2009 ;

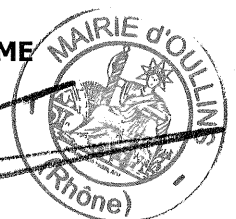
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2009 ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2008-12-16

Service : Direction des affaires culturelles

**OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION
« CULTURE ET DEVELOPPEMENT »**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu les statuts de l'association « Culture et Développement » ;

Vu la convention du 21 décembre 2006 entre la Ville d'Oullins et la Banque Rhône-Alpes du Livre, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La commune a signé une convention de partenariat avec l'association "culture et développement" le 21 décembre 2006, pour une durée de trois ans. L'objet de cette convention est de permettre à la bibliothèque municipale d'adresser chaque année des dons d'ouvrages ou de périodiques issus du désherbage de ses collections à la Banque Rhône-Alpes du Livre, structure émanant de l'association « Culture et Développement » et participer ainsi à l'approvisionnement en livres de nombreux réseaux de bibliothèques de pays d'Afrique francophone.

Cette convention prévoit également, à titre facultatif, l'allocation d'une subvention à l'association « culture et développement » pour permettre l'achat d'ouvrages neufs destinés aux bibliothèques de pays d'Afrique francophone.

Je propose l'attribution d'une subvention de 890 euros à cette association. Cette somme correspond aux recettes des ventes de 810 livres issus du désherbage et perçues à l'occasion de la manifestation « Lire en Fête » organisée par la bibliothèque municipale du 11 au 25 octobre 2008.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le renouvellement de la convention entre la commune et l'association « Culture et Développement »

PROPOSE l'attribution d'une subvention à l'association d'un montant de 890 euros ;

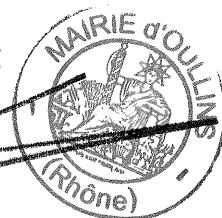
PRECISE que les crédits sont prévus au budget 2008.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : BUDGET PRIMITIF 2009 : CONVENTIONS A CONCLURE AVEC LES
ORGANISMES DE DROIT PRIVE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 2003-21 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

Vu la convention ci-jointe.

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit:

Mesdames, Messieurs,

L'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses affectées à l'objet de la subvention.

Les organismes de droit privé ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives, une subvention supérieure à un montant fixé par décret, doivent déposer à la Préfecture du Département où se trouve leur siège social, leur budget, leurs comptes, les conventions prévues au présent article et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues pour y être consultés.

Le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi précitée a fixé à 23 000 € et 153 000 € les seuils déclenchant les obligations susvisées.

Les associations suivantes :

- L'ACSO
- Mission locale
- ALAEO
- EHO
- La Fraternelle
- L'amicale du personnel
- Patronage Laïque d'Oullins
- CASCOL
- Oullins Entr'aide
- Oullins séniors
- Ludothèque

seront bénéficiaires en 2009 de subventions supérieures à 23 000 € par la ville d'Oullins.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

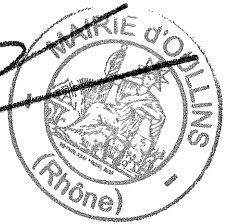
AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir entre la ville d'Oullins et ces associations selon le modèle ci-joint étant entendu qu'elles préciseront pour chacune d'elles l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-18
Service : Finances

**OBJET : GARANTIE D'EMPRUNT "SOLENDI HMF"
TRAVAUX D'AMELIORATION SUR LA RESIDENCE LE GOLF
25/27 RUE S.ALLENDE ET 127 RUE F. JOMARD A OULLINS**

***Annule et remplace la délibération n°2008-09-08 en date du Conseil Municipal
du 25 septembre 2008***

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la demande de la Société SOLENDI HMF visant à obtenir la garantie à hauteur de 15% d'un emprunt d'un montant de 115 500 euros destiné à financer des travaux d'amélioration sur la résidence le Golf située 25/27, rue S. Allende et 127 rue F. Jomard situé à Oullins ;

Vu l'article R 221-19 du code monétaire et financier ;

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code Civil ;

Vu le rapport établi par Monsieur le Maire ;

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

Article 1 : La commune d'Oullins accorde sa garantie pour le remboursement de la somme de 17 325 euros (dix sept mille trois cent vingt cinq euros), représentant 15 % d'un emprunt d'un montant de 115 500 euros que SOLENDI HMF se propose de contracter auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce prêt est destiné à financer des travaux d'amélioration sur la résidence le Golf située 25/27, rue S. Allende et 127 rue F. Jomard situé à Oullins.

Article 2 : Les caractéristiques du prêt PAM bonifié (PAMBO) consenti par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivants :

échéances : annuelles

durée totale du prêt : 20 an(s)

différé d'amortissement : 0 an(s)

taux annuel actuariel: 4.25 %

taux annuel de progressivité : 0.50 %

révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité : en fonction de la variation du taux du Livret A

Les taux d'intérêt et de progressivité indiqués ci-dessus sont susceptibles de varier en fonction de la variation du taux du livret A et/ou du taux de commissionnement des réseaux collecteurs.

En conséquence, les taux du livret A et de commissionnement des réseaux collecteurs effectivement appliqués au prêt seront ceux en vigueur à la date d'effet du contrat garanti par la présente délibération.

Article 3 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la commune s'engage à effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : Le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

A Oullins le 17 décembre 2008

Certifié exécutoire
Le Maire

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-19
Service : Finances

**OBJET : MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°2008-06-03 DU CONSEIL
MUNICIPAL DU 26 JUIN 2008**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La délibération N°2008-06-03 du Conseil Municipal du 26 juin 2008 comportait une erreur quant à l'affectation du résultat de l'exercice 2007 au compte 1068. En effet, cette affectation ne doit inclure que l'excédent de fonctionnement, l'excédent d'investissement étant affecté au compte 001. Les chiffres globaux restent inchangés.

En conséquence, cette délibération est modifiée comme suit :

Je vous propose de **diminuer de 217 668,68 € la somme affectée au compte 1068** (couverture besoin de financement des restes à réaliser) suite à l'adoption de la délibération N°2008-06-03, **et d'affecter 217 668,68 € au compte 001** (solde d'exécution de la section d'investissement reporté).

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

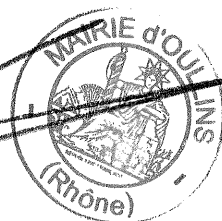
ADOpte la modification ci-dessus de la délibération N°2008-06-03 du Conseil Municipal du 26 juin 2008.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-20

Service : Ressources Humaines

OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois des assistants et assistants qualifiés de conservation du patrimoine ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous propose d'approuver les modifications suivantes au tableau des effectifs afin de permettre l'adaptation du service de la bibliothèque aux tâches et missions demandées.

<u>Cadre d'emplois</u>	<u>Nombre de poste supprimé</u>	<u>Nombre de poste créé</u>
Assistants de conservation du patrimoine		1

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la modification du tableau des effectifs exposée ci-dessus.

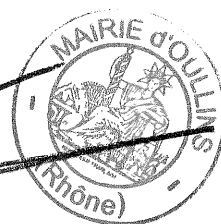
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N°: 2008-12-21

Service : Ressources Humaines

OBJET : PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu l'article 70 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les circulaires ministérielles relatives aux prestations d'action sociale ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous rappelle, que les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent, aux termes des articles susvisés, attribuer à leurs agents des prestations d'action sociale dont les dépenses correspondantes constituent une charge obligatoire. Les prestations d'action sociale à caractère individuel ou collectif visent d'une part à améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles notamment dans les domaines de l'enfance et des loisirs et d'autre part à les aider à faire face à des situations difficiles. Il est indiqué qu'il appartient à chaque organe délibérant de déterminer le périmètre, le mode de gestion et le montant des dépenses afférentes, dans la limite de ce qui est autorisé pour la Fonction Publique d'Etat.

Ainsi, il apparaît nécessaire de préciser que la gestion de ces prestations dépend des services municipaux et plus particulièrement de la Direction des Ressources Humaines de la Ville d'Oullins. Il convient, par ailleurs, d'appliquer automatiquement les revalorisations des taux des prestations ou les modifications des règles d'attribution de ces prestations, fixées annuellement par circulaire ministérielle.

La nature des prestations d'action sociale relève de (ANNEXE I) :

- **l'aide aux familles** : l'aide aux parents séjournant en maison de repos avec leurs enfants.
- **les subventions pour séjours d'enfants** : les centres de vacances avec hébergement (colonies de vacances), les centres de loisirs sans hébergement (centres aérés), les séjours en centres familiaux de vacances et séjours en établissements des gîtes de France, les séjours en classe de neige, mer ou nature (classes de découverte), les séjours linguistiques.
- **les mesures propres aux enfants handicapés ou infirmes** : l'allocation aux parents d'enfants handicapés ou infirmes de moins de 20 ans, les séjours en centres de vacances spécialisés pour handicapés, les séjours d'enfants handicapés de moins de 20 ans en maisons ou villages familiaux de vacances, l'allocation spéciale pour jeunes adultes atteints d'une maladie chronique ou d'une infirmité et poursuivant des études ou un apprentissage au delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans.

Sont susceptibles de bénéficier des prestations, les agents exerçant à temps complet, non complet ou à temps partiel : titulaires, stagiaires et non titulaires en position d'activité.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DECIDE le versement des prestations d'action sociale, conformément aux dispositions citées plus haut.

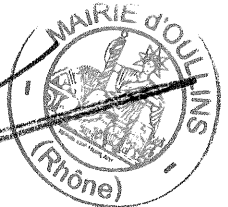
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012 du budget.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-22

Service : Ressources Humaines

OBJET : CREATION DE POSTES POUR UN BESOIN SAISONNIER OU OCCASIONNEL

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, article 3 alinéa 2 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale permet de recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de six mois pendant une même période d'un an et de conclure pour une période maximale de trois mois, renouvelable une fois à titre exceptionnel, des contrats pour faire face à un besoin occasionnel.

Je vous propose d'approuver la création des emplois nécessaires au bon fonctionnement des activités municipales suivantes jusqu'au 31 décembre 2009.

1/ Besoin occasionnel :

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
Surcroît de travail ou remplacement de titulaires en congés annuels dans le domaine de l'entretien, des espaces verts et de la manutention	Adjoint technique de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009	7
Surcroît de travail ou remplacement de titulaires en congés annuels dans les services administratifs & culturels	Adjoint administratif de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009	6
Week-ends et vacances scolaires Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS E4 7 ^e échelon Opérateur qualifié APS E5 7 ^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 7 ^e échelon	du 1 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009	15

2/ Besoin saisonnier :

Nature des Fonctions	Grade et rémunération	Période	Nombre d'emplois (*)
- Nettoyage des bassins - Surveillance des cabines - Accueil	Adjoint technique de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 01 ^{er} avril 2009 au 30 septembre 2009	17
Maîtres nageurs Sauveteurs rémunérés selon les diplômes suivants : - BNSSA - Brevet d'Etat MNS - BEESAN	Opérateur APS E4 7 ^e échelon Opérateur qualifié APS E5 7 ^e échelon Educateur APS 2 ^e classe 7 ^e échelon	du 01 ^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009	15
Assurer l'encadrement et la surveillance des chantiers Veiller aux consignes de sécurité et au bon déroulement des chantiers Veiller à la convivialité des groupes d'adolescents Rendre compte du déroulement global des chantiers	Adjoint d'animation de 2 ^e classe E3 1 ^{er} échelon	du 1 ^{er} juillet 2009 au 31 août 2009	1

(*) : Le nombre d'emplois créés correspond à un nombre maximum d'agents rémunérés sur une période donnée.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la création des emplois nécessaires au recrutement d'agents non titulaires pour un besoin saisonnier ou occasionnel à compter du 1^{er} janvier 2009.

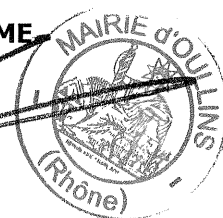
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés sur le chapitre 012.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC LE CONSEIL
REGIONAL RHÔNE-ALPES PORTANT SUR LA SURVEILLANCE
DU PARC CHABRIERES-ARLÈS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de convention de participation financière du conseil régional Rhône-Alpes portant sur la surveillance du parc Chabrières-Arlès durant l'opération de restructuration et d'extension de la Cité scolaire parc Chabrières-Arlès ;

Considérant l'intérêt de préserver l'intégrité du parc Chabrières-Arlès durant l'opération de restructuration et d'extension de la Cité scolaire Parc Chabrières ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Une opération de restructuration et d'extension de la Cité scolaire Parc Chabrières a été mise en chantier en 2007 par le conseil régional Rhône-Alpes. Ces travaux ont rendu obligatoire le passage des usagers par le parc Chabrières-Arlès pour accéder aux établissements scolaires, créant de nombreuses difficultés notamment en terme de sécurité routière et de dégradations des installations publiques.

A ce titre, le conseil régional, sollicité par la ville d'Oullins, s'est engagé à financer pour trois ans :

- le coût d'une surveillance du parc Chabrières-Arlès par du personnel municipal dont le besoin est estimé à trois agents,
- les frais de remise en état des aménagements dégradés par la sur-fréquentation du parc.

Dans ce cadre, je vous propose d'approuver la convention ayant pour objet de régler les modalités de participation financière du conseil régional Rhône-Alpes.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la convention de participation financière du conseil régional Rhône-Alpes relative à la surveillance du parc Chabrières-Arlès durant l'opération de restructuration et d'extension de la Cité scolaire Parc Chabrières.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

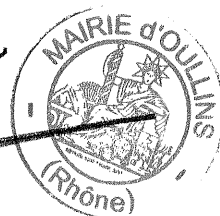
PRECISE que la recette en résultant et les crédits nécessaires à la rémunération de ces agents sont inscrits au budget de la commune.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-24

Service : Ressources Humaines

OBJET : TABLEAU DES EFFECTIFS : VOTE PAR CADRES D'EMPLOIS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le tableau des effectifs ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le tableau des effectifs traduit par nature l'adaptation constante des services municipaux aux besoins de la population. Il est, en ce sens, en perpétuel mouvement, comme en témoignent les nombreuses délibérations portant sur sa modification. A l'occasion de l'approbation du budget primitif 2009, je vous propose, afin d'apporter plus de souplesse dans la gestion des effectifs, d'ouvrir et supprimer les postes non plus par grades mais par cadres d'emplois. Ce tableau ainsi créé permet de répondre à certaines problématiques notamment en terme de recrutements et d'avancements.

<i>EMPLOIS FONCTIONNELS</i>	<i>CATEG.</i>	<i>EFFECTIFS BUDGETAIRES VOTES</i>	<i>EFFECTIFS POURVUS</i>	<i>EFFECTIFS VACANTS</i>
<i>FILIERE ADMINISTRATIVE</i>				
Directeur Général des Services	A	1	1	0
DGA	A	1	1	0
<i>FILIERE TECHNIQUE</i>				
DGA	A	1	1	0
TOTAL		3	3	0
<i>CADRES D'EMPLOIS</i>	<i>CATEG.</i>	<i>EFFECTIFS BUDGETAIRES VOTES</i>	<i>EFFECTIFS POURVUS</i>	<i>EFFECTIFS VACANTS</i>
<i>FILIERE ADMINISTRATIVE</i>				
Attaché	A	13	12	1
Rédacteur	B	11	11	0
Adjoint administratif	C	70	67	3
FILIERE ADMINISTRATIVE - TOTAL		94	90	4
<i>FILIERE TECHNIQUE</i>				
Ingénieur	A	4	4	0
Technicien Supérieur	B	4	4	0

Contrôleur de travaux	B	6	5	1
Agent de maîtrise	C	21	19	2
Adjoint technique	C	120	111	9
FILIERE TECHNIQUE - TOTAL		155	143	12
FILIERE SOCIALE				
A.T.S.E.M	C	29	24	5
FILIERE SOCIALE - TOTAL		29	24	5
FILIERE SPORTIVE				
Conseiller des APS	A	1	1	0
Educateur APS	B	10	8	2
FILIERE SPORTIVE - TOTAL		11	9	2
FILIERE ANIMATION				
Adjoint d'animation	C	3	3	0
FILIERE ANIMATION - TOTAL		3	3	0
FILIERE CULTURELLE				
Conservateur de bibliothèque	A	1	1	0
Bibliothécaire	A	1	1	0
Assistant qualifié de conservation	B	5	5	0
Assistant de conservation du patrimoine	B	4	4	0
Assistant Spécialisé d'enseignement artistique TNC 10 h /20	B	4	4	0
Adjoint du patrimoine	C	4	3	1
FILIERE CULTURELLE - TOTAL		19	18	1
FILIERE POLICE MUNICIPALE				
Chef de service de police	B	1	1	0
agent de police municipale	C	9	8	1
FILIERE POLICE MUNICIPALE - TOTAL		10	9	1
TOTAL EFFECTIFS		321	296	25

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE le tableau des effectifs ci-dessus.

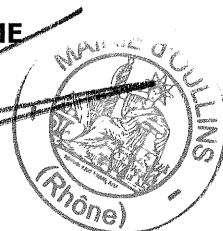
DECIDE de voter toute modification du tableau des effectifs par cadres d'emplois.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : RECRUTEMENT ET REMUNERATION DES AGENTS RECENSEURS
DE LA COMMUNE**

-LE CONSEIL MUNICIPAL-

Vu le 10° de l'article L 2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;

Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

La réforme du recensement de la population introduite par la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité confie aux communes la préparation et la réalisation des enquêtes de recensement de la population. Pour assurer cette mission, la commune peut recruter des « agents recenseurs » qui seront chargés de distribuer et de collecter les questionnaires complétés par les habitants, de vérifier, classer, numéroté et comptabiliser les enquêtes recueillies, tout en veillant à se conformer aux instructions de l'INSEE. Il est précisé que les opérations de recensement se déroulent chaque année du 3^{ème} jeudi de janvier au 6^{ème} samedi suivant la date de début.

En contrepartie, les communes perçoivent une dotation forfaitaire de l'Etat dont la vocation est d'apporter une contribution au financement de l'action. Cette dotation forfaitaire est ensuite reversée en totalité aux agents recenseurs au prorata de la charge de travail de chacun. Il convient ici de préciser que la somme allouée pour mener à bien ces opérations de recensement s'est avérée insuffisante au regard des conditions dans lesquelles ils exercent leurs missions. Il apparaît ainsi important que la Ville d'Oullins puisse apporter son concours financier en majorant la rémunération des agents recenseurs qui sera, dans une même mesure, calculée en fonction de la qualité du travail fourni, sur la base d'un montant maximum de 100 € brut pour chaque agent recenseur.

Je vous demande de m'autoriser à recruter des agents recenseurs chaque année selon les modalités précitées.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à recruter les agents recenseurs nécessaires à la conduite des opérations de recensement et à signer les contrats d'engagement correspondant.

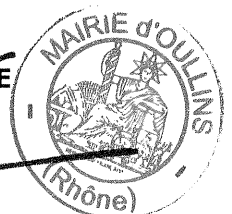
PRECISE que la dotation forfaitaire de l'Etat et les crédits nécessaires à la rémunération de ces agents sont inscrits au budget de la commune.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : - TAUX D'HEURES D'ENSEIGNEMENT, D'ETUDES SURVEILLEES
ET DE SURVEILLANCE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Des enseignants et des non-enseignants assurent sur la demande de la commune des heures d'enseignement ainsi que des heures d'études surveillées et de surveillance dans les écoles et les restaurants scolaires.

Par circulaire n° 88-2008 du 24 novembre 2008, Monsieur le Préfet a fixé l'augmentation de ces indemnités.

Je vous propose d'appliquer à compter du 1^{er} janvier 2009, les taux suivants :

Heure d'enseignement

• Instituteurs exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	18,62 Euros
• Professeurs des écoles classe normale exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	20,93 Euros
• Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	23,02 Euros

Heure d'études surveillées

• Instituteurs exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	16,00 Euros
• Professeurs des écoles classe normale exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	17,98 Euros
• Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	19,77 Euros
• Personnes étrangères à l'enseignement	14,41 Euros

Heure de surveillance

• Instituteurs exerçant ou non les fonctions de directeur d'école élémentaire	10,24 Euros
• Professeurs des écoles classe normale exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	11,51 Euros
• Professeurs des écoles hors classe exerçant ou non des fonctions de directeur d'école	12,66 Euros
• Personnes étrangères à l'enseignement	9,22 Euros

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

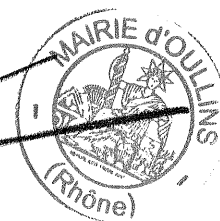
DECIDE d'appliquer les taux des heures d'enseignement, d'études surveillées et de surveillance détaillés ci-dessus.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-27

Service : Affaires Scolaires

**OBJET : MIXITE SCOLAIRE
ANNEE SCOLAIRE 2008/2009**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La Ville d'Oullins a mis en place depuis l'année scolaire 2003/2004 un dispositif de mixité scolaire choisie pour les enfants scolarisés à l'école de la Saulaie. Ainsi, à partir du CE2, les enfants sont orientés sur quatre écoles différentes de la Ville : Jean Macé, Marie Curie, Golf, Jules Ferry. Les trajets sont assurés par deux bus avec encadrement d'adultes. Ce service est gratuit pour les familles.

En concertation avec l'Education nationale et les parents d'élèves, la ville d'Oullins a mis en place ce dispositif afin de favoriser la réussite éducative, de développer la mixité sociale et de faire face à l'évasion scolaire (nombreuses demandes de dérogation après la maternelle). L'objectif recherché est l'avenir des enfants concernés.

Dans le cadre du « Plan Espoir Banlieues », cette action est susceptible de faire l'objet de crédits Politique de la ville et Cohésion sociale.

Pour l'année scolaire 2008/2009, le coût prévisionnel est de 70 021 €, réparti comme suit :

transport en bus : 62 196 €

salaires encadrants : 7 825 €

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

CONFIRME la mise en œuvre de cette action pour l'année scolaire 2008/2009 telle qu'exposée ci-dessus.

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter toute subvention à cet effet.

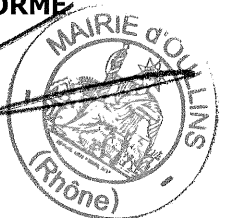
PRECISE que les crédits correspondants sont ouverts au budget 2008 et sont inscrits au budget prévisionnel 2009.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



OBJET : PLAN DE DYNAMISATION DU CENTRE VILLE
- DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT AU TITRE DU DEUXIEME EXERCICE
- RECONDUCTION DE LA SUBVENTION ALLOUEE A L'ASSOCIATION « OULLINS CENTRE VILLE »

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Je vous rappelle que suite à la décision d'attribution d'une subvention de 155 745 € prise par le secrétaire d'Etat chargé des entreprises et du commerce extérieur, une convention d'opération intitulée « Plan de dynamisation du Commerce à Oullins » a été signée par Monsieur le Préfet de la Région Rhône-Alpes, Préfet du Rhône et l'ensemble des partenaires concernés, le 11 janvier 2008.

L'application de ce plan est effective depuis la notification à la ville de la décision d'octroi de subvention au titre du FISAC (fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce), soit le 29 Octobre 2007. Elle a été précédée du dépôt en préfecture des statuts de l'association "Oullins centre ville" le 4 Mai 2007 et de la signature - conformément à l'autorisation donnée par Monsieur le Préfet du Rhône de mise en place par anticipation de la structure de gestion de centre ville - d'une convention avec l'association le 1^{er} juillet 2007. Cette signature a permis le déblocage par la Ville d'une 1ère participation correspondant à la moitié de l'exercice 2007 (14 250 €).

L'opération concernée comporte trois axes :

- renforcer globalement l'offre commerciale en implantant, agrandissant ou repositionnant un nombre significatif d'activités correspondant aux manques identifiés,
- moderniser l'image du commerce de la Grande rue en engageant celui-ci dans une démarche qualité et dans une offre de services à la clientèle,
- poursuivre l'adaptation de l'environnement urbain et notamment le renouvellement du parc immobilier et des infrastructures du centre ville (stationnement, espaces publics, cheminements, requalification de la Grande Rue).

Les premiers mois de mise en œuvre de l'opération et toute l'année 2008 ont été riches en initiatives et réalisations (cf. bilan Annexe 1.1) ; ces réalisations mettent en évidence le rôle moteur joué par l'association "Oullins Centre Ville" et son manager recruté le 1er septembre 2007. Cette dernière s'est en particulier employée à développer un partenariat actif avec le secteur privé en ouvrant sa composition à 3 nouveaux membres adhérents : Monoprix, Cofagest, Banque populaire.

L'année 2008 a également été marquée par l'arrivée de nouvelles enseignes nationales : La Vie Claire, Picard surgelés, ainsi qu'un important mouvement de renouvellement des commerces en place (installation d'un nouveau primeur, d'un caviste, d'une parapharmacie...) s'inscrivant dans la démarche de consolidation de l'offre Oullinoise.

Pour la deuxième phase, il est prévu de poursuivre le travail engagé sur la base d'un programme d'action actualisé et renouvelé. Le détail du programme d'action pour cette 2^{ème} phase figure à l'annexe 1.2.

Le coût global de ce programme est estimé à 232 474 € H.T. dont 54 874 € à la charge de la ville. Le montant de la subvention susceptible d'être alloué par l'Etat se monte à 107 500 €.

La durée prévisionnelle de réalisation de ces actions est de 18 mois maximum, sauf pour l'action 2 (Mise en place et fonctionnement de l'association "Oullins centre ville"), dont le plan de financement prévisionnel est établi sur la base des 12 mois de l'année civile à venir.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs :

1/ de bien vouloir prendre acte et approuver le bilan de la première phase et notamment son annexe financière (annexe 1.1) ;

2/ de bien vouloir approuver le programme d'action pour la phase 2 du Plan de dynamisation du Commerce à Oullins pour un coût global de 232 474 € H.T., dont 54 874 € à la charge de la ville comprenant la reconduction pour 2009 d'une subvention annuelle de 28 500 € au profit de l'association « Oullins centre ville » (annexe 1.2) ;

3/ de m'autoriser à solliciter de l'Etat les subventions s'y rapportant ;

4/ de bien vouloir m'autoriser à signer les conventions à intervenir, notamment la convention d'objectifs ci-jointe avec « Oullins centre ville », encaisser les subventions de l'Etat pour le compte des porteurs des différentes actions et procéder à leur reversement.

Je vous précise que les crédits sont inscrits, sous réserve d'adoption, au budget primitif 2009, compte 6574 – fonction 94 – chapitre 65.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

PREND ACTE ET APPROUVE le bilan de la phase 1 du plan de dynamisation du commerce à Oullins (annexe 1.1) ;

APPROUVE le programme d'action pour la phase 2 du Plan de dynamisation du commerce à Oullins pour un coût global de 232 474 € H.T., dont 54 874 € à la charge de la ville comprenant la reconduction pour 2009 d'une subvention annuelle de 28 500 € au profit de l'association « Oullins Centre ville » (annexe 1.2) ;

AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter les subventions de l'Etat s'y rapportant, soit 107 500 € ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les conventions à intervenir, encaisser les subventions de l'Etat pour le compte des porteurs des différentes actions et procéder à leur reversement ;

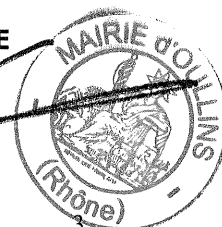
PRECISE que les crédits sont inscrits au budget primitif 2009, compte 6574 – fonction 94 – chapitre 65 ;

DONNE tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PARTICIPATION AU FINANCEMENT D'UNE ETUDE PRELIMINAIRE
GLOBALE RELATIVE AUX IMPACTS DU POLE INTERMODAL DE LA SAULAIE
SUR LES INSTALLATIONS FERROVIAIRES ET LE DOMAINE FONCIER DE
RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF)**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le prolongement de la ligne B du métro en lien avec le projet REAL (réseau express de l'aire métropolitaine Lyonnaise) et la construction du pôle intermodal d'Oullins qui en découle, vont conduire RFF (Réseau Ferré de France) à modifier sensiblement ses installations existantes : démolition de la gare remplacée par un espace voyageur commun aux différents usagers des transports (bus, métro, TER), modification des quais, construction d'un nouveau passage piéton situé dans l'axe de la rue Orsel, réalisation d'un nouveau pont rail en lien avec la création du mail "Sémard" au droit de la médiathèque, raccourcissement et dévoiement d'une partie des voies de service existantes...

Afin d'apprécier l'impact des modifications envisagées sur les conditions d'exploitation du réseau, de définir le coût des ouvrages à réaliser ainsi que l'ensemble des spécifications techniques que devront prendre en compte les maîtres d'ouvrage concernés, il est nécessaire d'engager une étude préliminaire globale. La réalisation de cette étude est une étape indispensable conditionnant la poursuite du projet par la SNCF et RFF.

Le plan de financement proposé est le suivant :

Partenaires	Communauté urbaine	RFF	Etat	Région	Oullins	SYTRAL	SNCF	Total
Programme d'études	56406	26794	26287	26287	9744	9279	8697	163494
% (arrondi)	35%	16%	16%	16%	6%	6%	5%	100%

S'agissant d'études préliminaires se rapportant à des investissements sur le réseau ferré, les contributions qui sont versées à RFF sont exonérées de TVA.

Compte-tenu du caractère indispensable de cette étude pour la poursuite du projet de construction du pôle intermodal d'Oullins, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir accepter le versement à RFF d'une participation de 9 744 € H.T.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

ACCEPTE le versement à RFF d'une participation de 9 744 € H.T. au titre de la réalisation d'une étude préliminaire relative aux impacts du pôle intermodal de la Saulaie sur les installations ferroviaires et le domaine foncier de Réseau Ferré de France.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention de participation financière à intervenir.

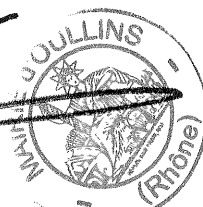
PRECISE QUE les dépenses considérées seront imputées sur les crédits inscrits au budget 2009.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : MODIFICATION DES STATUTS
DU SYNDICAT D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'YZERON,
DU RATIER ET DU CHARBONNIERES (SAGYRC)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-5-1, L.5211-17 et L.5212-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001-4817 du 26 décembre 2001, qui constitue les statuts du syndicat ;

Vu la délibération n°2008/29 du Conseil syndical du SAGYRC, en date du 1^{er} octobre 2008, relative à la modification des statuts ;

Mesdames, Messieurs,

Le SAGYRC (Syndicat d'Aménagement et de Gestion de l'Yzeron, du Ratier et du Charbonnières) a été créé par l'arrêté préfectoral n° 2001-4817 du 26 décembre 2001. Ce même arrêté fixe les statuts du SAGYRC, demeurés inchangés depuis sa création.

Afin d'assurer la sécurité juridique des réalisations menées par le syndicat, il est indispensable de modifier un certain nombre d'articles et notamment de préciser les compétences du syndicat, obligatoires ou optionnelles, ainsi que le mode de calcul de la contribution des communes adhérentes.

Le détail des modifications apportées aux statuts d'origine figure dans le projet joint en annexe au présent rapport.

Les nouveaux statuts prévoient que parmi les compétences optionnelles exercées par le syndicat, trois d'entre elles font l'objet d'une adhésion expresse de la ville d'Oullins :

- compétence optionnelle « Barrages écréteurs de crues sur l'Yzeron et le Charbonnières à l'amont immédiat de leur confluence, et leur intégration paysagère » (n°1).
- compétence optionnelle « Restauration hydraulique, physique et paysagère de cours d'eau en zone urbaine et ouvrages de protection contre les inondations sur le Charbonnières à Charbonnières les Bains, sur le Ratier à Tassin la demi Lune et sur l'Yzeron, dans sa traversée des communes de Francheville, Ste Foy Lès Lyon et Oullins » (n° 2).
- compétence optionnelle « Etude hydraulique du Nant » (n°5).

Comme stipulé dans le projet de statuts, la contribution due par la ville au titre des compétences n° 1 (barrages) et n° 2 (ouvrages de protection contre les inondations situés sur Oullins) fait l'objet d'un nouveau mode de calcul et ne repose plus directement sur le coût de l'opération (article 5 et notamment point 5.2).

Par ailleurs, je vous précise que les articles 6 à 15 des statuts initiaux sont supprimés et remplacés par un règlement intérieur précisant les modalités pratiques de fonctionnement du syndicat.

Enfin, je vous indique que le SAGYRC a créé, après concertation avec les communes, un "comité des maires pour les aménagements de protection des inondations".

Conformément au règlement intérieur du SAGYRC, ce comité réunira, outre le Président du SAGYRC, les maires des cinq communes territorialement concernées par les compétences optionnelles n°1 et n°2.

Ce Comité sera convoqué par le Président à son initiative ou à la demande de l'un des maires intéressé, afin de valider l'avancée technique, administrative, réglementaire et les implications financières des opérations concernées.

Pourront également participer aux réunions du comité, s'ils y sont invités par le Président, les vice-présidents du syndicat et les délégués des communes concernées.

L'ensemble de ces dispositions paraissant satisfaisant, je vous propose de bien vouloir approuver les nouveaux statuts joints en annexe au présent rapport.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

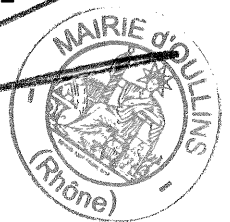
APPROUVE la modification des statuts telle que proposée par le SAGYRC conformément au projet joint en annexe au présent rapport.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



N° : 2008-12-31

Service : Direction Générale des Services

**OBJET : APPROBATION PAR LA VILLE
DES MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA TAXE COMMUNALE D'ELECTRICITE
ET DE PERCEPTION PAR LE SIGERLY AUX LIEU ET PLACE DE LA COMMUNE**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.5212-24, L.2333-2 et suivants ;

Vu la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité modifiée ;

Vu la loi des finances rectificative pour 2003 n°2003-1312 du 30 septembre 2003 ;

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le contrat de concession passé avec E.D.F le 28 juin 2006 pour le service public de la distribution d'énergie électrique sur le territoire du Syndicat, lequel détermine notamment, à l'article 2.3 de son annexe 1, les modalités de calcul de la redevance R2 de la concession ;

Vu la délibération n°C-2008-10-01/04 du SIGERLY en date du 1^{er} octobre 2008 relative à l'établissement de la taxe communale sur l'électricité dans les communes membres du SIGERLY – Modalités de perception par le SIGERLY de cette taxe aux lieu et place de ces communes adhérentes ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit ;

Mesdames, Messieurs,

La taxe Locale sur l'Electricité (TLE) au profit des communes résulte de la loi n°84-1209 du 29 décembre 1984 et du décret n°86-143 du 27 janvier 1986.

Le régime de la TLE est codifié aux articles L 2333-2 à L 2333-5 et R2333-5 à R 2333-9 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le taux de cette taxe peut être fixé au maximum à 8 % pour une commune. Son assiette de calcul est basée sur les consommations livrées sous une puissance inférieure ou égale à 250 kVA. Ce taux s'applique à 80% du montant hors taxe de la facture pour les puissances inférieures ou égales à 36 kVA et à 30 % au-delà, ce qui conduit à un taux net maximum de 6.4% ou de 2.4% sur les factures d'électricité selon la puissance.

La collecte et le reversement de cette taxe aux communes étaient réalisés jusqu'au 1^{er} juillet 2004 en totalité par EDF. Depuis l'ouverture du marché du 1^{er} juillet 2004, l'ensemble des nouveaux fournisseurs sont dans l'obligation de verser la taxe sur l'électricité (Poweo, Direct Energie, Gaz de France, EDF Branche commerce...). Il y a donc un risque d'effritement de cet apport financier pour les communes si certains opérateurs tardent ou oublient de verser ces sommes.

Il est par ailleurs prévu (article R.2333-38 du CGCT) que des frais de collecte d'un taux maximum de 2 % du montant de la taxe soient prélevés sur cette taxe par le gestionnaire du réseau ou les différents fournisseurs.

Toutefois, actuellement, le concessionnaire peut appliquer localement un taux de 1% sur les tarifs historiques basse tension sur la base de conventions spécifiques antérieures. Pour tous les contrats qui sortent du tarif historique, un taux de 2% est appliqué par les autres fournisseurs et par EDF Branche Commerce.

La loi (article L.5212-24 du CGCT, issu de l'article 178 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004) prévoit que si la taxe communale sur l'électricité est établie par délibérations concordantes d'un syndicat intercommunal et de ses communes adhérentes, cette taxe peut être perçue par le syndicat aux lieu et place de ces communes.

Ce même texte précise en outre que si le taux de taxe appliqué est homogène sur l'ensemble du territoire du syndicat, les frais de collecte ne s'appliquent plus.

Le taux de taxe de 8% sera homogène pour les communes adhérentes à la compétence « Electricité » du SIGERLy ayant confié la gestion de cette taxe au SIGERLy, au titre de l'intégralité de leur territoire.

Il est donc intéressant que le syndicat puisse rapidement organiser la collecte pour le compte des communes afin de limiter les frais de gestion. Une partie de ce montant pourrait dans ce cas couvrir les frais consacrés par le syndicat au contrôle et au reversement de la taxe, l'autre partie étant directement reversée au budget communal.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.5212-24 susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales, si la taxe communale sur l'électricité est établie par délibérations concordantes d'un syndicat intercommunal et de ses communes adhérentes, cette taxe peut être perçue par le syndicat aux lieu et place de ces communes ;

Considérant qu'en application de ce même article, le syndicat peut reverser à une commune une fraction de la taxe perçue sur le territoire de celle-ci ;

Considérant que selon l'article R.2333-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sauf convention contraire entre la commune et le gestionnaire du réseau de distribution ou le fournisseur, le taux de prélèvement pour frais de perception est égal à 2% du produit de la taxe reversée ;

Considérant toutefois que sur le territoire du syndicat où le taux de la taxe est uniforme, le gestionnaire du réseau de distribution ou le fournisseur la recouvre sans frais ;

Considérant que les modalités de calcul de la redevance R2 de la concession, due par EDF au SIGERLy, comprennent un terme T égal au « produit net des taxes municipales sur l'électricité sur le territoire de la concession, ayant fait l'objet de titres de recettes de l'autorité concédante l'année pénultième » ;

Considérant que 56 communes sont adhérentes à la compétence de base « électricité » du SIGERLy au titre de l'intégralité de leur territoire ;

Considérant que l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité conduit à une multiplicité des fournisseurs d'électricité ;

Considérant en conséquence la nécessité de contrôler la perception de cette taxe auprès de tous les opérateurs ;

Considérant que le taux de la taxe communale sur l'électricité déjà fixé à 8% sera uniforme pour les communes adhérentes à la compétence de base « électricité » du

SIGERLy, ayant confié la gestion de cette taxe au SIGERLy, au titre de l'intégralité de leur territoire ;

Considérant que, de ce fait, en cas de perception par le SIGERLy de la taxe communale sur l'électricité aux lieu et place des ses communes adhérentes, aucun frais de recouvrement de cette taxe ne saurait être demandé par le gestionnaire du réseau ou le fournisseur ;

Considérant que pour couvrir les coûts de gestion du SIGERLy, il est prévu, conformément à l'article L.5212-24 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, que le syndicat conserve 1% du montant de la taxe communale sur l'électricité correspondant aux frais occasionnés pour la perception et le contrôle aux lieu et place des communes ;

Considérant l'intérêt pour la Commune de prendre une délibération concordante de celle du SIGERLy sur les modalités d'établissement de la taxe communale sur l'électricité et de perception par le SIGERLy de cette taxe aux lieu et place de la Commune,

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DECIDE que la taxe communale sur l'électricité, dont le taux fixé à 8 % est uniforme sur le territoire de chaque commune adhérente au SIGERLy ayant confié la gestion de cette taxe au SIGERLy, est perçue par le SIGERLy aux lieu et place de la commune ;

AUTORISE le SIGERLy à conserver 1% du montant de la taxe communale sur l'électricité perçue aux lieu et place de la commune et lui reverse le complément dans les plus brefs délais ;

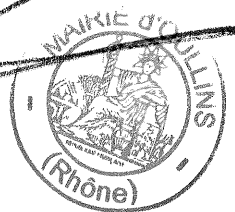
PRECISE que la perception de la taxe communale sur l'électricité par le SIGERLy intervient à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année au cours de laquelle la décision concordante du syndicat et de la commune d'autoriser le premier à percevoir la taxe communale sur l'électricité en lieu et place de la seconde est adoptée ;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : REVISION DE LA ZONE DE PUBLICITE RESTREINTE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par arrêté du maire en date du 27 décembre 1984, la commune d'Oullins a institué une zone de publicité restreinte interdisant l'affichage publicitaire dans certains secteurs de la ville.

Afin de préserver davantage la qualité paysagère du territoire de notre commune, il est nécessaire aujourd'hui de réviser cette ZPR et d'élaborer un nouveau règlement. Aussi, en vertu des articles L581-1 et suivants du Code de l'Environnement, il convient de demander à Monsieur le Préfet de constituer un groupe de travail en vue de la révision de notre réglementation locale de la publicité.

D'autre part, la ville doit désigner trois personnes pour participer à ce groupe de travail, le maire en étant Président de droit ;

Aussi, je vous propose de nommer, outre Monsieur BUFFET maire d'Oullins, Madame GUIRADO-DEVOY, adjointe chargée du commerce, du développement économique et de l'emploi et Monsieur AMBARD, adjoint chargé des espaces publics, de la voirie, du cadre de vie, et de la propreté.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

DEMANDE à Monsieur le Préfet de bien vouloir constituer un groupe de travail en vue de réviser la réglementation locale de la Publicité.

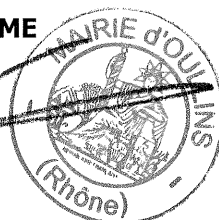
DESIGNE Monsieur BUFFET, maire et membre de droit, Madame GUIRADO-DEVOY, adjointe chargée du commerce, du développement économique et de l'emploi et Monsieur AMBARD, adjoint chargé des espaces publics, de la voirie, du cadre de vie, et de la propreté comme représentants de la ville d'Oullins au sein de ce groupe de travail.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES
ARKEMA – PORT EDOUARD HERRIOT**

AVIS DE LA COMMUNE

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

En application des articles L 515-15 et suivants du Code de l'Environnement, Monsieur le Préfet a entrepris de mettre en place le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour des établissements classés SEVESO AS tels que la Société ARKEMA à Pierre Bénite et les dépôts, entrepôts et stockages pétroliers du Rhône à Lyon 7^{ème}, susceptibles de soumettre notre Commune à des phénomènes dangereux.

Monsieur le Préfet demande que soit soumis à l'avis des Communes concernées le projet d'arrêté portant prescription de ce PPRT.

Conformément à l'article 2 du décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005, l'arrêté préfectoral doit indiquer :

- Le périmètre d'étude du Plan,
- La nature des effets pris en compte,
- Les services instructeurs,
- Les modalités de la concertation,
- La liste des personnes et organismes associés,
- Les mesures de publicité.

Dans le cadre de l'élaboration de ce PPRT, la Préfecture prévoit que les documents d'élaboration du projet soient tenus à la disposition du public seulement en Mairie de Lyon 7^{ème} et Pierre Bénite, communes d'implantation des entreprises en cause. Or, il paraît souhaitable que toutes les Communes concernées disposent de ces documents pour leurs populations et qu'une réunion publique soit organisée par la Préfecture dans chacune de ces Communes, dont Oullins.

Sous réserve de la prise en compte de ces demandes, je vous propose donc Mesdames, Messieurs, de prendre acte de ce projet d'arrêté et du périmètre d'étude joint.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

PREND acte du projet d'arrêté préfectoral prescrivant le PPRT d'ARKEMA – Pierre Bénite et du Port Edouard Herriot, et du périmètre d'étude.

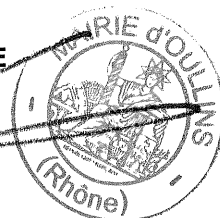
DEMANDE que les documents d'élaboration du PPRT soient mis à la disposition du public en Mairie d'Oullins et qu'une réunion publique soit organisée à Oullins par la Préfecture.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) DU GRAND LYON
BILAN DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 55 DE LA LOI SRU POUR LA PERIODE
TRIENNALE 2005-2007 – OBJECTIFS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX
POUR LA PERIODE TRIENNALE 2008-2010**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Le Programme Local de l'Habitat de l'agglomération lyonnaise approuvé en janvier 2007 a pour objectif principal la mise en oeuvre d'une politique solidaire de l'habitat.

Il établit un plan d'action global de production du logement social fixant pour chaque commune du Grand Lyon un objectif de réalisation en cohérence avec ses réalités physiques et économiques.

Conformément à la loi SRU, il convient de dresser un bilan de la période 2005-2007 et de déterminer le potentiel de production de logements sociaux pour la période 2008-2010.

1. Bilan communal pour la période triennale 2005-2007

L'engagement triennal au titre du PLH était de 117 logements. Au titre de la loi SRU l'objectif était de 63 logements. 31 logements sociaux ont été financés sur la période.

En effet, malgré les initiatives prises par la Ville, certains programmes n'ont pas encore pu se réaliser. Un engagement avait notamment été pris par ICF de réaliser 63 logements sur le site de la Saulaie.

Logements financés 2005-2007			
Programme	Adresse	Type d'habitat	Nombre de logements sociaux
HMF	7-9 Bld Emile ZOLA	Collectif diffus	3
Alliade Habitat	Rue Baudin	Collectif diffus	7
Semcoda	22 Grande Rue	Collectif	21
TOTAL			31

2. Objectifs pour la période triennale 2008-2010

Au 1^{er} janvier 2007, le déficit communal calculé en application de l'article 55 de la loi SRU est de 415 logements ce qui correspond à la définition d'un objectif de rattrapage triennal de 62 logements.

Compte tenu des disponibilités foncières de la commune, les projets recensés en terme de logements sociaux susceptibles d'être pris en compte dans le PLH sont les suivants et sont supérieurs aux objectifs à signer :

Prévision de productions de logements sociaux 2008-2010			
Programme	Adresse	Type d'habitat	Nombre de logements
Alliade Habitat	2 rue P. Sébard	Collectif AA	7
HMF	3-5 rue P. Sébard	Collectif neuf	16
Opac du Grand Lyon	117 Bld E. Zola	Collectif AA	6
Cité Nouvelle	35 rue Voltaire – 58 rue Pasteur	Collectif AA + neuf	20
Régie Nouvelle	Saint Viateur	Collectif AA	17
Opac du Grand Lyon	42 rue de la Convention	Collectif AA	6
Opac du Grand Lyon	16 Grande Rue	Individuel AA	3
Propriétaires privés	diffus	PIG loyer maîtrisé	2
TOTAL			77

Sous réserve de l'implication de la communauté urbaine, la ville se saisira de toute opportunité pour accélérer ce programme de production de logements sociaux.

Je vous propose, Mesdames et Messieurs;

- de prendre acte du bilan relatif à la production de logements sociaux pour la période 2005-2007.

- d'approuver les objectifs de production de logements sociaux à hauteur de 77 pour la période 2008-2010.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

PREND ACTE du bilan relatif à la production de logements sociaux pour la période 2005 -2007.

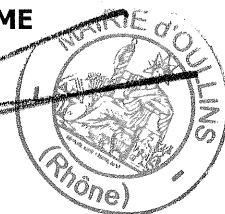
APPROUVE les objectifs de production de logements sociaux à hauteur de 77 pour la période 2008-2010.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : MARCHÉ D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
THERMIQUES DES BÂTIMENTS COMMUNAUX
AUTORISATION DE SIGNER UN AVENANT**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu l'article 20 du Code des Marchés Publics,
Vu l'avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 10 décembre 2008,
Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs

Par délibération n° 14 du 18 décembre 2003, le Conseil Municipal a attribué le marché d'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux à la société DALKIA.

La liste des installations concernées par le marché connaît aujourd'hui des modifications.
Il convient d'ajouter l'installation des vestiaires créés au Stade du Merlo.

Le montant des prestations à ajouter s'élève à 525,70 € H.T. par an.

Compte-tenu des 3 avenants conclus précédemment, la nouvelle augmentation par rapport au marché initial est de 2,18 %.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

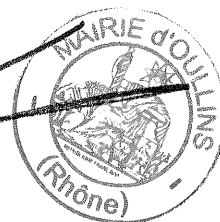
AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 4 relatif au marché d'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux avec la Société DALKIA.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

**POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,**

François-Noël BUFFET



**OBJET : TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MEDIATHEQUE ET D'UN PARC DE
STATIONNEMENT – AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE MAIRE DE
RESILIER LE MARCHE DE TRAVAUX N° T0801-MEDIA RELATIF AU LOT N° 12
« REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES »**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 18 ;
Vu le Code civil et notamment son article 1134 ;
Vu le CCAG travaux et notamment ses articles 46 et 49 ;
Vu la délibération n° 19 du 26 juin 2008 autorisant la signature des marchés relatifs à l'opération de construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement ;
Vu l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 10 décembre 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du Conseil Municipal n° 19 du 26 juin 2008, vous avez autorisé la signature des marchés relatifs à l'opération de construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement, attribués en 14 lots séparés par la Commission d'appel d'offres réunie le 19 juin 2008.

Le lot n° 12 « Revêtements de sols souples », attribué à l'entreprise Sols modernes pour un montant de 45 316,39 euros H.T., a été notifié le 4 août 2008.

L'entreprise Sols modernes nous a informés, le 2 octobre 2008, qu'elle avait commis une erreur dans le chiffrage de son offre dont la rectification aurait pour effet d'augmenter de plus de 30 % le montant initial du marché, soit 59 322,64 euros H.T. En raison du caractère intangible du prix forfaitaire, accepté par les parties, il ne peut être donné une suite favorable à la demande de l'entreprise de procéder à une modification contractuelle du prix initial.

Par courrier en date du 10 octobre 2008, il a été expressément rappelé à l'entreprise son obligation d'exécuter le marché dans le respect des conditions initiales, conformément aux pièces contractuelles constitutives du marché et à l'article 1134 du Code civil.

Toutefois, conscients des difficultés qui peuvent découler d'une telle erreur, il est proposé au Conseil municipal de mettre fin aux obligations contractuelles et de procéder à la résiliation amiable du marché de travaux attribué à l'entreprise Sols modernes dans le cadre de la construction de la médiathèque.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE le Maire à résilier le marché de travaux n° T0801-MEDIA relatif au lot n°12 « Revêtements de sols souples », notifié le 4 août 2008 à l'entreprise Sols modernes, dans le cadre de la construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement en sous sol, ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

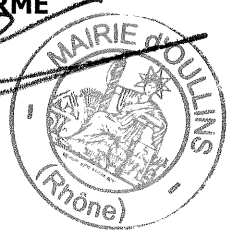
PRECISE que cette résiliation amiable est pure et simple et donc sans dommages et intérêts pour l'une et l'autre des parties et qu'elle prendra effet à compter de la notification de la décision correspondante à l'entreprise Sols modernes.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MEDIATHEQUE ET D'UN PARC DE STATIONNEMENT – AUTORISATION DE CONCLURE UN MARCHE NEGOCIE COMPLEMENTAIRE SELON ARTICLE 35 II DU CODE DES MARCHES PUBLICS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 35 II 5° ;
Vu la délibération n°25 du 15 mai 2008 autorisant la signature des marchés relatifs à l'opération de construction d'une médiathèque et d'un parc de stationnement ;
Vu la décision de la Commission d'appel d'offres en date du 16 décembre 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°25 du 15 mai 2008, le Conseil municipal a autorisé la signature des marchés de travaux relatifs à la construction de la médiathèque.

Le lot n°1 « terrassements » a été attribué à l'entreprise Jean Romero pour un montant de 99 690,40 € HT soit 119 229,72 € TTC.

Au cours du terrassement nécessaire à la réalisation du blindage, il a été découvert, à une profondeur d'environ 1,50 mètre une poche de terre susceptible d'être polluée. Suite à une analyse de celle-ci, il s'avère qu'une quantité estimative de 600 tonnes de matériaux répartie sur 120 m2 environ doit être évacuée selon une filière réglementée.

L'exécution de ces prestations complémentaires, non prévues dans le marché initial et survenues à la suite de circonstances imprévues est indispensable à la poursuite de l'opération.

En conséquence, il est proposé de conclure un marché négocié pour travaux complémentaires avec l'entreprise Jean Romero, titulaire du lot « terrassements ». Le recours à ce type de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence prévu à l'article 35 II 5° du code des marchés publics n'est possible que dans la limite de 50 % du marché initial et est réservé à des « prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu mais qui sont devenues nécessaires à la suite d'une circonstance imprévue à la réalisation de l'ouvrage tel qu'il est décrit dans le marché initial. »

Le marché qui sera conclu est un marché à prix unitaire dont les prestations seront rémunérées, par application aux quantités exécutées des prix unitaires suivants et dont le détail quantitatif estimatif s'élève à :

Supervision des excavations avec tri des terres polluées : forfait de 900 € HT
Transport et traitement des terres polluées en centre de désorption thermique : 79,40 € HT / tonne soit 48 910,40 € HT pour 616 tonnes estimées à ce jour.
Total estimatif du marché de travaux complémentaires : 49 810,40 € HT soit 59 573,24 € TTC

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer un marché négocié complémentaire pour l'exécution de travaux complémentaires au sens de l'article 35 II 5° du Code des Marchés Publics avec l'entreprise Jean Romero dans les conditions définies ci-dessus;

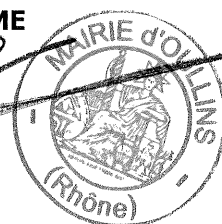
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés au budget 2008 et suivant, chapitre 075 fonction 321 article 2313;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : TRAVAUX D'EXTENSION DE LA MATERNELLE MARIE CURIE
AUTORISATION DE SIGNER LES MARCHES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le code des Marchés Publics et notamment ses articles 26, 57 à 59;
Vu le choix de la commission d'appel d'offres en date du 16 décembre 2008;
Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

La commune d'Oullins va procéder à des travaux d'extension de la maternelle Marie Curie. Afin de procéder à l'attribution des marchés de travaux nécessaires à la réalisation de cette opération, une consultation par procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée et un avis d'appel public à concurrence envoyé à la publication au Tout Lyon, journal d'annonces légales le 14 novembre 2008.

Après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres réunie le 16 décembre 2008 a attribué les marchés comme suit :

Lot n°1: Terrassement /VRD gros œuvre façades attribué à Badout
pour un montant de 182 014,40 € HT soit 217 689,22 € TTC.

Lot n°2 : Etanchéité déclaré infructueux et relancé selon une nouvelle procédure de consultation.

Lot n°3 : Menuiseries extérieures /serrurerie déclaré infructueux et relancé selon une nouvelle procédure de consultation.

Lot n°4 : Menuiseries intérieures attribué à Brenier Ramard
pour un montant de 9 156,40 € HT soit 10 951,05 € TTC.

Lot n°5 : Plâtrerie plafonds peinture carrelage/ faïence attribué à Petrus Cros
pour un montant de 34 553,51 € HT soit 41 326 € TTC.

Lot n°6 : Sols souples attribué à Courbière et Fils
pour un montant de 7 261,28 € HT soit 8 684,49 € TTC.

Lot n°7 : Electricité attribué à Bottazzi
pour un montant de 18 508,82 € HT soit 22 136,55 € TTC.

Lot n°8 : Chauffage ventilation plomberie attribué à EGMH
pour un montant de 61 169,08 € HT soit 73 158,22 € TTC.

- DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les marchés relatifs aux travaux d'extension de la maternelle Marie Curie avec les titulaires désignés ci-dessus;

PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés au budget 2008 et suivants chapitre 23 fonction 211 article 2313;

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



**OBJET : PRESTATIONS DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS –
AUTORISATION DE CONCLURE UN MARCHE NEGOCIE SELON L'ARTICLE 35 II
DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le Code des Marchés Publics et notamment son article 35 II 6° ;
Vu la délibération n°23 du 27 mars 2007 autorisant la signature des marchés de prestations de services de télécommunications ;
Vu la décision de la Commission d'appel d'offres en date du 16 décembre 2008 ;

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du Conseil Municipal n°23 du 27 mars 2007, vous avez autorisé la signature des marchés de prestations de télécommunications dans les conditions suivantes:

Lot n°1 : trafic téléphonique entrant Hôtel de Ville et site de la Renaissance et sortant tous sites attribué à Neuf Cegetel.

Montant minimum annuel: 6 500 € HT

Montant maximum annuel: 15 000 € HT

Lot n°2 : trafic téléphonique entrant Hôtel de Ville de tous les sites attribué à France Telecom.

Montant minimum annuel: 22 000 € HT

Montant maximum annuel: 32 000 € HT

Les 2 lots, notifiés en mai 2007 ont été conclus pour une durée de 1 an ferme reconductible expressément 2 fois soit 3 ans au maximum.

En raison d'une erreur dans l'évaluation initiale des besoins, il apparaît aujourd'hui que le montant maximum annuel du lot n°1 attribué à Neuf Cegetel est largement insuffisant et ne permet pas de satisfaire les besoins de la commune.

Le lot précité arrivant au terme de sa deuxième année le 9 mai 2009, il est proposé de ne pas reconduire le marché dans sa troisième année. En parallèle, et afin de couvrir les besoins de la commune jusqu'au terme de sa deuxième année, il apparaît nécessaire de conclure avec Neuf Cegetel un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence ayant pour objet l'exécution de prestations similaires au sens de l'article 35 II 6° du code des marchés publics.

Le recours à ce type de marché négocié n'est possible que lorsqu'il a été explicitement prévu dans le marché initial et à la condition que la mise en concurrence ait pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouvelles prestations.

L'ensemble de ces conditions étant rempli, il est proposé de conclure un marché négocié pour la réalisation de prestations similaires avec Neuf Cegetel et dont les montants minimum et maximum sont les suivants :

Montant minimum: 25 000 € HT

Montant maximum: 33 000 € HT

Ce marché prendra effet à compter de sa date de notification et expirera le 8 mai 2009.

DELIBERE -

À L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le Maire à signer un marché négocié pour l'exécution de prestations similaires au sens de l'article 35 II 6° du Code des Marchés Publics avec Neuf Cegetel dans les conditions définies ci-dessus;

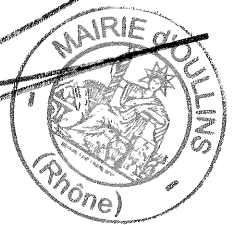
PRECISE que les crédits nécessaires seront prélevés au budget 2008 et suivant, chapitre 011 ; article 6262

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET



OBJET : VŒU DU GROUPE SOCIALISTES, VERTS ET APPARENTÉS

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Nous voulons que les enfants de notre commune puissent continuer à bénéficier de conditions favorables à la socialisation et à accéder à un véritable apprentissage des premiers savoirs dès 2 ans au sein de l'école maternelle. Nous voulons ainsi offrir à tous les meilleures conditions pour leurs apprentissages futurs au cours de leur scolarité.

Nous voulons également que soit préservée à travers les RASED une aide forte et spécifique et cela dès le plus jeune âge aux enfants en grande difficulté.

L'annonce par le gouvernement de l'arrêt de l'accueil des enfants de 2 ans dans les écoles maternelles ainsi que la suppression massive des postes de maîtres spécialisés dans les RASED vont à l'opposé de ces objectifs. Ces décisions provoquent un vif émoi dans notre commune chez les parents, dans les familles et auprès des enseignants.

En conséquence le Conseil municipal d'Oullins réuni en séance publique le mercredi 17 décembre 2008 demande :

Que soit maintenu l'accueil des enfants de 2 ans dans les écoles maternelles

Et que la pérennisation des RASED soit garantie en s'appuyant sur les maîtres spécialisés.

- DELIBERE -

REFUSE à la majorité le vœu exposé ci-dessus du groupe socialistes, verts et apparentés.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre.

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,


François-Noël BUFFET

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE



D/08-80

OBJET : Autorisation d'utilisation des installations sportives municipales pour la saison 2008-2009 en vue d'entraînements sportifs.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil municipal à déléguer certaines de ses attributions,

VU la délibération du Conseil Municipal n° 2008-06-08 en date du 26 juin 2008 donnant délégation au Maire,

VU les règlements intérieurs des différentes installations sportives municipales visées par cette décision,

DECIDE

Article 1:

Les installations sportives municipales accueilleront, au titre de la saison 2008-2009, les associations sportives de la commune d'Oullins autorisées, du lundi 1^{er} septembre 2008 au vendredi 3 juillet 2009. Une fermeture de fin d'année sera observée du mercredi 24 décembre 2008 au lundi 5 janvier 2009 8h.

Article 2 :

Les autorisations d'utilisation des installations sportives municipales pour entraînements sont délivrées par Mme l'Adjoint en charge des sports au travers des plannings établis en fin de saison sportive précédente. Ces plannings sont annexés aux conventions d'utilisation des installations sportives municipales et adressés aux associations concernées avant le 15 août de la saison sportive susvisée. Les autorisations d'utilisation des installations sportives municipales pour compétitions font l'objet de demandes spécifiques adressées à Mme l'Adjoint aux sports et à la jeunesse, du fait notamment des obligations liées aux calendriers des fédérations sportives.

Article 3 :

Les conventions de mise à disposition d'installations sportives municipales pour entraînement sont conclues pour la durée d'une saison sportive à compter de la date de la signature. Les autorisations correspondantes sont consenties à titre précaire et révocable. En plus des termes de la convention, les associations s'engagent à respecter scrupuleusement les règlements intérieurs des différentes installations et les plannings d'utilisation.

Article 4 :

Les installations sportives municipales appelées à être mises à disposition des associations sportives d'Oullins sont les suivantes :

- Boulodrome Silvio Pantanella
- Dojo de la Bussière
- Espace Bussière
- Gymnase Jean Jaurès
- Gymnase Maurice Herzog
- Gymnase Montlouis
- Gymnase Cosec Parc Chabrière
- Gymnase d'école Jean Macé
- Gymnase d'école Jules Ferry A
- Gymnase d'école Jules Ferry B
- Pas de tir à l'arc extérieur du Merlo
- Piscine Municipale
- Salle de gymnastique spécialisée du Parc Chabrière
- Salle de boxe Jean Jaurès
- Stade de la Clavelière (terrain de football)
- Stade de la Clavelière (terrain de pétanque et d'athlétisme)
- Stade du Merlo (terrains de football)
- Stade du Merlo (installations d'athlétisme)
- Salle d'escrime

Article 5 :

M. le Directeur Général des Services et le Directeur du service des sports, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 22 septembre 2008

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire d'Oullins,



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE
VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE

OBJET : TARIF 2008, vente de fleurs de la Toussaint



D/08-86

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil Municipal à déléguer certaines de ses attributions au Maire,

Vu la délibération du 17 septembre 1976 par laquelle, le Conseil Municipal avait instauré un droit pour la vente de fleurs à l'occasion de la Toussaint.

Vu la délibération n° 2008-06-08 du Conseil Municipal en date du 26 juin 2008 donnant délégation au Maire, notamment de fixer les tarifs droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et d'une manière générale, des droits prévus au profit de la Commune qui n'ont pas un caractère fiscal, dans la limite de deux fois le taux de l'inflation en prenant comme référence l'indice INSEE de la consommation.

DECIDE :

Article 1:

Le tarif appliqué en 2008 sera de **25 euros le mètre linéaire** pour toute la durée autorisée, sans prorata. La durée de la vente pour 2008 est de **9 jours : du 25 octobre au 2 novembre inclus**.

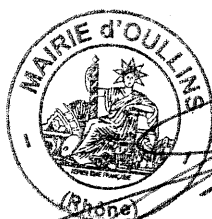
Les étalages seront autorisés sur la chaussée, et sur une largeur d'un mètre côté stationnement pair du n° 70 au n° 96 rue du Perron.

- La longueur totale destinée à la vente des fleurs est fixée à **48 mètres**.
- Chaque commerçant disposant de 8 mètres d'étalage, **6 emplacements maximum pourront être attribués**.

Article 2:

Le Directeur Général des Services, le Responsable du Service des Affaires Générales et Juridiques, le Receveur Principal d'Oullins, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

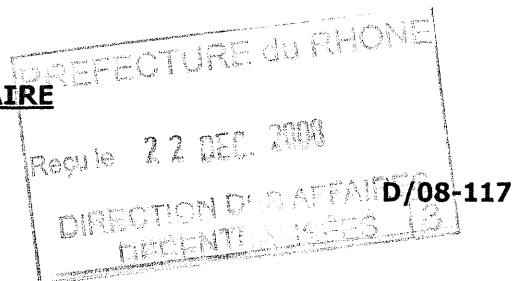
Fait à Oullins, le 10 octobre 2008



François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire,

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE
VILLE D'OULLINS

DECISION DU MAIRE



OBJET : TARIFICATIONS APPLICABLES AUX OCCUPATIONS PRIVATIVES DU DOMAINE PUBLIC A COMPTER DU 1^{er} janvier 2009.

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Conseil Municipal à déléguer certaines de ses attributions,

Vu la délibération n°2008-06-08 du Conseil Municipal en date du 26 juin 2008 donnant délégation au Maire, notamment de fixer les droits de voirie, de stationnement et tous les droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,

VU la délibération du 26 septembre 1991 instituant une redevance pour l'utilisation des branchements électriques mis à la disposition des commerçants non sédentaires

VU l'arrêté municipal du 16 juin 2000 définissant les emplacements de vente ambulante,

VU l'arrêté municipal en date du 8 janvier 2004 réglementant l'activité des commerçants non sédentaires sur les marchés d'Oullins,

VU l'avis de la commission des marchés en date du 14 novembre 2008

Considérant que la tarification applicable aux occupations privatives du domaine public doit être modifiée à compter du 1^{er} janvier 2009,

DECIDE :

CHAPITRE 1/ TARIFS DE DROITS DE VOIRIE ET D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Article 1

Les tarifs de cet arrêté ne sont pas applicables aux autorisations délivrées dans le cadre de l'organisation de la Braderie d'Oullins.

Les tarifs ainsi fixés sont les suivants :

. Façades commerciales par mètre linéaire (ml)	4.6 € /ml
. Attributs perpendiculaires par unité (U).....	7.6 € /U
. Lampe fixe	3.6 € /U
. Marquise fixe	4.6 €/ml
. Attributs appliqués publicitaires ou professionnels	6.6 € /U
Enseignes lumineuses :	
a) feu fixe	3.6 € /ml
b) feu intermittent	5.6 € /ml
c) perpendiculaire à la façade feu fixe.....	7.6 €/ml
d) perpendiculaire à la façade feu intermittent	8.6 €/ml
. Tente pliante	4.6 € /ml
. Inscription sur tente.....	6.6 € /forfait
. Distributeurs automatiques	21.6 € /forfait
. Panneaux d'affichage	5.6 € /m2
chevalet.....	5.6 €/U
porte menu	5.6 €/U
terrasse simple à la journée	2.6 €/m ²
terrasse simple à la saison	4.1 €/m ²
terrasse aménagée à la saison	6.1 €/m ²
étalage à la journée.....	4.1 €/m ²
étalage à la saison.....	6.1 €/m ²
étalage à l'année	12.1 €/m ²
buvettes sur le domaine public	forfait de 10 €
vente au déballeage, vide grenier sur le domaine public sans droit de place.....	forfait de 10 €
vente au déballeage, vide grenier sur le domaine public avec droit de place	forfait de 30 €
Marché de la création, droit de place par jour et par emplacement de 8m ²	8 €

Article 2

Tout mètre ou mètre carré commencé est du.

Article 3

Tous les droits compris dans les présents tarifs seront à défaut de demande préalable d'autorisation appliqués d'office à la première constatation de l'usage de la voie publique pour les objets visés dans la présente décision sans préjudice de la suite qui pourra être donnée aux procès verbaux et contraventions qui auront été dressés pour défaut d'autorisation.

La renonciation du permissionnaire devra parvenir à l'administration avant le 31 décembre de l'année en cours pour l'année qui suivra, faute de quoi les droits seront dus intégralement pour l'année suivante.

Cette prescription ne fait pas obstacle au principe de la précarité des autorisations à toute époque dans un intérêt public quelconque.

En cas de changement de propriétaire il appartient au vendeur de prévoir une éventuelle répartition prorata temporis.

En cas de cessation d'activité les droits acquis pour l'année en cours restent dus quelle que soit la date de la cessation.

CHAPITRE 2/ TARIFS EMPLACEMENTS VENTE AMBULANTE

Article 4

Les tarifs sont les suivants :

- **Emplacement Parking de la Piscine,**

Compte-tenu de l'occupation quotidienne du domaine public, un forfait annuel de **2550 €** est exigé payable par trimestre à terme échu.

- **Boulevard Général de Gaulle**

Compte tenu d'une durée d'occupation hebdomadaire les vendredis, le tarif s'établit comme suit :

↳ pour 8 heures d'occupation de 17 heures à 1 heure : **13 €.**

Cette occupation du domaine public est payable par trimestre échu (12 semaines). Tout trimestre commencé est du.

- **Emplacement au niveau du square du 8 mai 1945**

Compte tenu de l'occupation hebdomadaire les mardis, le tarif s'établit comme suit : pour 8 heures d'occupation de 17 heures à 1 heure : **13 €.**

Cette occupation du domaine public est payable par trimestre échu (12 semaines). Tout trimestre commencé est du.

Article 5 :

La demande est effectuée à l'année pour une périodicité définie. Le pétitionnaire est redevable de la somme qu'il ait été présent ou non. Seule la présentation d'un arrêt maladie pourra entraîner l'exonération des droits de voirie pour la période concernée.

De plus toute absence prolongée est susceptible d'entraîner la ré affectation de l'emplacement à un autre pétitionnaire. Dans ce cas et sauf à prouver que la Mairie d'Oullins était informée, cette ré-affectation n'est pas susceptible d'ouvrir droit à indemnisation au titre d'un éventuel préjudice commercial.

CHAPITRE 3/ DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES OULLINOIS

Article 6 : Droits de place sur les marchés

Les tarifs des droits de place sur les marchés forains sont de :

↳ **1 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu au ticket,

↳ **18 €** (le mètre linéaire) lorsque le paiement a lieu par abonnement semestriel,

Article 7 : Vogues - Fêtes Foraines

Les tarifs des droits de place, concernant toutes les baraques foraines, manèges, tables ou bancs, caravanes, camions et voitures, perçus pour toute la durée de la fête, sont de :

⌘ jusqu'à 5m2 (prix minimum).....	10.5 €
⌘ de 5 m2 à 10 m2	26 €
⌘ par tranche de 5 m2 en plus.....	7.5 €

Article 8 : Cirques

Les droits relatifs à l'autorisation d'occupation du domaine public accordée à un cirque sont calculés sur la base suivante. Les droits sont perçus de l'installation à la désinstallation, ils ne sont pas liés aux jours de représentation.

⌘ jusqu'à 10m2 (prix minimum).....	10.5 €
⌘ de 5 m2 à 15 m2	26 €
⌘ par 5 m2 en plus	4 €

Article 9 : Evènements Divers

Pour l'année 2009, les théâtres, cinématographes de baraques quelconques, ainsi que tous les véhicules, caravanes, camions, voitures, paient **3 €** par mètre carré de surface occupée et par jour.

CHAPITRE 4/ ELECTRICITE / COMMERCE NON SEDENTAIRES

Article 10

La redevance journalière relative à la consommation d'électricité sur les marchés est de :

- ⌘ **Abonnés : 37.5 €** par semestre.
- ⌘ **Occasionnels : forfait de 2 €** par utilisateur, perçu à chaque marché.

Article 11

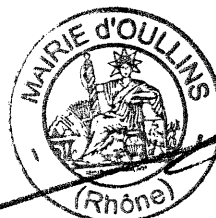
Dans l'hypothèse où un branchement électricité serait mis, l'occupant devra une participation forfaitaire de **1 € par jour**.

Article 12

Le Directeur Général des services, le Chef du Service des Affaires Administratives et Juridiques, le Receveur Placier Principal, chacun en ce qui le concerne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Fait à Oullins, le 16 décembre 2008

Le Sénateur-Maire d'Oullins



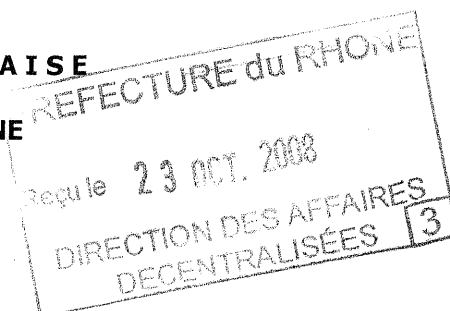

François-Noël BUFFET

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHÔNE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE



AFGE 08/160

OBJET : horaires, dérogation et circulation dans l'enceinte du cimetière d'Oullins

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

Vu l'article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le règlement du cimetière d'Oullins en date du 18 janvier 2006, portant sur les horaires d'ouverture et de fermeture du cimetière en période de la Toussaint.

ARRÊTE

Article 1 : Pendant la période de la Toussaint, du 27 octobre au 2 novembre 2008 inclus, la circulation de véhicules dans l'enceinte du cimetière d'Oullins sera interdite.

Pourront déroger à cette interdiction :

- de 8h00 à 9h00, les fleuristes et marbriers pour livrer des fleurs.
- pendant toute la période, les fourgons funéraires, les véhicules techniques municipaux et les véhicules du service public.

Article 2 : Du 25 octobre au 2 novembre 2008 inclus, le cimetière sera ouvert aux piétons sans interruption de 8h00 à 18h00.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général de la ville d'Oullins, le Chef du service des Affaires Générales, les Policiers Municipaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera publié et affiché.



Fait à Oullins, le 17 octobre 2008

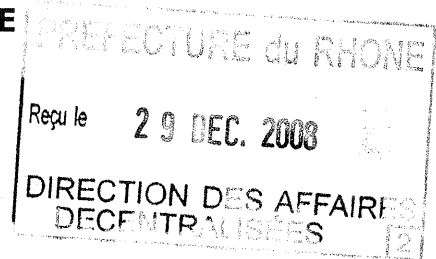

Philippe LOCATELLI
Adjoint aux affaires générales

REPUBLIQUE FRANCAISE.

DEPARTEMENT DU RHÔNE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE



AFGE 08/166

Objet : AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
Mise en place de cendriers

Le Sénateur-Maire ;

VU l'Article L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales;

VU la décision du Maire D 07/119 relative aux tarifications applicables aux occupations privatives du domaine public à compter du 1^{er} janvier 2008, du 18 décembre 2007,

VU l'arrêté du Maire, AFGE 07/01 en date du 3 janvier 2007 portant règlement de l'occupation du domaine public par les terrasses et les étalages.

Considérant qu'il convient de régulariser la situation suite à l'entrée en vigueur du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 pour certains lieux recevant du public;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La présence sur le domaine public de cendriers est tolérée afin que l'application du décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006 n'entraîne pas de problèmes de propreté.

ARTICLE 2 : Cette occupation du domaine public est consentie à titre gratuit pendant la période du 1 novembre 2008 au 31 mars 2009.

ARTICLE 3 : Elle peut se faire à l'aide de cendriers prévus à cet effet, ou en disposant un cendrier sur une table.

ARTICLE 4 : Une seule table sera autorisée. Aucune chaise ne sera tolérée.

ARTICLE 5 : Un passage piéton d' 1,40 m doit être impérativement respecté.

ARTICLE 6 : L'utilisation de tables a vocation à disparaître. Une étude est en cours pour trouver un système plus judicieux pour les années à venir.

ARTICLE 7: L'exploitant du débit de boisson ou du restaurant devra respecter les dispositions de l'arrêté portant règlement de l'occupation du domaine public par les terrasses et les étalages.

ARTICLE 8 : L'exploitant du débit de boisson ou du restaurant étant responsable des agissements de ses clients, doit veiller au respect de la propreté du domaine public et également veiller à ce que la clientèle n'occasionne aucune nuisance susceptible de perturber les riverains

Tout manquement entrainera une remise en cause des autorisations d'occupation du domaine public.

ARTICLE 9 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.



FAIT A OULLINS, le 23 décembre 2008

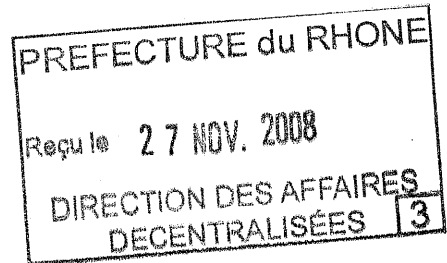
François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE



AFGE 08/179

Objet : Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche

Le Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les dispositions du Chapitre 1er du Titre II du livre II du Code du Travail et notamment celles des articles L221-17 et L221-19,

Vu la demande de l'union des commerçants d'Oullins, des magasins Camaïeu et Monoprix, relative à l'application de l'article précité du Code du Travail lors de la réunion du 18 septembre 2008,

Vu la demande de Z vêtements enfants relative à l'application de l'article précité du code du travail,

Vu la demande des magasins Picard relative à l'application de l'article précité du code du travail,

Après consultation des organisations des employeurs et des salariés, à savoir : Confédération française démocratique du travail, Confédération française des travailleurs chrétiens, Confédération générale du travail, Force ouvrière, Confédération générale des petites et moyennes entreprises Groupement interprofessionnel Lyonnais

ARRETE

Article I :

Une autorisation d'ouverture exceptionnelle le dimanche est accordée selon les modalités visées aux articles suivants. Il est rappelé que la consultation des représentants du personnel de l'entreprise est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés.

Article II :

Octroi dérogatoire à l'emploi de salariés pendant tout ou partie des journées des dimanches 14,21 et 28 décembre 2008 pour les branches d'activités :

- commerce de détail de textile ;
- commerce de détail d'habillement ;
- commerce de détail de la chaussure ;

- commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage ;
- commerce de détail de livres, et papeterie ;
- commerce de détail d'optique et de photographie ;
- d'horlogerie et de bijouterie ;
- commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté,
- commerce de détail d'articles de sports et de loisir ;
- commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire ;
- commerce de détail d'appareils électroménagers et de radio télévision ;
- commerces à rayon multiples

Article III :

Chaque salarié ainsi privé du repos dominical bénéficiera :

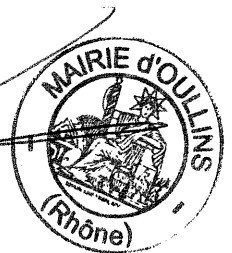
- premièrement, d'un repos compensateur équivalent, accordé par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Conformément aux articles R221-10 2ème alinéa et R221-11 2ème alinéa du Code du Travail, le chef d'établissement doit inscrire les repos sur un registre spécifique.
- deuxièmement, d'une majoration de salaire égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou conforme aux dispositions éventuellement plus favorables de la ou les conventions collectives.

Article IV :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet du Rhône et à la Direction du Travail et de l'emploi; il sera affiché en Mairie.

Fait à Oullins, le 19 novembre 2008

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire

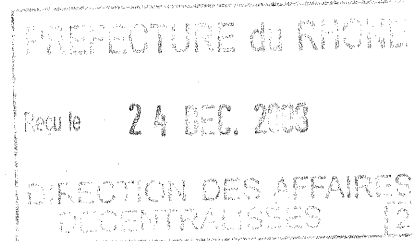


REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU RHONE
VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE

AFGE 08/183

OBJET : Règlement du cimetière communal



Le Sénateur- Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2213-7 et suivants, L2223-1 et suivants, et R 2223-1 et suivants

Vu la législation et la réglementation mises en place dans le domaine funéraire suite à la Loi n°93 - 23 du 8 janvier 1993,

Vu le code civil, notamment les articles 78 et suivants

Vu le code pénal notamment ses articles 225-17 et 225-18

Vu le règlement du cimetière d'Oullins en date du 18 janvier 2006 modifié

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer le bon ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique dans le cimetière communal.

CONSIDERANT qu'il convient de modifier le règlement du cimetière afin de tenir compte des évolutions récentes,

CONSIDERANT que les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

ARRETE :

TITRE 1: ORGANISATION GENERALE DU CIMETIERE D'OULLINS

CHAPITRE 1: DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: Désignation du cimetière

Le cimetière, 96 rue du Perron, est affecté aux inhumations dans l'étendue du territoire de la ville d'Oullins.

Article 2: Destination

La sépulture du cimetière communal est due:

1. aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile
2. aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées
3. aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans le cimetière, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès.

Toutefois le maire peut autoriser, à titre exceptionnel et chaque fois qu'il le jugera convenable, l'inhumation dans le cimetière communal de personnes n'entrant pas dans les catégories ci-dessus indiquées mais démontrant des liens particuliers avec la commune.

L'inhumation d'animaux dans le cimetière municipal est interdite.

Article 3: Affectation des terrains.

Les terrains du cimetière comprennent :

1. les terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées, et pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession
2. les concessions pour fondation et sépultures privées

Article 4: Choix de l'emplacement dans le cimetière

Dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non-renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire, mais relève exclusivement des attributions du Maire.

CHAPITRE 2: AMENAGEMENT GENERAL DU CIMETIERE

Article 5:

Le cimetière est divisé en parcelles affectées chacune à un mode d'inhumation, soit en pleine terre, soit en caveaux.

Article 6

Les emplacements réservés aux sépultures seront désignés par le Maire ou les agents délégués par lui à cet effet.

Article 7

Pour la localisation des sépultures, il est nécessaire de définir:

1. la partie
 - Ancien cimetière partie basse
 - Ancien cimetière partie haute
 - Nouveau cimetière partie basse
 - Nouveau cimetière partie haute
2. la masse
3. le numéro de concession

Article 8

Des registres et des fichiers sont tenus par le service affaires générales de la mairie mentionnant pour chaque sépulture, les noms, prénoms, date du décès, et domicile du défunt, la partie, la masse, le numéro, la date et la durée de la concession.

Si la concession a été prévue pour recevoir plusieurs corps, le nombre de places occupées et de places disponibles sera également noté sur le registre après chaque inhumation, ainsi que le mouvement des opérations funéraires exécutées dans les concessions au cours de leur durée.

CHAPITRE 3: MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE DU CIMETIERE

Article 9:

Les portes du cimetière sont ouvertes au public, tous les jours de l'année:

- du 1^{er} avril au 2 novembre : de 8 h à 18 h
- du 3 novembre au 31 mars : de 8h30 à 17 h
- pour la période de la Toussaint, déterminée annuellement par arrêté municipal.

Le gardien est présent dans le cimetière aux horaires suivants :

- du 1^{er} avril au 2 novembre : de 8 h à 12 h et de 14h30 à 17h30
- du 3 novembre au 31 mars : de 8h30 à 12 h et de 13h30 à 17h

L'arrivée des convois pour les inhumations s'effectue les jours ouvrables, samedi matin compris :

- du 1^{er} avril au 2 novembre : le matin de 8h à 11h15 et l'après midi de 14h30 à 16h30
- du 3 novembre au 31 mars : le matin de 8h30 à 11h15 et l'après midi de 14h à 16h

Les travaux devront être réalisés pendant les horaires de présence du gardien, l'accès des véhicules étant impossible en dehors de ceux-ci.

Le son d'une cloche annonce, un quart d'heure à l'avance, la fermeture. Dès cet avertissement, il est expressément interdit de pénétrer dans le cimetière.

Article 10:

L'entrée du cimetière sera interdite aux gens ivres, aux marchands ambulants, aux enfants en dessous de 10 ans qui se présenteraient seuls, aux visiteurs accompagnés par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, sauf pour des personnes malvoyantes, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, ouvriers et élèves la responsabilité prévue à l'article 1384 du code civil.

Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes sont interdits à l'intérieur du cimetière. Les personnes admises, ainsi que les ouvriers y travaillant, qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts, ou qui enfreindraient quelque'une des dispositions du règlement, seront expulsées par le personnel sans préjudice des poursuites de droit.

Article 11:

Il est expressément interdit :

1. d'apposer des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs du cimetière, ainsi qu'à l'intérieur du cimetière
2. d'escalader les murs de clôture, les grilles des sépultures, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou arracher les fleurs, plantes sur les concessions d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque les sépultures
3. de déposer des ordures dans les parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage et indiquées par des panneaux
4. d'y jouer, boire et manger
5. de photographier ou filmer les monuments sans autorisation de l'administration municipale.
6. de téléphoner : les téléphones portables devant être coupés dans l'enceinte du cimetière, exception faite, et de celui du gardien du cimetière, ou de tout autre intervenant pour des raisons liées à sa fonction.

Article 12:

Nul ne pourra faire à l'intérieur du cimetière, aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, une offre de service ou de remise de cartes ou adresses, ni stationner soit aux portes d'entrées du cimetière, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Article 13:

La ville ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles ; de la sorte, il est déconseillé aux familles de déposer dans l'enceinte du cimetière des objets susceptibles de tenter la cupidité.

Les intempéries, la nature du sol et du sous-sol du cimetière, ne pourront, en aucun cas, engager la responsabilité de la commune.

Article 14:

Quiconque est soupçonné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture, sans autorisation régulière délivrée par le service des cimetières, sera invité à entrer dans la loge du gardien pour vérification des faits, ce dernier se réservant le droit d'appeler les services compétents.

Article 15:

La circulation de tous véhicules (des automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes..) est rigoureusement interdite dans le cimetière à l'exception:

- des fourgons funéraires
- des véhicules techniques municipaux
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux

L'accès au cimetière pour les personnes à mobilité réduite est réglementé par arrêté du Maire.

Lors d'une inhumation, les personnes titulaires d'une carte GIC ou GIG ou d'un titre d'invalidité seront autorisées à suivre le convoi en véhicule à l'intérieur du cimetière.

L'administration municipale pourra, en cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel des visiteurs, interdire temporairement la circulation des véhicules dans le cimetière.

L'utilisation de l'avertisseur sonore est interdit.

Pour des raisons de sécurité aucun véhicule, excepté les convois funéraires, ne sera autorisé à entrer dans le cimetière les samedi et dimanche.

Lors de la période de la Toussaint la circulation de tous véhicules autres que ceux des convois ou des services publics est interdite à l'intérieur de l'enceinte du cimetière.

Article 16:

Les allées du cimetière seront constamment maintenues libres. Les papiers, emballages, fleurs fanées, débris quelconques provenant des tombes seront déposés dans des conteneurs prévus à cet effet. Des points d'eau installés à l'entrée et dans les allées du cimetière seront tenus à la disposition du public.

Toutes les dégradations constatées feront l'objet d'un procès verbal et seront réparées aux frais du contrevenant.

Les outils nécessaires aux travaux sur les concessions devront être évacués tous les soirs de l'enceinte du cimetière ou rangés à défaut dans les lieux prévus à cet effet.

TITRE 2: CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS

Article 17:

Les horaires des inhumations sont donnés ou validés par les services municipaux. En aucun cas un opérateur ne doit accepter une date et une heure pour une inhumation avant d'être entré en relation avec le service compétent.

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation du maire de la commune d'inhumation, délivrée sur papier libre et sans frais. Celle-ci mentionnera, d'une manière précise, l'identité de la personne décédée, le lieu et le jour de son décès, ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu son inhumation.

Cependant, l'inhumation dans une concession ne peut intervenir que si le monument est en bon état de propreté, de conservation et de solidité. A défaut le concessionnaire ou la personne qui pourvoit aux funérailles doit s'engager à la remise en état de la tombe avant l'inhumation.

Toute personne, qui sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation, serait passible des peines portées à l'article R.645-6 du Code pénal.

Il ne sera programmé qu'une seule inhumation par heure.

Tout retard rendant impossible l'inhumation dans le délai restant à courir avant la suivante sera sanctionné par le report de l'heure d'inhumation à la prochaine période disponible si le gardien juge que la gêne occasionnée par l'inhumation en retard est trop importante.

Article 18:

Aucune inhumation, sauf le cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures ne se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin ou le Procureur de la République, la mention "inhumation d'urgence" sera portée sur le permis d'inhumer par le Maire.

Article 19:

L'ouverture de caveaux ou le creusement de fosse, sera effectué 24 heures au moins avant l'inhumation, afin que si quelque travail de maçonnerie ou autre analogue était jugé nécessaire, il puisse être exécuté en temps utile par la famille. La sépulture ne devra en aucun cas rester ouverte, mais bouchée par une plaque rigide, jusqu'au dernier moment précédant l'inhumation, avec un balisage au sol.

Toute ouverture de caveau ne doit pas excéder 24 heures. Ainsi, afin de garantir la sécurité des visiteurs durant le week-end et de s'assurer de la bonne ventilation du caveau avant inhumation et de la réalisation d'éventuels travaux, les inhumations en caveau ne sont autorisées que du mardi au samedi. Cette disposition ne s'applique pas aux caveaux neufs (installés la semaine précédente) dans lesquels aucun corps n'a été inhumé.

Le caveau doit être refermé par le marbrier dès l'opération d'inhumation réalisée.

Il est interdit de procéder à l'ouverture d'une concession par le devant, ceci afin de protéger l'état des allées. Des dérogations pourront être accordées, sur demande écrite, pour les caveaux anciens dont c'est la seule ouverture possible. Dans les autres cas, les opérateurs funéraires devront procéder à l'enlèvement complet du monument, puis à leur repose. Pour tout nouveau monument ou après tout enlèvement complet d'un monument existant l'opérateur funéraire sera tenu d'établir des fondations en béton après tassement de la terre. La mise en place d'une semelle homologuée sera obligatoire avant

que la pose ou repose du monument ne soit autorisée. Lors de la pose de monument, la semelle doit être posée à l'horizontale et au niveau de la surface du sol ou de l'enrobé.

Les pierres verticales ou horizontales, placées sur les terrains concédés doivent porter d'une manière visible la masse et le numéro de la concession.

Ces indications sont à graver dans la pierre ou sur une plaque métallique vissée dans l'angle inférieur droit de la stèle.

Ces informations doivent apparaître sur tout nouveau monument. Si ces mentions ne sont pas présentes sur un monument elles devront y être apportées lors de tous travaux de gravures.

Enfin, la Mairie d'Oullins se réserve le droit d'obliger les opérateurs funéraires à étamper les concessions creusées si ceci s'avère nécessaire, après concertation entre le gardien du cimetière et les opérateurs funéraires.

CHAPITRE 1: DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SEPULTURES EN TERRAIN GENERAL.

Article 20:

Les inhumations en terrain général se feront dans les emplacements et sur les alignements désignés par l'autorité municipale, c'est à dire les masses H , K et L, pour les adultes ou dans la masse J pour les enfants, soit en pleine terre, soit en caveau préfabriqué.

Chaque fosse portera un numéro particulier et ne servira qu'à l'inhumation d'un seul corps. Des autorisations exceptionnelles pourront être accordées pour l'inhumation d'une mère et de son enfant mort-né.

Article 21:

Dans la partie du cimetière affectée au terrain général, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée et distante des autres fosses de 30 cm.

Toutefois, en cas de calamité, de catastrophe ou de tout autre événement qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, les inhumations auront lieu en tranchées pendant une période déterminée.

Article 22:

Un terrain de 2 m de longueur et de 1m de largeur sera affecté à chaque corps d'adulte. Les fosses seront ouvertes suivant les dimensions:

- 2 m de longueur
- 1m de largeur

Le vide sanitaire de 1 mètre s'applique à toutes les concessions en pleine terre, qu'elles soient en terrain général ou dans les autres types de concession

Le sommet du dernier cercueil inhumé dans les concessions pleine terre se situe à 1 mètre en dessous de la surface du sol ou du niveau de la base de la semelle prévue pour la pose de monument. Ce vide sanitaire de 1 mètre s'applique à toutes les concessions en pleine terre, qu'elles soient en terrain général ou dans les autres types de concession

Article 23:

Un terrain de 1,20 m de longueur et de 0,50m de largeur pourra être affecté, au sein du carré des enfants", à l'inhumation des enfants n' ayant pas atteint l'âge de 5 ans. Les enfants de plus de 5 ans sont considérés comme adultes et inhumés dans les conditions de droit commun.

Article 24:

Les inhumations en tranchées, qui seraient prescrites en raison des circonstances exceptionnelles prévues par le présent arrêté, seront effectuées dans des emplacements spéciaux. Les tranchées auront une profondeur de 1,50m et les cercueils seront espacés de 20cm.

Article 25:

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique est interdite dans le terrain général, exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

Article 26:

Les tombes en terrain général pourront recevoir une pierre sépulcre sur autorisation du maire. La commune se charge de l'entourage, et de l'identification de la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Article 27:

En toutes circonstances l'alignement des allées du cimetière devra être respecté.

Article 28:

A l'expiration du délai prévu par la loi, le Maire pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain général. Compte tenu de la nature du terrain, les sépultures ne pourront pas faire l'objet d'une reprise avant que le délai de 5 ans ne se soit écoulé. Préalablement, il en sera fait notification auprès des familles des personnes inhumées.

La décision de reprise sera publiée, et portée à la connaissance du public par voie d'affiches.

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois, à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires, et monuments qu'elles auraient placées sur les sépultures qui les intéressent.

Article 29:

A l'expiration du délai prescrit par le présent arrêté, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires, monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration municipale prendra immédiatement possession du terrain.

Au cours de la période expirant un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise, les familles pourront retirer au dépôt les objets leur appartenant.

L'administration municipale prendra définitivement possession des matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise.

Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

Article 30:

Passé ce délai légal, il pourra être procédé à l'exhumation des corps. Les restes mortels qui seraient retrouvés dans les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire pour être ré inhumés dans un

ossuaire ou incinérés puis dispersés dans le jardin du souvenir. Un registre mentionnera l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire. Les débris de cercueils seront incinérés. Tout bien de valeur retrouvé sera consigné sur le procès verbal de l'exhumation et déposé dans le reliquaire qui sera scellé.

CHAPITRE 2: DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS

Article 31: Acquisition

Les familles désirant obtenir une concession funéraire dans le cimetière d'Oullins doivent s'adresser impérativement, en mairie, au service des affaires générales et juridiques.

Les terrains concédés ne pourront en aucun cas faire l'objet de ventes ou de transactions particulières.

Article 32: Droits de concession

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.

Ces tarifs sont fixés annuellement par une délibération du Conseil Municipal.

Article 33: Droits et obligations des concessionnaires

Un contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

1. une concession ne peut être destinée à d'autres fins qu'à l'inhumation. Peuvent être inhumés dans une concession le concessionnaire, ses ascendants ou descendants, ses alliés. Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance.

Les familles ont le choix entre:

- concession individuelle: pour la personne expressément désignée.
 - concession familiale: pour le concessionnaire et l'ensemble de ses ayants-droits
 - concession nominative: pour les personnes expressément désignées en filiation directe ou sans lien parental, mais avec des liens affectifs. Il est possible d'exclure de ce type de concession un ayant droit direct.
2. Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier, lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveau, le concessionnaire, lors de la signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de 6 mois et y faire transférer dans les 3 mois suivants l'expiration de ce délai le ou les corps qui auraient été provisoirement inhumés au dépositaire.
 3. Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux jours et heures d'ouverture du cimetière au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

Article 34: Type de concessions

Les différents types de concession du cimetière sont les suivants:

- concessions temporaires de 15 ans
- concessions temporaires de 30 ans

Article 35: Renouvellement des concessions temporaires

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité. Le concessionnaire ou les ayants droits pourront encore user de leur droit à renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans.

Passé ce délai, ou à défaut de paiement de la nouvelle redevance à l'expiration de ce délai, la concession fait retour à la ville, après constat de 5 ans minimum d'inhumation pour le dernier corps. La commune pourra procéder aussitôt à un nouveau contrat.

Par ailleurs, le renouvellement sera proposé pour une inhumation dans la concession dans les 5 dernières années de sa durée. Le renouvellement prendra effet à la date d'expiration de la période précédente.

Cependant, le renouvellement d'une concession ne peut intervenir que si le monument est en bon état de propreté, de conservation et de solidité. A défaut, le concessionnaire doit procéder à la remise en état de la tombe avant le renouvellement.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour des motifs de sécurité ou de circulation. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la ville.

Article 36: Rétrocession

Le concessionnaire pourra être admis à rétrocéder à la ville une concession avant échéance de renouvellement, aux conditions suivantes:

1. la rétrocession doit être motivée par l'acquisition d'une concession de plus longue durée ou par un transfert de corps dans une autre commune. Toutefois, le concessionnaire initial, et lui seul, sera admis à rétrocéder une concession de moindre durée.
2. le terrain, caveau ou case, doit être restitué vide de tout corps
3. le prix de la concession est déterminé au prorata du temps qui reste à courir jusqu'à la date d'échéance du contrat.

CHAPITRE 3: DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS

Article 37: Construction

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une autorisation de travaux délivrée par le service des affaires générales de la Mairie d'Oullins.

Les dimensions des caveaux devront être les suivantes: pour une concession simple:

- longueur: 2,30 m
- largeur: 1m

La voûte des caveaux pourra être recouverte soit d'une pierre tombale qui ne pourra présenter une saillie de plus de 30 cm par rapport au niveau du sol, soit d'une stèle.

Les pierres tombales et stèles seront obligatoirement réalisées en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en matériaux inaltérables et éventuellement béton moulé.

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration municipale leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement.

En aucun cas les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

Lors de la pose de monuments funéraires, il est interdit de prendre ancrage sur les murs du cimetière. Aucun monument ne doit y être accolé.

Les pierres verticales ou horizontales, placées sur les terrains concédés doivent porter d'une manière visible la masse et le numéro de la concession.

Ces informations doivent apparaître sur tout nouveau monument. Si ces mentions ne sont pas présentes sur un monument elles devront y être apportées lors de tous travaux de gravures.

Article 38:

Les caveaux en PVC et ou en polymères sont interdits.

Article 39: Obligations

Les concessionnaires, ou leurs entrepreneurs qui veulent construire un caveau ou un monument, doivent:

1. déposer au service affaires générales de la Mairie d'Oullins un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter.
2. demander l'alignement et la délimitation de l'emplacement au gardien du cimetière
3. solliciter une autorisation indiquant la nature et les dimensions des ouvrages
4. faire procéder à un état des lieux avant et après travaux par le gardien du cimetière.

Article 40:

L'administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines, mais elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux, et les dommages causés par les tiers qui pourront en poursuivre la répartition conformément aux règles du droit commun.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents de l'administration municipale, et ce même postérieurement à l'exécution des travaux.

Dans le cas où malgré indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui sont données, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration municipale pourra faire suspendre immédiatement les travaux.

Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'administration municipale, aux frais du contrevenant.

Article 41:

Les fouilles faites pour la construction de caveaux ou monuments concédés devront, par les soins des constructeurs, être défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Article 42:

Aucun dépôt, même momentané, de terre, matériaux et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines, et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément du gardien du cimetière.

Article 43:

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

Les gravats, pierres, devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure qu'ils se produiront, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction. Les terres pourront être stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu du cimetière désigné par le gardien, lorsque ceux ci en feront la demande.

Après l'achèvement des travaux dont le gardien devra en être avisé, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux aux allées ou aux plantations.

En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

Article 44:

Les terrains ayant fait l'objet de concession seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité, faute de quoi l'administration municipale pourra y pourvoir d'office et à leurs frais.

Les plantations ne pourront être faites, et se développer, que dans les limites du terrain concédé, devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage et enfin, elles devront être élaguées dans ce but et, si besoin est, abattues à la première mise en demeure.

Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants-droit.

En raison des dégâts causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre est interdite sur le terrain concédé.

Les vases ou pots ainsi que les fleurs ou plantes ne devront pas faire saillie sur les chemins, sur les passages ou les tombes voisines.

La commune pourra faire enlever les objets funéraires dont le mauvais état d'entretien pourrait être la cause d'accident ou qu'elle jugerait encombrants, gênants pour la circulation ou pouvant porter préjudice à la morale ou à la décence.

Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, un procès verbal sera établi par le gardien du cimetière et une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants -droit. En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de l'administration et aux frais du concessionnaire ou des ayants-droit.

Il est interdit d'entreposer des récipients d'eau derrière les stèles, des arrosoirs étant à disposition des usagers à l'entrée du cimetière. Tout objet entreposé sur le domaine public sera retiré par le gardien s'il venait à compliquer son travail d'entretien du cimetière ou s'il nuisait à l'hygiène ou à la salubrité du lieu.

Le gardien pourra enlever les fleurs coupées déposées sur les tombes lorsque leur état nuira à l'hygiène, la salubrité et le bon ordre.

TITRE 3: OBLIGATIONS PARTICULIERES AUX ENTREPRENEURS

Article 45:

Pour obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux dans le cimetière, l'entrepreneur devra se présenter au service des affaires générales, porteur de la demande d'autorisation dûment signée par le concessionnaire ou ses ayants droit, et par lui-même, ou muni d'un pouvoir signé du concessionnaire ou d'un ayant droit; la vérification du lien de parenté restant à la charge du service des affaires générales.

Article 46: Plans de travaux-indications

L'entrepreneur devra soumettre à l'administration municipale un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer, indiquant:

- les dimensions exactes de l'ouvrage
- les dispositions de mise en sécurité de la zone de travaux
- les matériaux utilisés
- la durée prévue des travaux.

Pour les travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Article 47: Déroulement des travaux –contrôles

Les travaux ne pourront être entrepris que lorsque l'autorisation par la Mairie d'Oullins sera en possession de l'entrepreneur, qui la remettra au gardien du cimetière.

Ce dernier mentionnera sur un registre prévu à cet effet, la date de début des travaux et celle de leur achèvement. En outre, la fin des travaux constatée sera contresignée sur l'autorisation de travaux pour contrôle de conformité. Un état des lieux sera effectué avant et après travaux par le gardien, accompagné, si les travaux ont été menés par un service municipal, d'un représentant de ce service.

Le défaut de signature de la part de l'entrepreneur ou de son préposé emporte acceptation tacite du constat.

Article 48: Périodes

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux périodes suivantes:

- samedi, dimanche, et jours fériés
- fêtes de la Toussaint et/ou Rameaux

Article 49: Dépassements limités

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le représentant de l'administration municipale. En cas de dépassement de ces limites et usurpations au dessus ou en dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée.

Article 50: Etagères

Des étagères peuvent être édifiées dans les caveaux pour servir de supports aux cercueils. Une autorisation de travaux est nécessaire, et le concessionnaire ou l'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions techniques données par le représentant de l'administration municipale.

Article 51: Autorisation de travaux

Les autorisations de travaux délivrées pour la construction de chapelles, pour la pose de monuments, pierres tumulaires et autres signes funéraires, sont données à titre purement administratif et sous réserve des droits des tiers.

La durée de validité des autorisations de travaux est indiquée sur celles-ci. Si les travaux n'ont pas été exécutés dans la période définie une nouvelle demande devra être faite.

Les fondations ne pourront être réalisées qu'après autorisation du gardien. Cette autorisation ne sera donnée qu'une fois que la terre se sera suffisamment tassée. A titre indicatif, on peut estimer qu'il sera nécessaire d'attendre 3 mois après le dernier creusement.

La pose ou repose du monument ne pourra pas avoir lieu immédiatement après la réalisation des fondations un délai minimum d'un mois est imposé.

Les concessionnaires ou les constructeurs demeurent responsables de tous dommages résultant de travaux.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

L'accès au cimetière pourra être refusé à un entrepreneur qui n'aura pas exécuté une mise en demeure (par lettre recommandée avec accusé de réception) de faire des travaux dans les 15 jours ouvrés suivant celle-ci.

Article 52: Inscriptions

Toute demande d'inscription devra être préalablement soumise au service des affaires générales de la Mairie d'Oullins.

Un texte à graver en langue étrangère devra être traduit avant que le maire ne donne son autorisation.

Toute demande de travaux de gravure du nom d'une personne non inhumée dans la sépulture devra être signalée. Il est recommandé que la mention « à la mémoire » ou « in memoriam » précède les nom et prénoms de la personne concernée.

Article 53: Construction gênantes

Toute construction additionnelle (jardinière, dalles de propreté, etc....) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale, laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

Article 54: Outils de levage

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres.

Toutes dispositions devront être prises pour ne pas endommager le revêtement des allées par la mise en place de plaques ou de bastaings sous les points d'appuis des engins.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tous autres instruments, et généralement, de leur causer aucune détérioration.

Article 55: Comblement des excavations

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre (à l'exclusion de tous autres matériaux, tels que pierres, débris de maçonnerie, bois..) bien foulée et bien damée.

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci.

Article 56: Nettoyage et propreté

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts, après les avoir fait constater par le gardien du cimetière, selon les règles de l'art. Dans le cas où ces travaux ne seraient pas correctement exécutés, le coût des réparations leur sera intégralement facturé.

Les mortiers et bétons devront être portés dans des récipients (baquets, brouettes...) et ne jamais être laissés à même le sol. De même, le gâchage, qui est toléré sur place, ne sera exécuté que sur des aires provisoires (planches, tôles...)

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Les débris de matériaux, hors bois de cercueils et terre du cimetière, devront être stockés dans la benne prévue à cet effet. Aucun autre matériau ne devra y être déposé.

Article 57: Dépose de monuments ou de pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, les monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le gardien du cimetière. Le dépôt de monument est interdit dans les allées.

TITRE 4: REGLES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DU CIMETIERE

CHAPITRE 1: REGLES GENERALES D'ORGANISATION

Article 58: Organisation du service

Le service des affaires générales est responsable:

- de la location des concessions funéraires et de leur renouvellement
- du suivi des tarifs de vente
- de la perception des taxes communales
- de la tenue des archives afférentes à ces opérations
- de la police générale des inhumations et des cimetières
- de la gestion du personnel du pôle cimetière administratif, comprenant également le gardien du cimetière.

Article 59: Fonctions du personnel attaché au cimetière

Le gardien du cimetière exerce une surveillance générale du cimetière d'Oullins. Il assume la responsabilité de l'application du règlement en vue d'assurer les opérations funéraires dans les conditions de décence requises. Il veille, en outre, au respect de la police générale du cimetière. Les conservateurs et fossoyeurs sont placés sous l'autorité directe du gardien. Ils sont tenus d'assurer ou de contrôler en général, dans les conditions de délais et de décence requises, toutes les opérations nécessitées dans le cadre des inhumations et exhumations, à savoir :

- creusement de fosse ou ouverture de caveau ou case de columbarium
- descente des cercueils dans les fosses ou caveaux
- en cas d'exhumation, extraction de cercueil, réduction de corps, transfert de cercueils, ré-inhumation, transfert des restes à l'ossuaire, dépôt des bois de cercueil dans la benne prévue à cet effet.
- comblement des fosses ou fermeture de caveaux ou cases de columbarium.

Il doit en outre exercer une surveillance du cimetière au cours de leurs travaux et signaler à sa hiérarchie toute anomalie constatée sur les allées, monuments construits ou en construction.

Il est en outre à la disposition municipale pour tous autres travaux ponctuels qui seraient nécessités par les opérations d'inhumation, d'exhumation ou d'hygiène publique de tous les cimetières.

Enfin, le gardien est chargé d'assurer la propreté du cimetière (entretien régulier des allées, suppression des pousses d'arbres sortant des allées). Le service espaces verts, quant à lui, est chargé de l'entretien des espaces verts (columbarium et espaces aménagés) et de l'entretien et arrosage régulier de la haie végétale du côté de Saint Thomas d'Aquin.

Article 60: Obligations du personnel du cimetière

Il est interdit à tous les agents municipaux appelés à travailler dans le cimetière, sous peine de sanction disciplinaire et sans préjudice des poursuites de droit de commun:

- de s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funèbres hors l'entretien du cimetière ou dans le commerce de tous objets participant à l'entretien ou à l'ornementation des tombes.
- de s'approprier tout matériau ou objet provenant de concessions expirées ou non
- de solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire, ou rétribution quelconque
- de tenir toute conversation ou d'adopter toute attitude ou tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer les tiers.

L'agent qui ne respecterait pas ces consignes serait passible de sanctions, conformément à la loi.

Article 61: Registre des réclamations

Un registre spécial, destiné à recevoir les réclamations et observations sera constamment tenu à disposition des familles auprès du gardien.

Toute personne a le droit d'y consigner ou de faire consigner des plaintes et observations concernant tant le service du cimetière que celui des entreprises de pompes funèbres. Pour qu'il y soit donné suite, les réclamations devront être signées lisiblement et indiquer l'adresse de leur auteur. Il ne sera pas tenu compte des plaintes anonymes. Les réclamations devront être transmises dans la semaine au service affaires générales.

CHAPITRE 2: REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

Article 62: Demande exhumation

Aucune exhumation ou ré-inhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du Maire.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre du cimetière, de la décence ou de la salubrité publique.

En règle générale, un refus à une exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique.

La demande d'exhumation devra être formulée par les plus proches parents du défunt. En cas de désaccord entre eux, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

Article 63: Exécution des opérations d'exhumation

Les exhumations ont lieu avant 9h du matin. Elles se dérouleront en présence des personnes ayant qualité pour y assister sous la surveillance du gardien du cimetière, et en présence du commissaire de police ou de son représentant. Si le parent ou le mandataire dûment avisé du jour et de l'heure où doit avoir lieu l'exhumation n'est pas présent, l'opération n'a pas lieu mais les vacations restent dues.

Les familles supportent la dépense résultant du déplacement des signes funéraires, du renouvellement des cercueils et de l'emploi des moyens de désinfection jugé nécessaire par l'administration.

Lorsque l'exhumation est motivée par le transfert du corps dans le cimetière d'une autre commune, et en général à chaque fois qu'elle s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

Aucune autorisation de transfert ou de récupération de monument ne sera autorisée si les corps ne sont pas également exhumés.

Article 64: Mesures d'hygiène

Les personnes chargées de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition par leur employeur (vêtements, produits de désinfection, etc....) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiène.

Les bois de cercueils seront déposés dans une benne hermétique mise à la disposition des opérateurs funéraires, puis incinérés.

Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée – un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession- et seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet.

Si un bien de valeur est trouvé, il sera placé dans le reliquaire et notification en sera faite au procès verbal.

Un registre spécial ossuaire enregistre l'ensemble des coordonnées de la sépulture.

Article 65: Ouverture des cercueils

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil, et ré-inhumé pour une période minimum de 5ans. Si le corps peut être réduit, il sera placé dans un reliquaire. Ce reliquaire sera ré-inhumé dans la même sépulture, ou transporté dans un autre cimetière hors de la commune, ou incinéré ou déposé à l'ossuaire en cas de reprise de sépulture.

Article 66: Exhumations et ré-inhumations

L'exhumation des corps inhumés en terrain communal ne peut être autorisée que si la ré-inhumation a lieu dans un terrain concédé, un caveau de famille ou dans le cimetière d'une autre commune. Aucune exhumation de concession familiale, nominative ou individuelle ne sera autorisée suite à la demande d'un ou des ayants droits, dont la seule motivation serait de récupérer des emplacements dans la sépulture, en demandant de déposer les restes mortels à l'ossuaire communal.

Article 67: Exhumations sur requêtes des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception de ceux relatifs aux mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui leur seront données. Ces exhumations n'ouvrent pas droit à vacation de police.

CHAPITRE 3: REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS

Article 68:

La réunion de corps dans les nouveaux caveaux ne pourra être faite, qu'après autorisation du maire, sur la demande de la famille, et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas précisé dans l'acte de concessions les noms des personnes dont ils autorisaient l'inhumation dans la sépulture, à l'exclusion de toutes autres, ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Article 69:

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation de ces corps à la condition que ces corps puissent être réduits.

Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation qu'après un an ferme d'inhumation.

La réduction des corps dans les caveaux ne pourra être faite que dans les conditions définies ci-dessus pour les exhumations.

CHAPITRE 4: REGLES APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE DU CIMETIERE

Article 70:

Un columbarium et des concessions cinéraires et un jardin du souvenir sont mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes et d'y répandre les cendres.

Le columbarium est divisé en cases destinées à recevoir les urnes cinéraires. Ces cases ne peuvent être attribuées à l'avance. Elles sont concédées s'il y a lieu aux familles au moment du dépôt de la demande de crémation.

Article 71:

Le columbarium est destiné exclusivement au dépôt d'urnes cinéraires. Par mesure de sécurité les plaques seront scellées. Le columbarium est placé sous l'autorité et la surveillance du gardien et du service des affaires générales, qui tient un registre spécial à cet effet.

Il est interdit de déposer des fleurs ou tout autre objet dans l'enceinte et au pied des cases concédées, sauf durant la période de la Toussaint fixée chaque année par arrêté. Cette période écoulée, le gardien du cimetière sera chargé de procéder à leur enlèvement.

Article 72:

Les cases de columbarium sont attribuées pour une durée de 15 ou 30 ans.

Article 73:

Le dépôt des urnes est assuré par une entreprise habilitée et sous le contrôle du gardien.

Article 74:

Les cases de columbarium sont fermées par des plaques laissées au choix des familles ainsi que la gravure, après autorisation du service des affaires générales. Les familles s'adressent au marbrier de leur choix.

Article 75:

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium ou de la sépulture où elles ont été inhumées sans une autorisation spéciale de l'administration municipale. Cette autorisation doit être demandée par écrit. Les conditions de renouvellement de concession de cases et de reprise de celles-ci sont les mêmes que celles applicables aux concessions dites traditionnelles.

Article 76:

Un jardin du souvenir est prévu pour la dispersion des cendres à l'intention des personnes qui en ont manifesté la volonté.

Il est entretenu et décoré par les soins de la ville. Les cendres sont dispersées par les familles ou les opérateurs funéraires de leur choix, à l'exclusion d'un agent communal de la Mairie d'Oullins. Le gardien du cimetière contrôle cette dispersion.

Aucune dispersion ailleurs qu'au jardin du souvenir ne sera tolérée sous peine de poursuite.

Un registre spécial au jardin du souvenir est tenu par le service des affaires générales.

Article 77:

Si une famille souhaite sceller une urne funéraire sur son monument elle devra en adresser la demande en mairie qui lui fixera les conditions de sécurité requises.

Article 78:

Les cendres non réclamées par les familles après le non renouvellement de la concession cinéraire, dans un délai de un an et un jour après le délai légal de deux ans, sont dispersées dans le jardin du souvenir. L'urne deviendra propriété définitive de la commune si elle n'a pas été réclamée par la famille.

L'attribution de la case pourra être renouvelée à l'expiration de la période de 15 ans ou de 30 ans.

CHAPITRE 5: REGLES APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES

Article 79:

Le caveau provisoire existant dans le cimetière peut recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites ou qui doivent être transportés hors de la ville.

Le dépôt des corps dans le caveau provisoire ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par un membre de la famille ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet, et avec une autorisation délivrée par le Maire.

Article 80:

Les cercueils contenant les corps devront, suivant les causes de décès et la durée du séjour, réunir les conditions imposées par la législation.

Au cas où des émanations de gaz seraient détectées, le Maire, par mesure d'hygiène et de police, pourra prescrire la pose d'un cercueil hermétique avec filtres épurateurs ou l'inhumation provisoire aux frais des familles dans les terrains qui leur seraient destinés, ou à défaut, dans le terrain communal.

Article 81:

L'enlèvement des corps placés dans le caveau provisoire ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations. Une vacation de police sera exigée à l'entrée et à la sortie du caveau provisoire.

Article 82:

Tout corps déposé dans le caveau provisoire est assujéti à un droit de séjour. Ce tarif est fixé par décision du Conseil Municipal.

Il est tenu à la Mairie, au service des affaires générales, un registre indiquant les entrées et les sorties des corps dont le dépôt aura été autorisé. La durée des dépôts est fixée à trois mois. Cette durée peut être reconduite une fois sur demande de la famille. Au delà, le Maire pourra décider d'inhumer le corps d'office en terrain commun aux frais de la famille.

CHAPITRE 6:DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DU CIMETIERE

Article 83:

Le gardien du cimetière doit veiller à l'application de toutes les lois et réglementations concernant la police du cimetière, et prendre toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation de toutes les opérations effectuées à l'intérieur du cimetière. Tout incident doit être signalé à la Mairie d'Oullins le plus rapidement possible.

Article 84:

Est abrogé le règlement antérieur.

Article 85:

Les tarifs des concessions, des cases en columbarium, etc... établis par le conseil municipal, sont tenus à la disposition des administrés, au service des affaires générales de la Mairie d'Oullins, et affichés au cimetière d'Oullins.

Article 86:

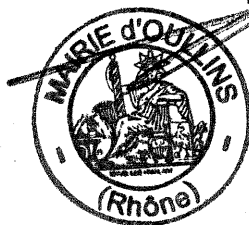
Toute infraction au présent règlement sera constatée sur place par le gardien, et les contrevenants poursuivis conformément aux législations et règlements en vigueur.

M. le Directeur Général des Services et M. Le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Oullins, le 28 novembre 2008

François-Noël BUFFET

Sénateur- Maire



CM/08-20

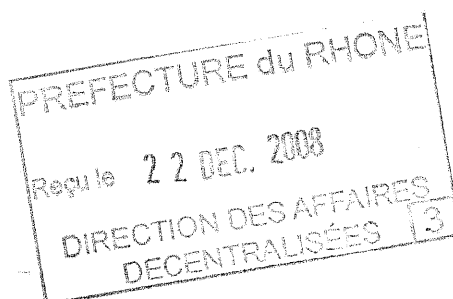
ARRETE DU MAIRE

Objet : DELEGATION DE SIGNATURE

Le Sénateur-Maire d'Oullins,

VU l'article L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

ARRETE



ARTICLE I

Monsieur Philippe LOCATELLI, deuxième Adjoint, reçoit délégation pour signer tous les actes et documents relatifs au fonctionnement des services municipaux à la place de Monsieur François-Noël BUFFET, Maire, absent pour la période du 29 décembre 2008 à 0 heure au 02 janvier 2009 à 24 heures.

ARTICLE II

Le Directeur Général des Services de la ville d'Oullins et le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE III

Le présent arrêté sera transmis en Préfecture du Rhône et porté au registre.

ARTICLE IV

Ampliation sera transmise à l'intéressée.

Fait à Oullins le 22 décembre 2008

Le Sénateur-Maire

François-Noël BUFFET



Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Maire

Hôtel de ville - BP 87 - 69923 OULLINS cedex 12 - téléphone 04 72 39 73 13 - télécopie 04 78 50 81 78
site internet www.ville-oullins.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA CAMILLE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la société **APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL ;**

Considérant que pour faciliter des **travaux de construction d'îlots séparateurs en axe de chaussée** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA CAMILLE du carrefour Léon Bourgeois au carrefour de la rue Francisque Jomard**, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA CAMILLE du carrefour Léon Bourgeois au carrefour de la rue Francisque Jomard, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h,
- La circulation sera alternée et gérer soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte, si nécessaire.

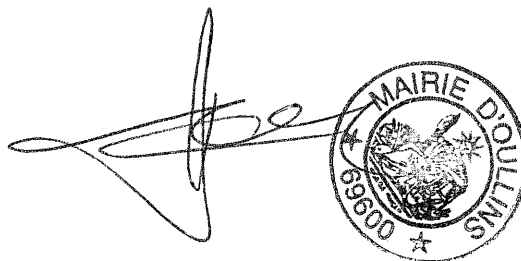
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société **APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VICTOR HUGO

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **Madame GUERIN Patricia, 22 rue Victor Hugo, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **un déménagement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE VICTOR HUGO AU NUMERO 22**, le samedi 18 octobre 2008 de 8 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondant à cette opération sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE VICTOR HUGO entre la rue TUPIN et la rue de la CAMILLE**, le samedi 18 octobre 2008 de 8 heures à 19 heures.

DEVIATION:

La déviation se fera par la rue Tupin, puis la Grande Rue, pour rejoindre la rue de la Camille. Le pétitionnaire devra mettre en place la signalisation adéquate au bon déroulement de son opération.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra s'effectuée avant 8 heures.

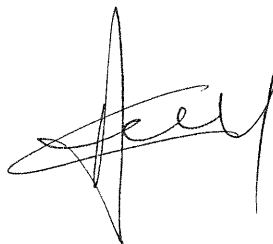
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame GUERIN Patricia, 22 rue Victor Hugo, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VICTOR HUGO

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **Madame Bernadette DUPIN, 20 rue Victor Hugo, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **un déménagement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE VICTOR HUGO AU NUMERO 20, le dimanche 12 octobre 2008 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondant à cette opération sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE VICTOR HUGO** entre la rue TUPIN et la rue de la CAMILLE, le dimanche 12 octobre 2008 de 10 heures à 17 heures.

DEVIATION:

La déviation se fera par la rue Tupin, puis la Grande Rue, pour rejoindre la rue de la Camille. Le pétitionnaire devra mettre en place la signalisation adéquate au bon déroulement de son opération.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6: Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame Bernadette DUPIN, 20 rue Victor Hugo, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE NARCISSE BERTHOLEY

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de reprise de bordure, réfection de tranchée et préparation pour le tapis** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE NARCISSE BERTHOLEY du boulevard Emile Zola à la rue de la Commune de Paris, suivant l'avancement du chantier, du lundi 13 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" "AINSI QUE LA SIGNALISATION CORRESPONDANTE AUX DEVIATIONS", sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, selon les besoins du chantier, RUE NARCISSE BERTHOLEY du boulevard Emile Zola à la rue de la Commune de Paris, du lundi 13 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 suivant l'avancement des travaux.

DEVIATION :

La déviation sera assurée, suivant l'avancement des travaux, par la Grande Rue, la rue Marceau ou la rue Fleury, pour rejoindre la rue Narcisse Bertholey.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5: Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

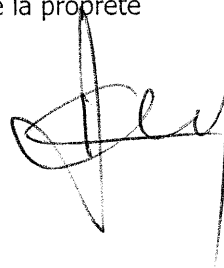
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL.**

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE ORSEL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS pour le compte de GRDF**

Considérant que pour faciliter **des travaux de renouvellement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE ORSEL entre la rue Charton et la Route départementale 50, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 31 octobre 2008 suivant l'avancement des travaux :**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE ORSEL entre la rue Charton et la Route départementale 50, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 31 octobre 2008 suivant l'avancement des travaux :**

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

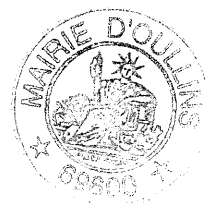
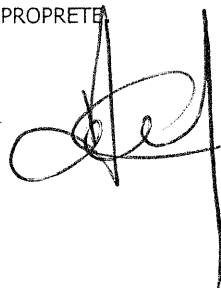
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 7 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DU PERRON ENTRE LE NUMERO 56 ET LE NUMERO 96

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la **Mairie d'Oullins, place Roger SALENGRO 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **la vente de plantes** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU PERRON entre les numéros 56 et le numéro 96 coté pair, du samedi 25 octobre 2008 au dimanche 2 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique de la ville devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE DU PERRON** entre les numéros 56 et le numéro 96, du samedi 25 octobre 2008 au dimanche 2 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures :

La chaussée sera rétrécie

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

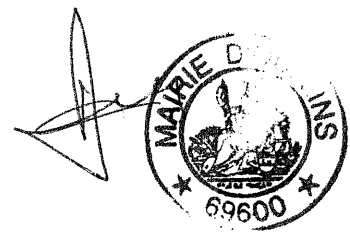
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du centre technique de la ville

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : CREATION DE PASSAGE PIETON PROVISOIRE

RUE PIERRE SEMARD : ENTRE LE NUMERO 31 ET LE NUMERO 33

ARRETE TEMPORAIRE SUR ROUTE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **LA VILLE D'OULLINS;**

Considérant que pour faciliter **la traversée des piétons lors des travaux de la médiathèque** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue Pierre SEMARD entre les numéros 31 et le numéro 33 coté impair, pendant la période des travaux de la médiathèque**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 1 : **Création d'un passage piéton provisoire, rue Pierre SEMARD au droit du numéro 31, pendant la période des travaux de la médiathèque**

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence **de l'entreprise RIBIERE**, chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **POSE D'UN PANNEAU STOP RUE LOUIS NORMAND A L'INTERSECTION
AVEC L'AVENUE JEAN JAURES**

ARRETE PERMANENT SUR ROUTE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **LA VILLE D'OULLINS;**

Considérant que pour améliorer la circulation rue Louis NORMAND et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

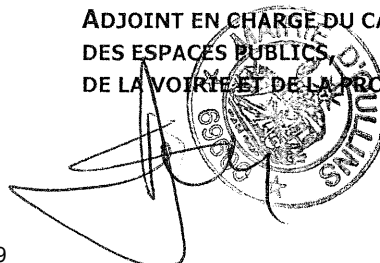
ARTICLE 1 : Mise en place d'un signal STOP sur la rue Louis NORMAND à l'intersection avec l'avenue Jean JAURES. Les conducteurs circulant rue Louis NORMAND doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, ils doivent céder le passage aux véhicules circulant sur l'avenue Jean JAURES et ne s'engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence **du grand Lyon V.T.P.O,** chargé des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

GRANDE RUE AU NUMERO 22

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS pour le compte de GRDF**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, GRANDE RUE AU NUMERO 22, du lundi 13 octobre 2008 au jeudi 6 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : GRANDE RUE AU DROIT DU CHANTIER, du lundi 13 octobre 2008 au jeudi 6 novembre 2008 inclus :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

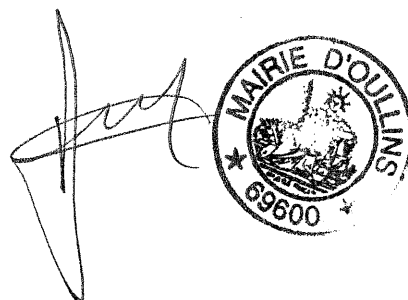
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Christian Ambard', written over a circular official seal. The seal is for the 'MAIRIE D'OULLINS' and includes the postal code '69600'. The seal features a central emblem with a sun and a building, surrounded by the text 'MAIRIE D'OULLINS' and '69600'.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA SARRA

ARRETE PERMANENT SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de **la Mairie d'Oullins, place Roger SALENGRO 69600 OULLINS ;**

ARRETONS

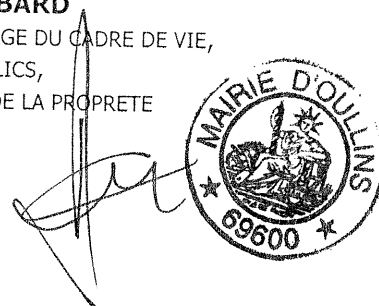
ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge l'arrête N° AV/97-59 concernant la desserte devant le numéro 3 de la rue de la SARRA

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur, aux frais et à la diligence du grand Lyon V.T.P.O, chargé des travaux.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 77

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **Monsieur DALON Jean-Yves, SCI 77 rue de la République, 69600 OULLINS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 77**, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 24 octobre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux la signalisation correspondante à ce chantier dont le panneau " piétons prenez le trottoir d'en face" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 :RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 77, du lundi 20 octobre 2008 au vendredi 24 octobre 2008 inclus :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

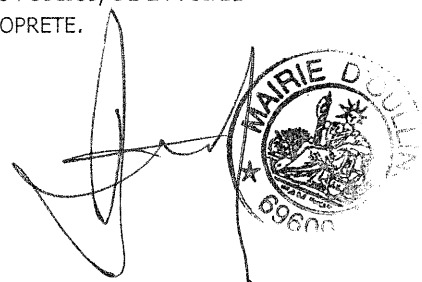
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **Monsieur DALON Jean-Yves, SCI 77 rue de la République, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'C. Ambard', written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE D'OULLINS' at the top and '69600' at the bottom, with a central emblem featuring a star and a figure.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
A R R Ê T E D U M A I R E

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PUIITS DE LA SARRA

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **DEMENAGEMENTS GONNET, 253 avenue Berthelot, 69008 LYON ;**

Considérant que pour faciliter **un déménagement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE DU PUIITS DE LA SARRA AU DROIT DU NUMERO 2, 69600 Oullins, le jeudi 23 octobre 2008 de 12 heures à 17 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DU PUIITS DE LA SARRA AU DROIT DU NUMERO 2, 69600 Oullins, le jeudi 23 octobre 2008 de 12 heures à 17 heures.**

ARTICLE 3 :

DEVIATION : La déviation sera assurée par la rue de la SARRA. Le pétitionnaire devra mettre en place la signalisation adéquate au bon déroulement de son opération.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise DEMENAGEMENTS GONNET, 253 avenue Berthelot, 69008 LYON.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PERRON AU NUMERO 3**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux pour une fuite sur un branchement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU PERRON au numéro 3, le lundi 20 octobre 2008 de 9 heures à 16 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU PERRON entre la Grande rue et la rue Raspail :

La circulation sera interdite le lundi 20 octobre 2008 de 9 heures à 16 heures.

DEVIATION: La déviation se fera par la rue Jean Jacques Rousseau, puis la rue Raspail pour rejoindre la rue du Perron.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 9 heures.

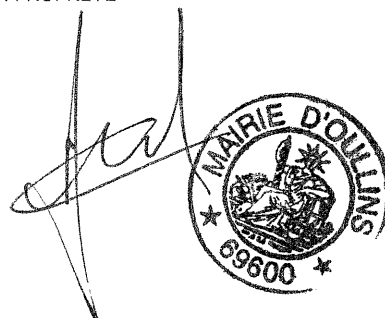
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA GLACIERE ANGLE RUE FRANCISQUE JOMARD

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **GAUTHEY, 6 rue Georges Méliès, 69680 CHASSIEU ;**

Considérant que pour faciliter des **travaux de terrassement pour pose d'un réseau H.T.A.** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA GLACIERE ANGLE RUE FRANCISQUE JOMARD**, du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 28 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **RUE DE LA GLACIERE ANGLE RUE FRANCISQUE JOMARD**, du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 28 novembre 2008 inclus :

La chaussée sera rétrécie

La vitesse sera limitée à 30km/h.

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

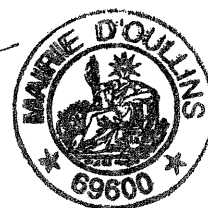
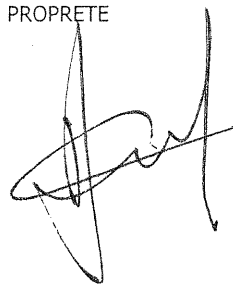
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **GAUTHEY, 6 rue Georges Méliès, 69680 CHASSIEU.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE VOLTAIRE AU NUMERO 2

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **GERARD MURE, 41 route de la Libération, 69110 STE FOY LES LYON ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de rénovation de toiture** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE VOLTAIRE au droit du numéro 2, 69600 OULLINS, le jeudi 23 octobre 2008 de 8 heures à 10 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE VOLTAIRE, de la place Anatole France à la Grande rue :
La circulation sera interdite le jeudi 23 octobre 2008 de 8 heures à 10 heures.

DEVIATION : La déviation se fera par la rue Victor Hugo, la rue Tupin ou la rue de la Camille pour rejoindre la Grande Rue.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

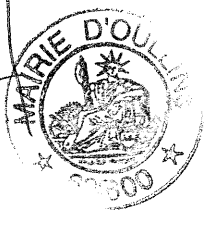
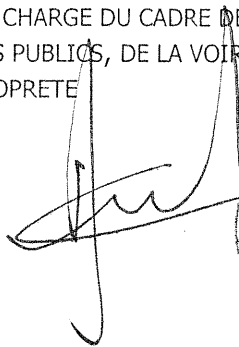
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **GERARD MURE, 41 route de la Libération, 69110 STE FOY LES LYON.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

PLACE ANATOLE FRANCE AU NUMERO 1

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SITA MOS - MEDISITA 200, Avenue Francis de Pressensé 69200 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **une opération de collecte des seringues usagées le samedi 8 novembre matin** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **PLACE ANATOLE France à Oullins, en face du n°1 sur 3 places de stationnement en épis, du vendredi 7 novembre 2008 à 18 heures au samedi 8 novembre 2008 à 12 heures 30.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule de l'entreprise SITA MOS - MEDISITA sera placé en stationnement autorisé **PLACE ANATOLE France à Oullins, en face du n°1 sur 3 places de stationnement en épis, le samedi 8 novembre 2008 de 7 heures 30 à 12 heures 30.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence des **services techniques de la Ville d'OULLINS – Hôtel de Ville –BP 87 – 69923 OULLINS cedex.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 20 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

N° AV/2008-277

annule et remplace

FETE DES LUMIERES

LUNDI 8 DECEMBRE 2008

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
GRANDE RUE DE LA RUE DE LA CAMILLE A LA RUE FLEURY, RUE VOLTAIRE, RUE
ETIENNE DOLET ET RUE DU PERRON

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486 ET VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la ville d'Oullins,**

Considérant que pour permettre le bon déroulement de **la Fête des Lumières, le lundi 8 décembre 2008** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : LE STATIONNEMENT SERA INTERDIT GENANT sauf véhicules autorisés:

- **Grande Rue**, de la rue du Perron à la rue J.J Rousseau le lundi 8 décembre 2008 de 14 heures à 23 heures.
- **Rue Etienne Dolet**, le lundi 8 décembre 2008 cotés pairs et impairs du numéro 6 à la Grande Rue de 17 heures à 23 heures.
- **Rue du Perron aux numéros 4-6 sur 10 mètres** du dimanche 7 décembre 2008 00heure au mardi 9 décembre 2008 12 heures

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LA CIRCULATION SERA INTERDITE Le lundi 8 décembre 2008 de 17 heures à 23 heures :

- **Grande Rue:**- Entre la rue Fleury et la rue Tupin dans le sens montant
- Entre la rue de la Camille et la rue Fleury dans le sens descendant
- **Rue Voltaire**, de la place Anatole France à la Grande Rue
- **Rue Etienne Dolet**, sauf aux taxis de la station "Hôtel de Ville" qui seront autorisés à remonter la rue Etienne Dolet à contre-sens.

Déviations VL :

- **SENS LYON – SAINT GENIS :** les véhicules emprunteront la rue Fleury, la rue Narcisse Bertholey, la rue Victor Hugo, et rue de la Camille, pour rejoindre la grande Rue.
- **SENS BRIGNAIS – LYON :** les véhicules emprunteront la rue de la Camille, le chemin du Buisset, le boulevard Emile Zola, pour rejoindre la grande Rue.

Les véhicules venant des **rues Pasteur – Commune de Paris** et **Narcisse Bertholey** seront déviés par la rue Victor Hugo pour rejoindre la rue de la Camille;

Déviations PL et transports en commun:

- **SENS LYON – SAINT GENIS :** Les véhicules emprunteront le boulevard Emile Zola, le boulevard de l'yzeron, la rue Ferrer, la rue du Buisset puis la rue de la Camille pour rejoindre la grande Rue.
- **SENS BRIGNAIS – LYON :** les véhicules emprunteront la rue de la Camille, le chemin du Buisset, le boulevard Emile Zola, pour rejoindre la grande Rue.

ARTICLE 3 :-les véhicules venants de la rue de la Sarra seront obligés de tourner à gauche durant la fermeture de la grande Rue en laissant la priorité aux véhicules montants.

-les véhicules venants de la rue Tupin seront obligés de tourner à droite durant la fermeture de la grande Rue.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui leur seront accordée.

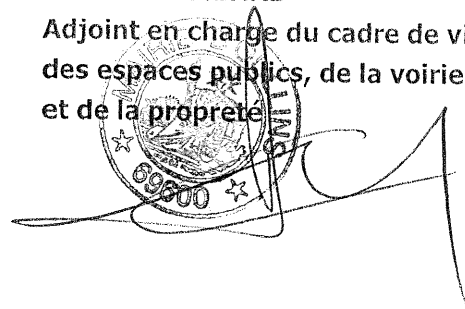
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **des Services Techniques de la ville d'Oullins**.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 6 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

**RUE CHARLES FOURRIER ENTRE LA RUE CLAUDE MICHEL ET LE RUE DE LA
BUSSIÈRE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande du Grand LYON assainissement

Considérant que pour faciliter **des travaux d'assainissement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE Charles Fourier entre la Rue Claude Michel et la rue de la Bussière cotés pairs et impairs, du mercredi 22 octobre 2008 au vendredi 24 octobre 2008 de 7 heures à 18heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique de la ville devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE Charles Fourier entre la Rue Claude Michel et la rue de la Bussière, **du mercredi 22 octobre 2008 au vendredi 24 octobre 2008 de 7 heures à 18heures.**

LA CIRCULATION SERA INTERDITE sauf pour les riverains

DEVIATION:

- les véhicules venants de la rue Francisque Jomard emprunteront la rue Claude Michel puis la rue Berthelot pour rejoindre la rue de la Bussière
- les véhicules venants du boulevard Emile Zola emprunteront la rue de la Bussière puis la rue Berthelot pour rejoindre la rue Claude Michel

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

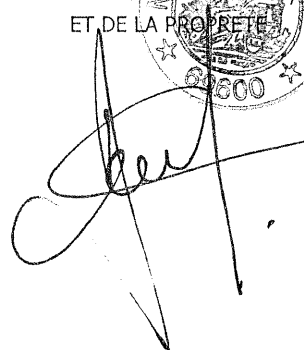
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du Grand LYON assainissement

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp features a star and the number 2000. The signature is fluid and extends across the stamp.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE VOLTAIRE ANGLE RUE VICTOR HUGO
RUE NARCISSE BERTHOLEY ANGLE RUE DE LA COMMUNE DE PARIS

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **GAUTHEY, 6 rue Georges Méliès, 69680 CHASSIEU ;**

Considérant que pour faciliter des **travaux de raccordement des câbles H.T.A.** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, le lundi 27 octobre 2008 et le mercredi 29 octobre 2008 inclus :

- **RUE VOLTAIRE ANGLE RUE VICTOR HUGO ;**
- **RUE NARCISSE BERTHOLEY ANGLE RUE DE LA COMMUNE DE PARIS.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : le lundi 27 octobre 2008 et le mercredi 29 octobre 2008 inclus :

- **RUE VOLTAIRE ANGLE RUE VICTOR HUGO ;**

- **RUE NARCISSE BERTHOLEY ANGLE RUE DE LA COMMUNE DE PARIS:**

La chaussée sera rétrécie

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

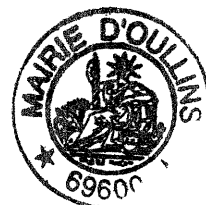
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **GAUTHEY, 6 rue Georges Méliès, 69680 CHASSIEU.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD ANGLE GRANDE RUE COTE IMPAIR**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise APIA route de Marcilly 41 Selles st Denis;**

Considérant que pour faciliter **le déchargement de mobilier** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD angle grande Rue, coté impair, le lundi 27 octobre 2008 de 5 heures à 6 heures

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD angle grande Rue coté impair le lundi 27 octobre 2008 de 5 heures à 6 heures

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

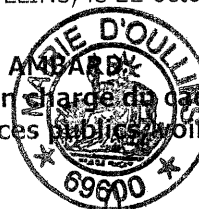
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise APIA route de Marcilly 41 Selles st Denis.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 octobre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, voirie et propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la société APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL,**

Considérant que pour faciliter **la réfection de la chaussée** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 31 octobre 2008 inclus de 6 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondants à cette opération" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue de la République entre la rue Charton et la rue Louis Aulagne du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 31 octobre 2008 inclus.

-La circulation sera rétrécie

-la vitesse limitée à 30 Km/h

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

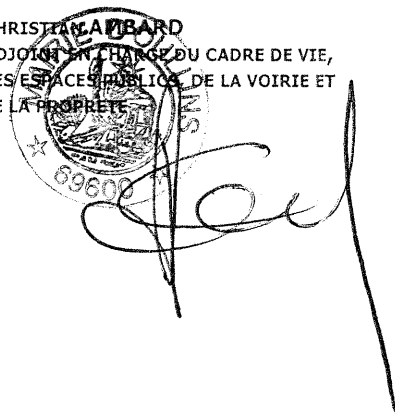
ARTICLE 5 : Les lieux du marché de la création devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement à la fin de la manifestation. Aucun dépôt de matériaux ne devra être laissé sur place.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société APPIA 90, rue des sources 69530 SAINT GENIS LAVAL.**

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2008

CHRISTIAN LABARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET
DE LA PROPRETE

A circular official stamp is partially visible behind the signature. The stamp contains the text "VILLE D'OULLINS" at the top, "2008" in the center, and "89600" at the bottom. The signature is written in black ink over the stamp.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA CONVENTION AU NUMERO 38

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX pour le compte du SIGERLY ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de suppression de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE DE LA CONVENTION au numéro 38, du lundi 27 octobre 2008 au samedi 1^{er} novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondante à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA CONVENTION au numéro 38, du lundi 27 octobre 2008 au samedi 1^{er} novembre 2008 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

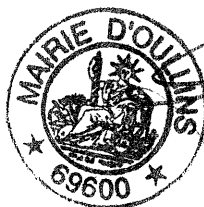
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE TUPIN

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **l'entreprise GEM3, Parc affaires Brignais 2000, Route de Lyon, 69530 BRIGNAIS ;**

Considérant que pour faciliter des travaux de rénovation intérieure pour un immeuble en rénovation, et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE TUPIN AU NUMERO 43**, le vendredi 14 novembre 2008 de 8 heures 30 à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite **RUE TUPIN du numéro 45 à la Grande Rue**, le vendredi 14 novembre 2008 de 8 heures 30 à 12 heures.

DEVIATION :

La déviation sera assurée par la rue Victor Hugo.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères devra s'effectuer avant 8 heures.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

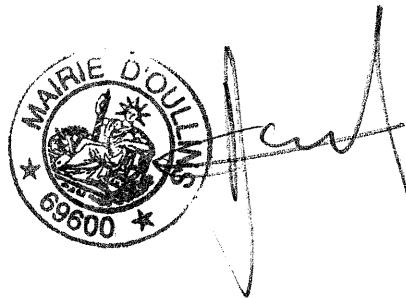
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise GEM3, Parc affaires Brignais 2000, Route de Lyon, 69530 BRIGNAIS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, voirie et propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

GRANDE RUE ENTRE LA RUE DU PRAS ET LA RUE EMILE ZOL
CHEMIN DE CHASSAGNES ENTRE LE CHEMIN DE FONTANIERE ET LA GRANDE RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX pour le compte du SIGERLY ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de dissimulation de réseau et dépose des poteaux bétons** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant : du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 7 novembre 2008 :

- **GRANDE RUE** entre la rue du Pras et la rue Emile Zola .
- **CHEMIN DE CHASSAGNES** entre le chemin de Fontanières et la Grande Rue.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondante à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 7 novembre 2008 :

- **GRANDE RUE** entre la rue du Pras et la rue Emile Zola .
- **CHEMIN DE CHASSAGNES** entre le chemin de Fontanières et la Grande Rue :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

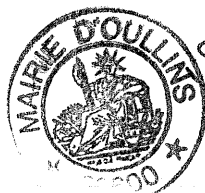
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 23 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT

IMPASSE JEAN JAURES

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **du GRAND LYON – SUBDIVISION DE COLLECTE NET 5 - 20, rue du Lac – BP 3103 69399 Lyon Cedex 03;**

Considérant que pour faciliter **une opération de nettoyage des trottoirs et de la voirie de l'impasse Jean Jaurès le mercredi 5 novembre** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit **IMPASSE JEAN JAURES à Oullins, le mercredi 5 novembre toute la journée.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

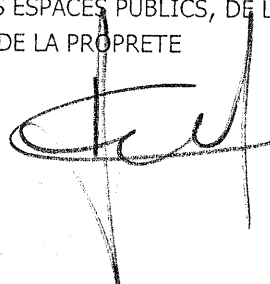
ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **du GRAND LYON – SUBDIVISION DE COLLECTE NET 5 - 20, rue du Lac – BP 3103 69399 Lyon Cedex 03.**

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 24 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ambard', written over a faint circular stamp.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

BOULEVARD EMILE ZOLA

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **Screg Sud Est, Agence de Lyon, 19 rue des Tâches, BP 647, 69805 Saint Priest, pour le compte du Département du Rhône;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de remise à la cote de tampons et bouches à clés** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **BOULEVARD EMILE ZOLA, côté pair et impair, au droit des numéros 75 et du 58 sur 10 m**, du lundi 3 novembre 2008 au mercredi 5 novembre 2008 inclus suivant l'avancement des travaux.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Boulevard E. Zola au droit du chantier :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Les feux tricolores des intersections de rues pourront être mis au clignotant à la seule demande de l'entreprise auprès du Service Gestion du Trafic du Grand Lyon au numéro de téléphone 04.78.63.47.80 ou au numéro de fax. 04.78.63.47.98

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **Screg Sud Est, Agence de Lyon, 19 rue des Tâches, BP 647, 69805 Saint Priest**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 Octobre 2008.

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU PERRON AU NUMERO 3**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise de **la SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS ;**

Considérant que pour faciliter **la reprise d'une fuite sur la canalisation d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DU PERRON au droit du numéro 3, le vendredi 7 novembre 2008 de 9 heures à 12 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DU PERRON au droit du numéro 3

La circulation sera interdite le vendredi 7 novembre 2008 de 9 heures à 12 heures.

DEVIATION: La déviation se fera par la rue Jean Jacques Rousseau, puis la rue Raspail pour rejoindre la rue du Perron.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON , RUE FERRER, CHEMIN DU BUISSET, RUE LAFAYETTE,
CHEMIN DE LA CADIERE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **la MAIRIE D'OULLINS** ;

Considérant que pour faciliter **la circulation** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **du dimanche 2 novembre 2008 jusqu'à nouvel ordre**

-boulevard de l'Yzeron

-rue Ferrer

-rue Lafayette entre le boulevard Emile Zola et le boulevard de l'Yzeron

-chemin du Buisset entre le boulevard Emile Zola et le boulevard de l'Yzeron

-chemin de la Cadiere entre le boulevard Emile Zola et rue Fernand Forest

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : CIRCULATION INTERDITE du dimanche 2 novembre 2008 jusqu'à nouvel ordre

-boulevard de l'Yzeron

-rue Ferrer

-rue Lafayette entre le boulevard Emile Zola et le boulevard de l'Yzeron

-chemin du Buisset entre le boulevard Emile Zola et le boulevard de l'Yzeron

-chemin de la Cadiere entre le boulevard Emile Zola et rue Fernand Forest

DEVIATION:

- La déviation du boulevard de L'Yzeron se fera par le boulevard Emile Zola
- La déviation du chemin de la Cadière se fera par le boulevard Emile Zola, la grande Rue et le chemin des Chassagnes

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

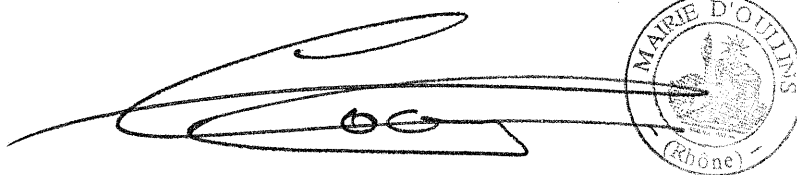
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Maire d'OULLINS**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 novembre 2008

**PO/ Le Sénateur Maire
L'Adjoint Délégué**

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MARIE D'OULLINS" at the top and "(Rhône)" at the bottom, with a small emblem in the center.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE LORTET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de dissimulation des réseaux** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE LORTET, entre le boulevard Emile Zola et la rue Narcisse Bertholey, du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite RUE LORTET, entre le boulevard Emile Zola et la rue Narcisse Bertholey, du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus, sauf pour les riverains, services de secours, d'incendie et les services publics.

DEVIATION : La déviation sera assurée par la rue Des Jardins, puis la rue de la Commune de Paris pour rejoindre le boulevard Emile Zola.

ARTICLE 3 : Les camions de livraisons seront autorisés à prendre la rue Lortet à contre sens.

ARTICLE 4 : Le demandeur devra veiller à maintenir l'accès au parking Arlès Dufour.

ARTICLE 5 : La collecte des ordures ménagères devra s'effectuée avant 7 heures.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise de la **SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS pour le compte de VEOLIA Eau;**

Considérant que pour faciliter des **travaux branchement d'eau** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **DE PART ET D'AUTRE DE L'AVENUE JEAN JAURES, A L'INTERSECTION AVEC L'AVENUE DES SAULES DU COTE SUD, du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AVENUE JEAN JAURES à l'intersection avec l'avenue des Saules du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.

La circulation sera mise en sens unique dans le sens Oullins → Pierre Bénite.

DEVIATION: Les véhicules venant de Pierre-Bénite par l'avenue Jean Jaurès emprunteront la rue Dubois Crancé pour rejoindre la rue Pierre Sépard ou l'avenue des Saules pour rejoindre l'avenue Jean Jaurès.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

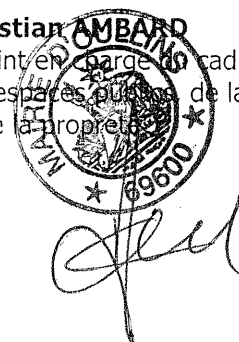
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008

Christian OMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE RASPAIL ENTRE LA RUE FLEURY ET LA RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la **Société ASCENSEURS AMONTER, 11 rue Maurice Audibert, BP 26, 69800 ST PRIEST** ;

Considérant que pour faciliter **la livraison d'un ascenseur** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE RASPAIL au numéro 32, le vendredi 14 novembre 2008 de 8 heures à 11 heures** ;

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite :

- **RUE RASPAIL de la rue Fleury à la rue Jean-Jacques ROUSSEAU le vendredi 14 novembre 2008 de 8 heures à 11 heures.**

DEVIATION :

- Les véhicules venant de la rue Fleury emprunteront la Grande Rue puis la rue Jean Jacques Rousseau pour rejoindre la rue Raspail.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

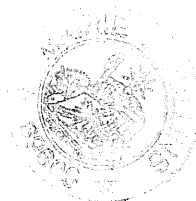
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **Société ASCENSEURS AMONTER, 11 rue Maurice Audibert, BP 26, 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRETE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
CHEMIN DU BUT**

ARRETE PERMANENT SUR DOMAINE COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Considérant que pour faciliter le passage des véhicules pour le ramassage des ordures ménagères, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit chemin du but sur toute sa longueur

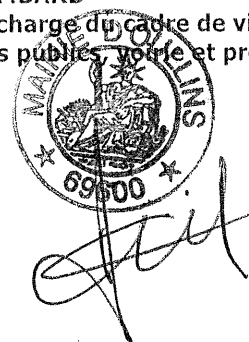
MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le présent Arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la Mairie d'Oullins.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police , Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, voirie et propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRETE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA BUSSIÈRE, RUE LAFAYETTE, RUE BERTHELOT LES JOURS DE
MARCHE**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Considérant que pour faciliter le bon déroulement du marché de la Bussièrès, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRETONS

ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge l'arrêté numéro AV/2003-5 concernant l'interdiction de stationner rue de la Bussièrès, rue Berthelot et rue Lafayette, en date du 9 janvier 2003

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit gênant les samedis, jours de marché, de 0 heure à 14 heures 30 sauf permissionnaires:

- Rue de la Bussièrès entre le numéro 20 et le numéro 54
- Rue Lafayette entre la rue Claude Michel et le boulevard Emile Zola
- Rue Berthelot entre le numéro 22 et le boulevard Emile Zola

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 3: La circulation sera interdite les samedi, jours de marché, de 6 heures à 14 heures 30 sauf permissionnaires:

- Rue de la Bussièrès entre le numéro 20 et le numéro 54
- Rue Lafayette entre le numéro 21 et le boulevard Emile Zola
- Rue Berthelot entre la rue Claude Michel et le boulevard Emile Zola

ARTICLE 4 : Le présent Arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du grand Lyon V.T.P.O.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police , Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, voirie et propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 7

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **rue PIERRE SEMARD au droit du numéro 7, sur 20 mètres, 69600 Oullins, du lundi 17 novembre 2008 au mardi 25 novembre 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: PIERRE SEMARD au droit du numéro 7, du lundi 17 novembre 2008 au mardi 25 novembre 2008 inclus:

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 novembre 2008.



CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : STATIONNEMENT RESERVE POUR PERSONNES A MOBILITE REDUITE

PARKING PIERRE SEMARD

ARRETE PERMANENT SUR PARKING COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Considérant que pour faciliter **le stationnement de véhicules pour personnes à mobilité réduite**, **Parking communal Rue Pierre Semard**, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Création d'une place de stationnement réservé "personnes à mobilité réduite"
Parking communal Rue Pierre Semard

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur à la diligence de la **Société ATOUT'SIGN**.

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE RASPAIL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS pour le compte de GRDF**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE RASPAIL entre le numéro 25 et le numéro 29, du mardi 18 novembre 2008 au mercredi 3 décembre 2008 suivant l'avancement des travaux :**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **Rue RASPAIL entre le numéro 25 et le numéro 29, du mardi 18 novembre 2008 au mercredi 3 décembre 2008 suivant l'avancement des travaux :**

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : **Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.**

ARTICLE 6: Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 8: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "VILLE D'OULLINS" and "2000" with a star. The signature is a stylized, cursive script.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux d'élagage d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux : du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 21 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA MOBILITE ET DE LA
PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 69**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise PERRIER TP 13, route de Lyon 69800 SAINT PRIEST ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de démolition** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 21 novembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, du mercredi 12 novembre 2008 au vendredi 21 novembre 2008.

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **PERRIER TP 13, route de Lyon 69800 SAINT PRIEST ;**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

RUE LAFAYETTE ANGLE BOULEVARD EMILE ZOLA

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS pour le compte de GRDF**

Considérant que pour faciliter **des travaux de raccordement au réseau de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE LAFAYETTE cotés pairs et impairs entre le boulevard Emile ZOLA et la rue de la BUSSIÈRE, du mardi 25 novembre 2008 au mardi 16 décembre 2008:**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE LAFAYETTE entre le boulevard Emile ZOLA et la rue de la BUSSIÈRE, du mardi 25 novembre 2008 au mardi 16 décembre 2008:

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**
RUE RASPAIL ENTRE LA RUE DU PERRON ET LA RUE ETIENNE DOLET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **M.L.T.M, Z.I des grandes craies, 13 rue de Narvik 38550 Saint Maurice l'Exil**

Considérant que pour faciliter **le montage d'une grue** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE RASPAIL entre la rue du PERRON et la rue ETIENNE DOLET**, du lundi 24 novembre 2008 7 heures au mercredi 26 novembre 2008 18 heures:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au **04.37.20.12.00** pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue **RASPAIL** entre la rue du **PERRON** et la rue **ETIENNE DOLET**, du lundi 24 novembre 2008 au mercredi 26 novembre 2008:

La circulation sera interdite

DEVIATION : Les véhicules emprunteront la rue Etienne DOLET puis la Grande Rue pour rejoindre la rue du PERRON

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 6: Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

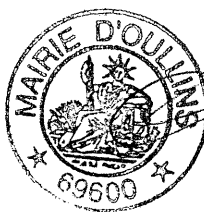
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence l'entreprise **M.L.T.M, Z.I des grandes craies, 13 rue de Narvik 38550 Saint Maurice l'Exil.**

ARTICLE 8: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **du grand Lyon propreté, NET 5, 20 rue du Lac 69003 LYON ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de nettoyage du parking des berges de l'Yzeron** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux : du mercredi 17 novembre 2008 au vendredi 21 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **du grand Lyon propreté, NET 5, 20 rue du Lac 69003 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 12 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA
PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

RUE DE LA REPUBLIQUE DU NUMERO 39 AU NUMERO 35

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS pour le compte de Compagnie Générale des Eaux ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchements, canalisations et fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA REPUBLIQUE DU NUMERO 39 AU NUMERO 35**, le lundi 24 novembre 2008 de 7 heures 30 à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DE LA REPUBLIQUE DU NUMERO 39 AU NUMERO 35, le lundi 24 novembre 2008 de 7 heures 30 à 18 heures :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

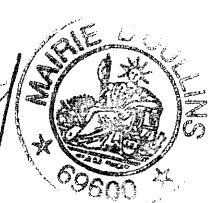
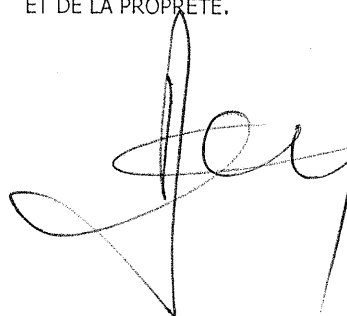
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE Gerland, 19 rue de Fos sur Mer, 69190 Saint FONS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE RASPAIL AUX NUMEROS 45 ET 47

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 pour le compte de EDF GDF ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE RASPAIL aux numéros 45 et 47, du lundi 8 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondante à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE RASPAIL aux numéros 45 et 47, du lundi 8 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008.

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

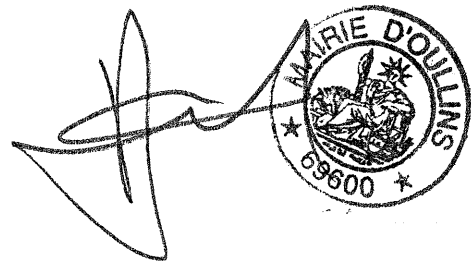
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 32**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS pour le compte de VEOLIA EAU;**

Considérant que pour faciliter **des travaux pour un branchement sur le réseau d'eau potable** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, Rue de la République au numéro 32, du mercredi 26 novembre 2008 au vendredi 28 novembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue de la République au numéro 32 du mercredi 26 novembre 2008 au vendredi 28 novembre 2008:

La chaussée sera rétrécie

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 8 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 19 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE.

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MAIRIE D'OULLINS" around the top edge, a five-pointed star on the right, and "69600" at the bottom. The center of the stamp features a heraldic emblem.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OUILLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE NARCISSE BERTHOLEY RUE MARCEAU

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **la Société BUTY, 45 rue Paul et Marc BARBEZAT 69152 DECINE ;**

Considérant que pour faciliter **la mise en place d'une grue mobile** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE NARCISSE BERTHOLEY entre la rue LORTET et la RUE FLEURY du lundi 1^{er} décembre 2008 au mercredi 3 décembre 2008 entre 7 heures et 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite du lundi 1^{er} décembre 2008 au mercredi 3 décembre 2008 entre 7 heures et 17 heures :

- RUE NARCISSE BERTHOLEY entre la rue LORTET et la RUE FLEURY dans le sens montant**
- RUE NARCISSE BERTHOLEY entre la rue MARCEAU et la RUE FLEURY**
- RUE MARCEAU dans le sens RUE DE LA REPUBLIQUE→ RUE BERTHOLEY**

DEVIATION :

Les véhicules venant de la rue Narcisse Bertholey emprunteront la rue Marceau, la rue de la République, la grande Rue puis la rue Fleury pour rejoindre la rue Narcisse Bertholey.

ACCES PARKING ARLES DUFOUR

Les véhicules venant de la Rue de la République emprunteront la Grande Rue puis la rue Narcisse Bertholey pour rejoindre le parking Arles Dufour

Le pétitionnaire devra mettre en place des panneaux indiquant la déviation concernant l'accès au parking Arles Dufour.

ARTICLE 3 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

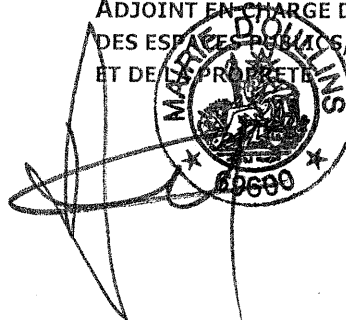
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la Société BUTY, 45 rue Paul et Marc BARBEZAT 69152 DECINE.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE CHARTON

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la société **SOGEA RHONE APLPES, 12/14 route de Vienne, BP 7007, 69343 LYON CEDEX 03 pour le compte du SYTRAL ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de comblement d'un puits de reconnaissance** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE CHARTON, entre la rue Pierre Sépard et la rue de la République, du lundi 1^{er} décembre 2008 au vendredi 5 décembre 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LA CIRCULATION SERA INTERDITE :

- RUE CHARTON, entre la rue Pierre Sépard et la rue de la République, du lundi 1^{er} décembre 2008 au vendredi 5 décembre 2008 inclus.

La déviation sera assurée par la Grande Rue pour rejoindre la rue de la République.

ARTICLE 4: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par les résidents qui les déplaceront aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société **SOGEA RHONE APLPES, 12/14 route de Vienne, BP 7007, 69343 LYON CEDEX 03.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2008.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DU BOIS AU NUMERO 5**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS pour le compte de VEOLIA EAU;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de remblaiement, branchement et fouilles** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **Rue du Bois au droit du numéro 5 côtés pairs et impairs, du lundi 24 novembre 2008 au mercredi 26 novembre 2008.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Rue du Bois au numéro 5, du lundi 24 novembre 2008 au mercredi 26 novembre 2008 :

- La chaussée sera rétrécie,
- La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 8 heures.

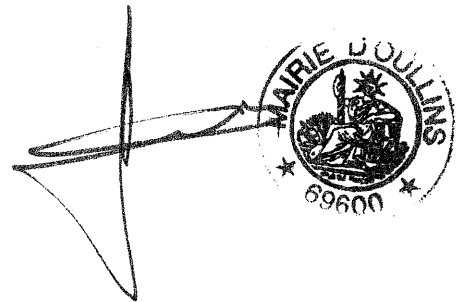
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE GERLAND, 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 ST FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

IMPASSE FEVRIER AU NUMERO 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 pour le compte de EDF**

Considérant que pour faciliter **des travaux de modification de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, IMPASSE FEVRIER au numéro 5, du mardi 2 décembre 2008 au mercredi 10 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondante à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : IMPASSE FEVRIER au numéro 5, du mardi 2 décembre 2008 au mercredi 10 décembre 2008.

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

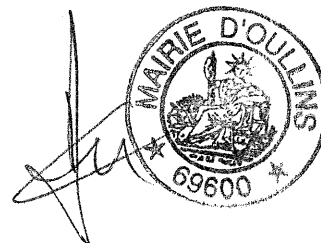
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, BP 33, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE CHARLES FOURRIER
ENTRE LE BD EMILE ZOLA ET LA RUE DE LA BUISSIÈRE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la **VILLE D'OULLINS** ;

Considérant que pour faciliter la mise en sécurité du chemin suite à une fuite d'eau, et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE CHARLES FOURRIER** entre le bd Emile Zola et la rue de la Buissière, du lundi 24 novembre 2008 et jusqu'à nouvel ordre.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite **RUE CHARLES FOURRIER** entre le bd Emile Zola et la rue de la Buissière, du lundi 24 novembre 2008 et jusqu'à nouvel ordre.

DEVIATIONS :

- Les véhicules venant du bd Emile Zola emprunteront la rue Berthelot ;
- Les véhicules venant de la rue Charles Fourier emprunteront la rue de la Buissière, puis le chemin des Célestins pour rejoindre le bd Emile Zola.

ARTICLE 3 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone à risque sera assuré par les résidents de la rue Charles Fourier qui les déplaceront aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 4 : La Ville devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : La Ville demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du **Centre technique municipal**.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2008.

François-Noël BUFFET
Sénateur - Maire



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS** pour le compte de **GAZ de France** ;

Considérant que pour faciliter des travaux de **branchement de gaz**, et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA REPUBLIQUE** au numéro 88, du lundi 8 décembre 2008 au samedi 20 décembre 2008, suivant l'avancement des travaux.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le Centre technique municipal devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA REPUBLIQUE** entre la place Anatole France et la rue Clément Désormes, du lundi 8 décembre 2008 au samedi 20 décembre 2008, suivant l'avancement des travaux.

DEVIATION :

- Les véhicules venant de la rue Voltaire emprunteront la Grande rue puis la rue Marceau pour rejoindre la rue de la République.

ARTICLE 3 : Les travaux ne pourront s'effectuer les mardis et le jeudis de 7 heures 30 à 14 heures, jours de marché.

ARTICLE 4 : La pose de ponts lourds sur l'ouverture de la chaussée sera nécessaire entre les différentes phases de travaux.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

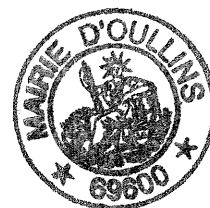
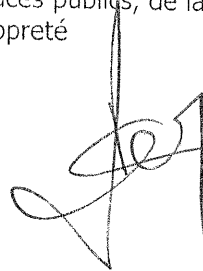
ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du de l'entreprise **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2008.

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et
de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
CHEMIN DU PETIT REVOYET AU NUMERO 72**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **BEYLAT, 4 route de Lyon 69530 BRIGNAIS ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de création d'un mur de soutènement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **CHEMIN DU PETIT REVOYET côté pairs et impairs entre le numéro 70 et le numéro 74** du lundi 1^{er} décembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

~~Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.~~

ARTICLE 2 : **CHEMIN DU PETIT REVOYET côté pairs et impairs entre le numéro 70 et le numéro 74** du lundi 1^{er} décembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **BEYLAT, 4 route de Lyon 69530 BRIGNAIS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **APPIA Rhône 8 rue du Dauphiné 69960 CORBAS**

Considérant que pour faciliter des **travaux de réfection de trottoirs** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **DE PART ET D'AUTRE DE L'AVENUE JEAN JAURES, A L'INTERSECTION AVEC L'AVENUE DES SAULES DU COTE SUD**, du mercredi 10 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : AVENUE JEAN JAURES à l'intersection avec l'avenue des Saules du mercredi 10 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus.

La circulation sera mise en sens unique dans le sens Oullins → Pierre Bénite.

DEVIATION: Les véhicules venant de Pierre-Bénite par l'avenue Jean Jaurès emprunteront la rue Dubois Crancé pour rejoindre la rue Pierre Sépard ou l'avenue des Saules pour rejoindre l'avenue Jean Jaurès.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : La collecte des ordures ménagères devra passer avant 7 heures.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **APPIA Rhône 8 rue du Dauphiné 69960 CORBAS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 25 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : MARCHES LES MERCREDI 24 ET 31 DECEMBRE 2008
PLACE ANATOLE FRANCE ET RUE DE LA REPUBLIQUE
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Considérant que pour faciliter le bon déroulement du marché de la place Anatole FRANCE, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : EN RAISON DES JOURS FÉRIÉS;

Le marché du jeudi 25 décembre 2008 et du jeudi 1^{er} janvier 2009 sont déplacés aux mercredi 24 et 31 décembre 2008.

ARTICLE 2 :

L'emprise du marché est délimitée comme suit :

- place Anatole FRANCE - rue de la REPUBLIQUE (de la place Anatole FRANCE à la rue FLEURY) : pendant la durée du marché de 0 heure à 14 heures 15, la circulation et le stationnement sont interdits aux véhicules particuliers et résidents.

Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à stationner sur la place Anatole FRANCE et la rue de la REPUBLIQUE (entre la place Anatole FRANCE et la rue FLEURY) de 5 heures à 13 heures uniquement. En dehors de ce créneau horaire, tout contrevenant sera verbalisé.

- rue Clément DESORMES : la circulation et le stationnement sont interdits dans sa totalité de 0 heure à 14 heures 15.
- rue de la REPUBLIQUE : la circulation et le stationnement sont interdits entre la place Anatole France et la rue FLEURY, de 0 heure à 14 heures 15.

Les véhicules des commerçants non sédentaires sont autorisés à emprunter la rue de la REPUBLIQUE dans le sens rue FLEURY en direction de la place Anatole FRANCE de 4 heures 50 à 14 heures 10.

MISE EN FOURRIÈRE IMMÉDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 3 : Interdiction de circuler rue VOLTAIRE entre la rue Victor HUGO et la GRANDE RUE de 0 heure à 14 heures 15 pour les véhicules particuliers et résidents de la place.

DEVIATION: Les véhicules venant de la rue Voltaire emprunteront la rue Victor HUGO puis la rue Tupin pour rejoindre la Grande Rue.

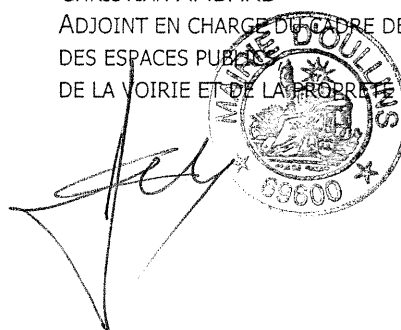
ARTICLE 4 : Les articles 2 et 3 ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 5 : Le présent Arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur par les services techniques de la ville.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 26 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande du conseil général

ARRETONS

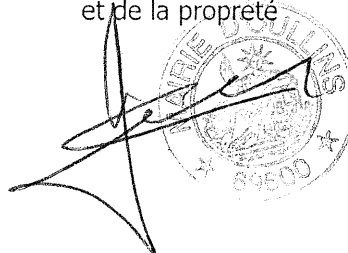
ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge l'arrête numéro AV/2008-315 en date du 25 novembre 2008 autorisant des travaux de réfection de trottoirs accordé à l'entreprise APPIA ,8 rue du Dauphiné 69960 CORBAS.

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 69**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SADE 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 Saint FONS** pour le compte de la compagnie générale des eaux ;

Considérant que pour faciliter **les travaux de suppression de branchement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, le mardi 9 décembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, le mardi 9 décembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : La présence de personnel sera obligatoire pendant la durée de l'alternat au droit du passage à niveau de la rue Pierre SEMARD afin d'assurer le franchissement de la voie ferrée.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

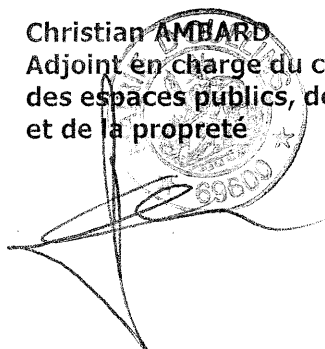
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SADE 19 rue de Fos-sur-Mer, 69190 Saint FONS.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2008

Christian **AMBAR**
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
BOULEVARD DE L'YZERON**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de taille d'arbres** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux ;.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent Arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : BOULEVARD DE L'YZERON, suivant l'avancement des travaux, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 9 janvier 2009 inclus :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée soit par feux tricolores de chantier, soit de manière manuelle si nécessaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **TEP ESCOFFIER, 33 Route de Paris, 69260 CHARBONNIERES.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

**ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA
PROPRETE**

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Christian Ambard', written over a circular official stamp. The stamp is from the 'MAIRIE D'OULLINS' and includes the postal code '69600'. The stamp also features a small emblem in the center, possibly a coat of arms or a local symbol, surrounded by a decorative border.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD FACE AU NUMERO 25

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de déplacement de réseau d'éclairage public** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD face au numéro 25, du vendredi 5 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008:

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD face au numéro 25, du vendredi 5 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008:

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

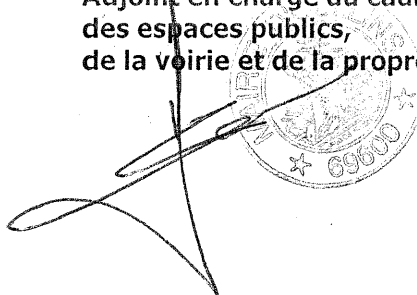
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp features a central emblem and the text "VILLE D'OULLINS" and "69600" around the perimeter.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE LA REPUBLIQUE**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande du conseil général

ARRETONS

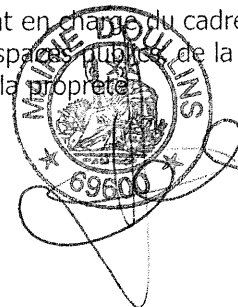
ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge l'arrêté numéro AV/2008-312 en date du 24 novembre 2008 autorisant des travaux de raccordement au réseau gaz accordé à l'entreprise MECI, 13 avenue de Montmartin, 69960 CORBAS

ARTICLE 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de Revaison 69800 SAINT PRIEST pour le compte de GAZ de France ;**

Considérant que pour faciliter des travaux de **branchement de gaz**, et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE DE LA REPUBLIQUE** au numéro 88, du mardi 16 décembre 2008 au lundi 22 décembre 2008, suivant l'avancement des travaux.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA REPUBLIQUE** entre la place Anatole France et la rue Clément Désormes, du mardi 16 décembre 2008 au lundi 22 décembre 2008, suivant l'avancement des travaux.

DEVIATION :

- Les véhicules venant de la rue Voltaire emprunteront la Grande rue puis la rue Marceau pour rejoindre la rue de la République.

ARTICLE 3 : Les travaux ne pourront s'effectuer les mardis et le jeudis de 7 heures 30 à 14 heures, jours de marché.

ARTICLE 4 : La pose de ponts lourds sur l'ouverture de la chaussée sera nécessaire entre les différentes phases de travaux.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence du de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de Revaion 69800 SAINT PRIEST**

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 1^{er} décembre 2008.

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et
de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **INTERDICTION DE STATIONNER RUE EUGENE VIAL**

ARRETE PERMANENT SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le stationnement payant ;

Considérant que pour faciliter la circulation rue Eugene VIAL, du numéro 1 jusqu'à la rue Pierre DUPONT, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant à tous véhicules rue Eugene VIAL :

Cotés pairs et impairs sur 10 mètres, du numéro 1 en direction de la rue Pierre DUPONT

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur par **le service de Voirie du Grand Lyon.**

ARTICLE 3 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À OULLINS, le 1^{er} décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES TRAVAUX D'URGENCE ET DE MAINTENANCE EFFECTUES
PAR LE SigerLy**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins;

Vu les articles L 2212-1, L 2213-1 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la Route notamment les articles R217 à R219-4 et R225,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation routière,

Vu la demande du **SigerLy (Syndicat Intercommunal de la Gestion de l'Energie en Région Lyonnaise)** en date du **24 février 2008**,

Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du **31 janvier 2008** pour Les voies départementales situées sur la commune d'Oullins,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter les missions du SigerLy ainsi que les entreprises agissantes pour son compte, sur les voies publiques de la commune d'Oullins,

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, la réglementation de la circulation et du stationnement sur l'ensemble de voies communales relève du pouvoir de police du Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers, du personnel et de prévoir les accidents de circulation pendant la période des travaux,

ARRETONS

ARTICLE 1 : La signalisation temporaire sera mise en place conformément à la législation en vigueur, par le SigerLy ou par les entreprises agissantes pour son compte.

ARTICLE 2 : A partir du 1^{er} janvier 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, les véhicules du SigerLy et de ses entreprises adjudicataires assurant une mission de service public, sont autorisés à stationner et à réduire le nombre de voie de circulation sans l'interrompre, pour effectuer des interventions ponctuelles, des chantiers mobiles d'une durée inférieures à 48 heures pour effectuer des interventions de maintenances sur l'éclairage public.

ARTICLE 3 : Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux, ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

(.../...)

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché minimum 48 heures avant le début du chantier et le pétitionnaire devra contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 5 : En dehors des heures de pointe, le Sigerly ou ses entreprises adjudicataires sont autorisés à ralentir ou interrompre momentanément la circulation, afin de manœuvrer les véhicules d'intervention ou de réaliser une intervention sur les réseaux d'éclairage public.

Le véhicule d'intervention devra pouvoir être déplacé à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que l'accès éventuel des véhicules de sécurité, d'incendie.

Les agents chargés de l'exécution des travaux pour le compte du demandeur devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la Route et à toutes injonctions des forces de police municipale ou nationale.

ARTICLE 6 : Toute intervention nécessitant la mise en place d'un balisage de chantier avec d'autres prescriptions particulières que celles citées aux articles 2, 3, 4, et 5 (limitation de vitesse, déviation, etc...) devra faire l'objet d'une demande d'arrêté spécifique.

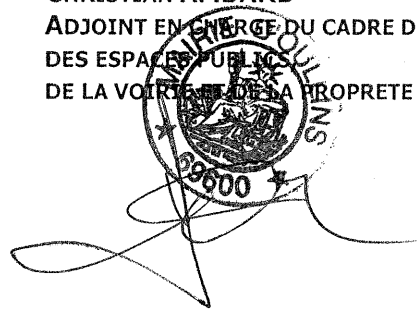
ARTICLE 7 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

ARTICLE 8 : Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine- Délégation générale des services – Direction de l'eau,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement du Rhône
- Monsieur le Lieutenant Colonel commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône
- Monsieur le Directeur du Service Incendie et Secours
- Monsieur l'Ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale de l'Equipement
- Messieurs les Gardiens de Police Municipale

FAIT À OULLINS, le 3 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES TRAVAUX D'URGENCE ET DE MAINTENANCE EFFECTUES PAR
LES SERVICES URBAINS**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALES

Nous, Maire d'Oullins;

Vu les articles L 2212-1, L 2213-1 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la Route notamment les articles R217 à R219-4 et R225,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de la délégation générale aux services urbains et à la proximité de la Communauté Urbaine de Lyon en date du **3 décembre 2008**,

Vu l'avis favorable du Conseil Général en date du **5 décembre 2008** pour les voies départementales situées sur la commune d'Oullins,

Considérant qu'il y a lieu de faciliter les missions de services publics des services urbains du Grand Lyon ainsi que les entreprises agissantes pour son compte, sur les voies publiques de la commune d'Oullins,

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, la réglementation de la circulation et du stationnement sur l'ensemble de voies communales relève du pouvoir de police du Maire,

Considérant qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des usagers, du personnel et de prévoir les accidents de circulation pendant la période des travaux,

ARRETONS

ARTICLE 1 : La signalisation temporaire sera mise en place conformément à la législation en vigueur, par le Grand Lyon ou par les entreprises agissantes pour son compte.

ARTICLE 2 : A partir du 1^{er} janvier 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, les véhicules du Grand Lyon et de ses entreprises adjudicataires assurant une mission de service public, sont autorisés à stationner et à réduire le nombre de voie de circulation sans l'interrompre, pour effectuer des interventions ponctuelles d'une durée inférieure à 24 heures (type intervention de voirie comme la mise en place d'arrêtés, la réfection de tranchée, le rebouchage de nid de poule), des chantiers mobiles d'une durée inférieures à 48 heures pour effectuer des interventions de maintenances, de contrôle ou d'entretien des réseaux d'assainissement, de collecte, de nettoyage ou d'ébouage.

ARTICLE 3 : Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux, ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

(.../...)

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du chantier. Dans ce cas, le présent arrêté sera affiché minimum 48 heures avant le début du chantier et le pétitionnaire devra contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 5 : En dehors des heures de pointe, les services urbains du Grand Lyon et ses entreprises adjudicataires sont autorisés à ralentir ou interrompre momentanément la circulation, afin de manœuvrer les véhicules d'intervention ou de réaliser une intervention d'urgence (déboucher une conduite obstruée provoquant une mise en charge des réseaux, nettoyage de la chaussée après un accident, boucher un nid de poule, etc...).

Le véhicule d'intervention devra pouvoir être déplacé à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que l'accès éventuel des véhicules de sécurité, d'incendie.

Les agents chargés de l'exécution des travaux pour le compte du demandeur devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la Route et à toutes injonctions des forces de Police Municipale ou Nationale.

ARTICLE 6 : Toute intervention nécessitant la mise en place d'un balisage de chantier avec d'autres prescriptions particulières que celles citées aux articles 2,3,4, et 5 (limitation de vitesse, déviation, etc...) devra faire l'objet d'une demande d'arrêté spécifique.

ARTICLE 7 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

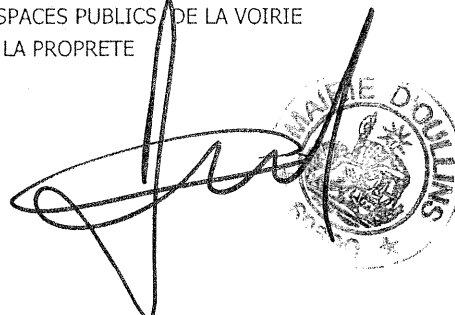
ARTICLE 8 : Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine- Délégation générale des services – Direction de l'eau,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement du Rhône
- Monsieur le Lieutenant Colonel commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône
- Monsieur le Directeur du Service Incendie et Secours
- Monsieur l'Ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale de l'Équipement
- Messieurs les Gardiens de Police Municipale.

FAIT À OULLINS, le 8 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD A L'ANGLE DE LA GRANDE RUE AU NUMERO 65

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **COFATHEC, M. BOUNAIX, Bât. Le Séquoïa, 125-127 rue Barthélémy Buyer, 69005 LYON ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux électriques pour l'agence LCL** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD A L'ANGLE DE LA GRANDE RUE au numéro 65, sur 15 mètres, le vendredi 19 décembre 2008 de 5 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 1 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé RUE PIERRE SEMARD A L'ANGLE DE LA GRANDE RUE au numéro 65, à cheval sur le trottoir, le vendredi 19 décembre 2008 de 5 heures à 12 heures.

ARTICLE 2 : ANGLE GRANDE RUE au numéro 65 / RUE PIERRE SEMARD, le vendredi 19 décembre 2008 de 5 heures à 12 heures :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COFATHEC, M. BOUNAIX, Bât. Le Séquoïa, 125-127 rue Barthélémy Buyer, 69005 LYON.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics,
de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DIDEROT ANGLE GRANDE RUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRES

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de sondages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE DIDEROT de la rue PARMENTIER à la GRANDE RUE , du lundi 15 décembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE DIDEROT de la rue PARMENTIER à la GRANDE RUE, du lundi 15 décembre 2008 et le mercredi 17 décembre 2008 :

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES ET RUE PARMENTIER

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRE ET DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de sondages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant: du lundi 15 décembre 2008 au vendredi 16 janvier 2009.

- RUE PARMENTIER à l'angle de la rue DIDEROT
- Avenue JEAN JAURES aux numéros 10, 12 et 14

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PARMENTIER à l'angle de la rue DIDEROT et Avenue JEAN JAURES au droit des numéros 10, 12 et 14, du lundi 15 décembre 2008 au vendredi 16 janvier 2009.

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

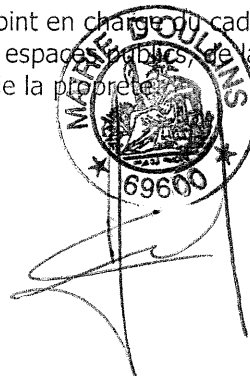
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA CONVENTION AU NUMERO 7

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **rue de la CONVENTION au droit du numéro 7, sur 20 mètres, 69600 Oullins, du lundi 15 décembre 2008 au jeudi 18 décembre 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2: RUE DE LA CONVENTION au droit du numéro 7, du lundi 15 décembre 2008 au jeudi 18 décembre 2008 inclus :

La chaussée sera réduite,

La vitesse sera limitée à 30km/h.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

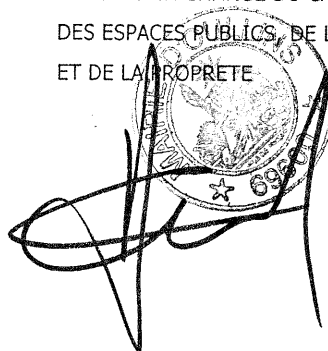
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COIRO TP, 42 chemin de Revaison, 69800 Saint Priest.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 décembre 2008.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE DE LA SARRA

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de **LES DEMENAGEURS BRETONS, 40 rue de la République, 42000 SAINT ETIENNE;**

Considérant que pour faciliter **un déménagement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA SARRA au numéro 29, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le vendredi 19 décembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "**SIGNALISATION EN VIGUEUR ET CORRESPONDANTE AUX DEVIATIONS**", sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera autorisé à stationner **RUE DE LA SARRA au numéro 29, 69600 OULLINS**, le vendredi 19 décembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : La circulation sera interdite, **RUE DE LA SARRA, ENTRE LA GRANDE RUE ET L'AVENUE DU BOIS, 69600 OULLINS**, le vendredi 19 décembre 2008 de 8 heures à 18 heures, sauf aux riverains qui seront autorisés à prendre cette portion de rue à contre-sens.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

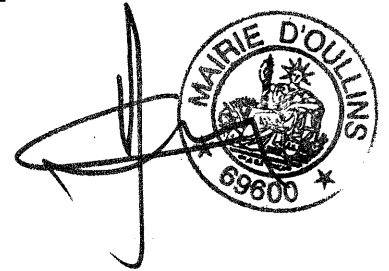
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **LES DEMENAGEURS BRETONS, 40 rue de la République, 42000 SAINT ETIENNE.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 décembre 2008.

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
AVENUE JEAN JAURES**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **APPIA Rhône 8 rue du Dauphiné 69960 CORBAS**

Considérant que pour faciliter des **travaux de réfection de trottoirs** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **DE PART ET D'AUTRE DE L'AVENUE JEAN JAURES, A L'INTERSECTION AVEC L'AVENUE DES SAULES DU COTE SUD**, le vendredi 12 décembre 2008 de 13 heures 30 à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : **AVENUE JEAN JAURES** à l'intersection avec l'avenue des Saules le vendredi 12 décembre 2008 de 13 heures 30 à 18 heures.

La circulation sera mise en sens unique dans le sens Oullins → Pierre Bénite.

DEVIATION: Les véhicules venant de Pierre-Bénite par l'avenue Jean Jaurès emprunteront la rue Dubois Crancé pour rejoindre la rue Pierre Séward ou l'avenue des Saules pour rejoindre l'avenue Jean Jaurès.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **APPIA Rhône 8 rue du Dauphiné 69960 CORBAS.**

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE CURIE AU NUMERO 16

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de la société **MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS,**

Considérant que pour faciliter des travaux de **branchement de gaz** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE PIERRE CURIE au droit du numéro 16**, sur 30 mètres, du lundi 12 janvier 2009 au mardi 27 janvier 2009 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE CURIE au droit du numéro 16 du lundi 12 janvier 2009 au mardi 27 janvier 2009 inclus :

- La circulation sera rétrécie ;
- la vitesse limitée à 30 Km/h.

ARTICLE 3: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

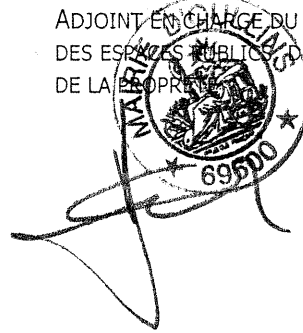
ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société MECI LYON, 13 avenue Montmartin, 69960 CORBAS.**

ARTICLE 6: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET
DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 45**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX ;**

Considérant que pour faciliter les travaux de **modification de branchement EDF** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au numéro 45, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 9 janvier 2009.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PIERRE SEMARD au numéro 45, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 9 janvier 2009 :

La chaussée sera rétrécie,

La vitesse sera limitée à 30 km/h,

La circulation sera alternée et gérée de manière manuelle.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : La présence de personnel sera obligatoire pendant la durée de l'alternat au droit du passage à niveau de la rue Pierre SEMARD afin d'assurer le franchissement de la voie ferrée.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PARMENTIER**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de sondages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE PARMENTIER, coté impair sur 25 mètres depuis la rue Diderot en direction de la rue Charton du vendredi 19 décembre 2008 au vendredi 26 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PARMENTIER, entre la rue Diderot et la rue Charton, du vendredi 19 décembre 2008 au vendredi 26 décembre 2008.

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES INTERVENTIONS D'URGENCES EFFECTUEES PAR
LES SERVICES TECHNIQUES DE LA COMMUNE**

**ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES, DEPARTEMENTALES ET
COMMUNALES**

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de la Mairie d'OULLINS,**

Considérant que pour faciliter **la mise en sécurité d'un périmètre** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : partir du 1^{er} janvier 2009 et jusqu'au 31 décembre 2009, les services techniques de la ville sont autorisés à dévier ou à barrer les voies de circulation à la demande de l' élu de permanence.

ARTICLE 2 : La signalisation temporaire sera mise en place conformément à la législation en vigueur, par les services techniques de la ville.

ARTICLE 3 : Lorsque l'emprise de l'intervention supprime une voie de circulation sur une chaussée à double sens ne comportant que deux voies, la circulation pourra s'effectuer alternativement. La circulation sera gérée par alternat manuel, par panneaux, ou au moyen de feux tricolores de chantier selon les caractéristiques de la voie.

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée, aux abords du périmètre défini par l' élu de permanence.

ARTICLE 5 : Les agents chargés de la mise en place du périmètre de sécurité devront néanmoins, nonobstant le présent arrêté, se conformer aux dispositions du Code de la Route et à toutes injonctions des forces de Police Municipale ou Nationale.

ARTICLE 6 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

ARTICLE 7: Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics
de la voirie et de l'entretien

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE RASPAIL ENTRE LA RUE FLEURY ET LA RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu l'avis favorable du Conseil Général du Rhône,

Vu la demande de la **Société ASCENSEURS AMONTER, 11 rue Maurice Audibert, BP 26, 69800 ST PRIEST ;**

Considérant que pour faciliter **la livraison d'un ascenseur** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **RUE RASPAIL au numéro 32, le mercredi 7 janvier 2009 de 8 heures à 12 heures** ;

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite **RUE RASPAIL** de la rue Fleury à la rue Jean-Jacques ROUSSEAU le mercredi 7 janvier 2009 de 8 heures à 12 heures.

DEVIATION :

- Les véhicules venant de la rue Fleury emprunteront la Grande Rue puis la rue Jean Jacques Rousseau pour rejoindre la rue Raspail.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité, et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

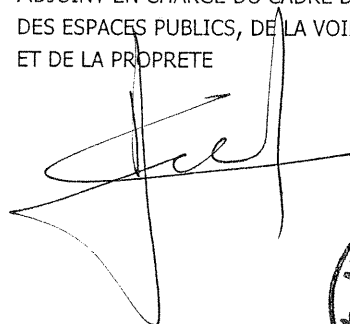
ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **Société ASCENSEURS AMONTER, 11 rue Maurice Audibert, BP 26, 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : CREATION D'UNE ZONE DE LIVRAISON RUE LOUIS AULAGNE
ARRETE PERMANENT SUR RD 50

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Considérant que pour **faciliter les opérations de livraison de commerces rue Louis AULAGNE**, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Cet arrêté abroge l'arrêté N°AV/2002-219 en date du 29 octobre 2002

ARTICLE 2 : Création d'une zone de livraison rue Louis AULAGNE, à gauche du n° 11, sur une longueur de 10 mètres – les jours ouvrables de 8 heures à 17 heures.

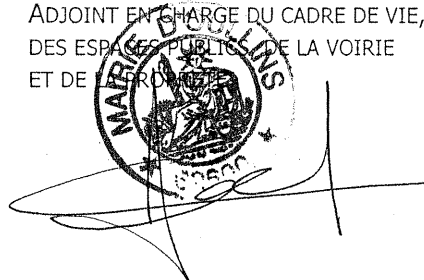
MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 3 : Le présent Arrêté sera applicable dès la mise en place de la Signalisation Réglementaire en vigueur à la diligence **du Service Voirie du GRAND LYON**.

ARTICLE 4 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Madame le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS ET DE LA VOIRIE
ET DE L'ENVIRONNEMENT



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE LORTET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de l'entreprise **COLLET 2, rue François MERMET, 69160 TASSIN LA DEMI-LUNE ;**

Considérant que pour faciliter **des travaux de branchement sur le réseau d'assainissement** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE LORTET, entre le boulevard Emile Zola et la rue Narcisse Bertholey, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 16 janvier 2009.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La circulation sera interdite RUE LORTET, entre le boulevard Emile Zola et la rue Narcisse Bertholey, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 16 janvier 2009 inclus, sauf pour les riverains, services de secours, d'incendie et les services publics.

DEVIATION : La déviation sera assurée par la rue Des Jardins, puis la rue de la Commune de Paris pour rejoindre le boulevard Emile Zola.

ARTICLE 3 : Les camions de livraisons seront autorisés à prendre la rue Lortet à contre sens.

ARTICLE 4 : Le demandeur devra veiller à maintenir l'accès au parking Arlès Dufour.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

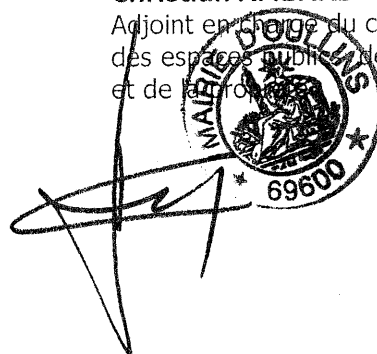
ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **COLLET 2, rue François MERMET, 69160 TASSIN LA DEMI-LUNE.**

ARTICLE 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 19 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE PARMENTIER**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande **de l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de sondages** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant RUE PARMENTIER, coté impair sur 25 mètres depuis la rue Diderot en direction de la rue Charton du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 23 janvier 2009

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : RUE PARMENTIER, entre la rue Diderot et la rue Charton, du lundi 5 janvier 2009 au vendredi 23 janvier 2009

La chaussée sera rétrécie,
La vitesse sera limitée à 30 km/h,

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

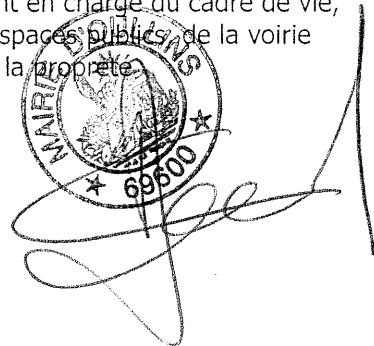
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise GEOTEC LYON Z.I Genas- Rue Jean PERRIN 69740 GENAS.**

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 22 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

RUE CHARTON ENTRE LA RUE DE LA REPUBLIQUE ET LA RUE PIERRE SEMARD

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande des services techniques de la ville;

Considérant que pour faciliter les **travaux de la médiathèque** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant, **rue CHARTON coté impairs entre la rue Pierre SEMARD et la rue de la REPUBLIQUE**, du lundi 12 janvier 2009 jusqu'à nouvel ordre.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : **Rue CHARTON coté pairs, entre la rue Pierre SEMARD et la rue de la REPUBLIQUE**, du lundi 12 janvier 2009 jusqu'à nouvel ordre ;

Le stationnement sera autorisé suivant le traçage au sol temporaire mis en place.

ARTICLE 3: Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence des services techniques de la mairie d'Oullins.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 31 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE : GRANDE RUE AU NUMERO 122
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône ;

VU la demande du **Groupe Mycologique d'Oullins** pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 122.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation de banderole annonçant "**une exposition de champignons**", qui aura lieu les samedi 18 octobre 2008, dimanche 19 octobre 2008 et lundi 20 octobre 2008, est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du Domaine Public de la Grande Rue au numéro 122, du lundi 13 octobre 2008 au mardi 21 octobre 2008.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

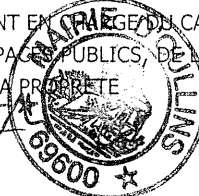
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE GRANDE RUE AU NUMERO 67

ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône ;

VU la demande du **Centre social de la ville d'Oullins** pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 122.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant la bourse aux vêtements, qui aura lieu les 15 et 16 octobre 2008, est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du Domaine Public de la Grande Rue au numéro 67, du lundi 6 octobre 2008 au lundi 20 octobre 2008.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

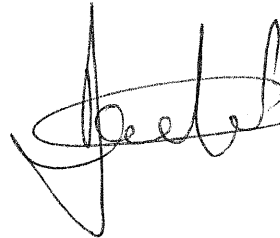
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**Département du Rhône****VILLE D'OULLINS****ARRÊTE DU MAIRE**

**Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE : GRANDE RUE AUX NUMEROS 67 ET 122
ARRETE TEMPORAIRE SUR RD 486**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande du **PATRONAGE SCOLAIRE LAIQUE D'OULLINS** pour l'installation de banderoles en surplomb du domaine public, Grande Rue aux numéros 67 et 122.

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation de banderoles annonçant les dates du 4^{ème} salon des saveurs et de la création, le samedi 29 novembre 2008 et le dimanche 30 novembre 2008 est autorisée selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Les banderoles seront installées en surplomb du domaine public, Grande Rue aux numéros 67 et 122, du lundi 24 novembre 2008 au lundi 1^{er} décembre 2008 inclus.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

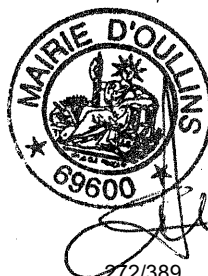
ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS,** chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



FAIT A OULLINS, le 7 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARDADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION DE BANDEROLES : GRANDE RUE, RUE ORSEL
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNAUTAIRE ET DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **la Maison des Jeunes et de la Culture, 10 rue Orsel, 69600 OULLINS** pour l'installation de douze banderoles en surplomb du domaine public de la Grande Rue, et de deux banderoles en surplomb du domaine public rue Orsel dans le cadre du 22^{ème} Festival du Film Scientifique d'Oullins.

ARRETONS

ARTICLE 1 : Dans le cadre du 22^{ème} Festival du Film Scientifique qui aura lieu **du vendredi 21 novembre 2008 au dimanche 30 novembre 2008**, l'installation de douze banderoles Grande Rue en surplomb du domaine public (sur 6 câbles ne supportant pas les lampadaires d'éclairages public) et de deux banderoles en surplomb de la rue Orsel.

ARTICLE 2 : Les banderoles seront installées, Grande rue en surplomb du domaine public sur six câbles ne supportant pas les lampadaires d'éclairages public, à savoir au Pont d'Oullins, carrefour Fleming, Grande Rue aux numéros 89 et 70 et carrefour Marceau et rue Orsel, **du jeudi 13 novembre 2008 au mardi 2 décembre 2008 inclus.**

ARTICLE 3 : Considérant qu'il s'agit d'un chantier mobile, le véhicule sera autorisé à empiéter sur le trottoir et sur la voie de circulation en fonction des travaux à exécuter.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

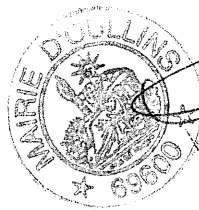
ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CREAVY, 7 chemin des Noyers, BP 121, 69583 NEUVILLE SUR SAONE**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE
DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION DE BANDEROLES : GRANDE RUE
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE**

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône.

VU la demande de **Intersports, 145 Grande Rue, 69600 OULLINS** pour l'installation de banderoles en surplomb du domaine public, Grande Rue aux numéros 67 et 122.

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation de banderoles annonçant la bourse aux skis qui aura lieu **du mardi 25 novembre 2008 au dimanche 30 novembre 2008 est autorisée**, selon les modalités données par le Conseil Général du Rhône indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Les banderoles seront installées en surplomb du domaine public, Grande Rue aux numéros 67 et 122, **du vendredi 7 novembre 2008 au vendredi 21 novembre 2008 inclus.**

ARTICLE 3 : La partie inférieure de la banderole devra être située au moins à 4.50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du Conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

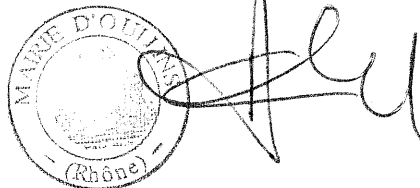
ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 RUE AMPERE, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Madame le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 Novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE
DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BANDEROLE : RUE PIERRE SEMARD
ARRETE TEMPORAIRE SUR ROUTE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 6 novembre 1997 en application de l'Article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 29 décembre 1998 (D.98.31) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU l'avis favorable du Conseil Général du Rhône en date du 6 novembre 2008 ;

VU la demande du **Centre social de la ville d'Oullins** pour l'installation d'une banderole en surplomb du domaine public, Grande Rue au numéro 122.

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une banderole annonçant la bourse de Noël, qui aura lieu les 2, 3 et 4 décembre 2008, est autorisée selon les modalités indiquées aux articles suivants :

ARTICLE 2 : La banderole sera installée en surplomb du Domaine Public de la RUE PIERRE SEMARD, du lundi 24 novembre 2008 au jeudi 4 décembre 2008.

ARTICLE 3 : La partie inférieure de chaque banderole devra être située au moins à 4,50 mètres au dessus de la chaussée. Elle devra être fixée correctement afin de préserver les usagers de la route de tout risque d'accident.

ARTICLE 4 : Les dégradations éventuelles du domaine public seront prises en charge par le pétitionnaire suivant les prescriptions données par l'agent du conseil Général.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

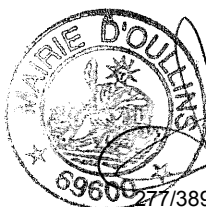
ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise CAVALLERA, 12 rue Ampère, 69600 OULLINS**, chargée des travaux et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE ORSEL AUX NUMEROS 20 ET 22

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur VERGER Jean Jacques, 22 rue Orsel, 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux, **l'installation d'une benne** sera autorisée **au droit des numéros 20 et 22 rue Orsel, 69600 Oullins, du vendredi 7 Novembre 2008 au lundi 10 Novembre 2008 inclus.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, des panneaux, pour la signalisation en vigueur, sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur VERGER Jean Jacques, 22 rue Orsel, 69600 OULLINS,** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base **de 5 euros par jour et par benne.**

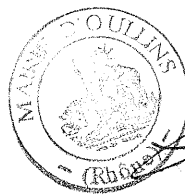
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 Octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE : RUE PIERRE CURIE AU NUMERO 16

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur Pierre KLEIN, 24 A, rue Sœur Bouvier, 69005 LYON**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux, **l'installation d'une benne** sera autorisée **RUE PIERRE CURIE au numéro 16, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le vendredi 21 novembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, des panneaux, pour la signalisation en vigueur, sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur Pierre KLEIN, 24 A, rue Sœur Bouvier, 69005 LYON**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE :
BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 52**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur Henri BOUVIER, 52 bd Emile Zola, 69600 OULLINS**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une benne et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 52, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le vendredi 5 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La benne sera en stationnement autorisé **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 52, 69600 OULLINS**, le vendredi 5 décembre 2008.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur Henri BOUVIER, 53 bd Emile Zola, 69600 OULLINS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE :
BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 22**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de l'**entreprise G. BLANC Sarl, 12 rue Basse Combalot, 69007 LYON**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une benne et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 22, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du mercredi 10 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La benne sera en stationnement autorisé **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 22, 69600 OULLINS**, du mercredi 10 décembre 2008 au vendredi 12 décembre 2008 inclus.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'**entreprise G. BLANC Sarl, 12 rue Basse Combalot, 69007 LYON**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base **de 5 euros par jour et par benne.**

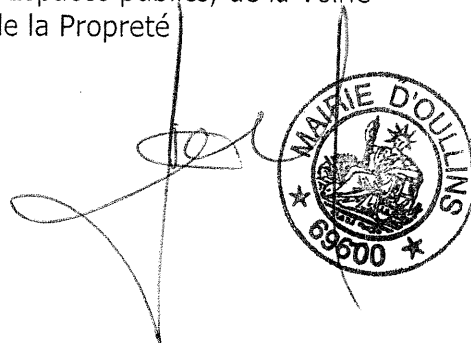
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE BENNE :

BOULEVARD DE L'YZERON AU NUMERO 42

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **Monsieur ARCHINARD Alain, Evieu, 01300 SAINT BENOIT**, pour l'installation d'une benne sur le domaine public

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'une benne et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **BOULEVARD DE L'YZERON au numéro 42, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 15 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : La benne sera en stationnement autorisé **BOULEVARD DE L'YZERON au numéro 42, 69600 OULLINS**, le lundi 15 décembre 2008.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur ARCHINARD Alain, Evieu, 01300 SAINT BENOIT**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de 5 euros par jour et par benne.

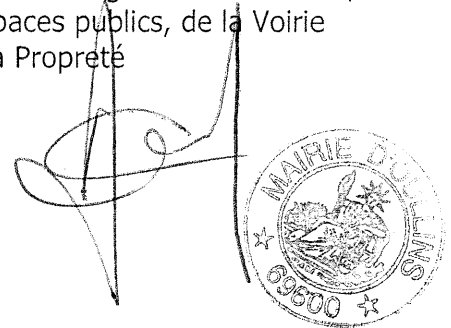
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 décembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du Cadre de vie,
des Espaces publics, de la Voirie
et de la Propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS ARRÊTE DU MAIRE

Objet : INSTALLATION D'UNE CABANE DE CHANTIER : GRANDE RUE AU NUMERO 64

ARRETE TEMPORAIRE SUR DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande **SARL MERIC, 80 avenue du 8 mai 1945, 69120 VAULX EN VELIN**, pour l'installation d'une cabane de chantier et d'un WC chimique sur le domaine public,

A R R E T O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 64**, du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'installation d'une cabane de chantier et d'un WC chimique sont autorisés **RUE GRANDE RUE au numéro 64**, du lundi 27 octobre 2008 au vendredi 14 novembre 2008 inclus.

ARTICLE 3 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 4 : Le demandeur sera responsable de la réservation de l'emplacement.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence la **SARL MERIC, 80 avenue du 8 mai 1945, 69120 VAULX EN VELIN**, chargée des travaux.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 7 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis au pétitionnaire dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **5 euros par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **INSTALLATION D'UN CHAPITEAU SUR LA PLACE MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY**

ARRETE TEMPORAIRE SUR DOMAINE COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212 et suivants ;

VU l'article L 2122 – 22 CGCT

VU la Délibération 2008-04-02 du Conseil municipal du 3 avril 2008 autorisant Monsieur le Maire de fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune, qui n'ont pas un caractère fiscal ;

VU la décision de Monsieur le Maire du **1^{er} janvier 2005** (D/04-46) modifiant les tarifs de Droits de Voirie et d'Occupation du Domaine Public ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la Loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande d'Intersport Monsieur LOUET 145, GRANDE RUE 69600 OULLINS pour l'installation d'un chapiteau **sur la Place Maréchal de Lattre de Tassigny pour la bourse aux skis**; il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un chapiteau sur la Place Maréchal De Lattre De Tassigny est autorisée **du mardi 25 novembre 2008 au dimanche 30 novembre 2008 inclus** selon les modalités indiquées aux articles suivants.

ARTICLE 2 : Le chapiteau sera d'une superficie de 100 m² et sera placé **sur la Place Maréchal de Lattre de Tassigny, Grande Rue, devant le magasin Intersport.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT.

L'entreprise chargée de l'installation devra mettre 48 heures avant la représentation la signalisation réglementaire et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons, la libre circulation des véhicules des Services Publics et des Services de Sécurité, la propreté du domaine public.

.../...

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

ARTICLE 6 : Aucune fixation au sol ne sera tolérée.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Les Droits de Voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Intersport Monsieur LOUET 145, GRANDE RUE 69600 OULLINS** dès la fin de la représentation. Ils seront calculés pour toute la durée de l'occupation du domaine public sur la base suivante de 15,50 € pour 10 m² et 7,50 euros supplémentaires par 5 m². *Toute semaine commencée est due.*

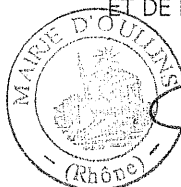
ARTICLE 9 : Les panneaux seront posés en dehors des feux tricolores. Les bancs et les pots d'arbustes ne seront pas déplacés, une protection au sol devra être installée pour éviter toute trace, tâche ou autre impact.

ARTICLE 10 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

OBJET : AUTORISATION DE DEPOT DE MATERIAUX : RUE TUPIN AUX NUMEROS 13-15
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMAUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur OCAL Yakup, 26 rue Paul Bouvier Lapierre, 69530 BRIGNAIS**, pour l'installation d'un dépôt de matériaux sur le domaine public; il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Un dépôt de matériaux de 3 m² sera autorisé, **RUE TUPIN AUX NUMEROS 13-15**, du vendredi 1^{er} août 2008 au lundi 20 octobre 2008 inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur, chargée des travaux, devra mettre en place 48 heures avant le début du chantier la signalisation réglementaire et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

Le stationnement sera interdit gênant, **RUE TUPIN AUX NUMEROS 13-15, 69600 OULLINS**, du vendredi 1^{er} août 2008 au lundi 20 octobre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

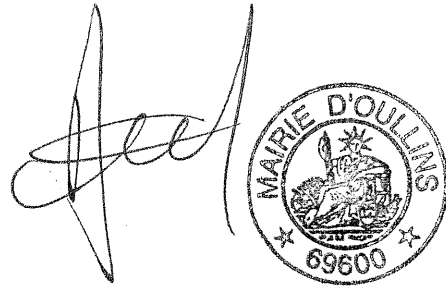
ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur OCAL Yakup, 26 rue Paul Bouvier Lapierre, 69530 BRIGNAIS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine pour le dépôt de matériaux**.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**OBJET : AUTORISATION DE DEPOT DE MATERIAUX :
 RUE CLEMENT DESORMES AU NUMERO 1**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMAUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise S.O.R.I.E.V., 10 rue Emile Zola, 69192 ST FONS CEDEX**, pour l'installation d'un dépôt de matériaux sur le domaine public; il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Un dépôt de matériaux de 3 m² sera autorisé, **RUE CLEMENT DESORMES AU NUMERO 1**, du mardi 28 octobre 2008 au mardi 4 novembre 2008 inclus, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur, chargée des travaux, devra mettre en place 48 heures avant le début du chantier la signalisation réglementaire et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour la réalisation d'un constat.

Le stationnement sera interdit gênant, **RUE CLEMENT DESORMES AU NUMERO 1, 69600 OULLINS**, du mardi 28 octobre 2008 au mardi 4 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

ARTICLE 2 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 6 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise S.O.R.I.E.V., 10 rue Emile Zola, 69192 ST FONS CEDEX**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine pour le dépôt de matériaux**.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire Principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 63

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur OGUZ Huseyin, 2 avenue Bel Air, 69100 VILLEURBANNE** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 63**, 69600 Oullins, **du mercredi 8 octobre 2008 au lundi 20 octobre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, "les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **4 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur OGUZ Huseyin** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

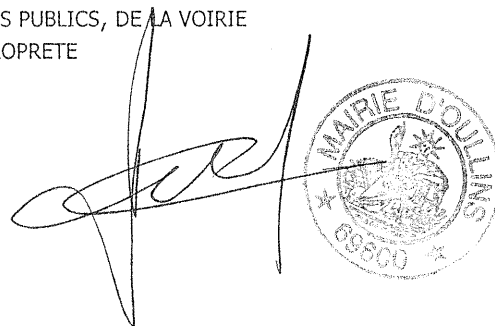
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur OGUZ Huseyin, 2 avenue Bel Air, 69100 VILLEURBANNE**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : GRANDE RUE AU NUMERO 122

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **SORIEV, 10 boulevard Emile Zola, BP 101, 69192 ST FONTS Cédex** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 122**, 69600 Oullins, **du jeudi 9 octobre 2008 au vendredi 7 novembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, "les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **12 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

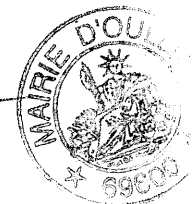

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise **SORIEV** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de l'entreprise **SORIEV, 10 boulevard Emile Zola, BP 101, 69192 ST FONTS Cédex**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 7 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
GRANDE RUE AU NUMERO 64**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de la **SARL MERIC, 80 avenue du 8 mai 1945, 69120 VAULX EN VELIN** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 64**, 69600 Oullins, **du lundi 13 octobre 2008 au jeudi 13 novembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **13 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **la SARL MERIC** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de la **SARL MERIC, 80 avenue du 8 mai 1945, 69120 VAULX EN VELIN**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 25 septembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

GRANDE RUE AU NUMERO 116

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'**ENTREPRISE ROCHE, 25 rue Georges Marrane, 69200 VENISSIEUX** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 116**, 69600 Oullins, **du dimanche 26 octobre 2008 au mercredi 26 novembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **13 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise Roche** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'ENTREPRISE ROCHE, 25 rue Georges Marrane, 69200 VENISSIEUX**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **AUTORISATION D'ECHAFAUDER :**
RUE PIERRE BAUDIN ANGLE AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 29

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **REPELIN, 53 rue Ampère, 69680 CHASSIEU** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **RUE BAUDIN à l'angle de l'avenue Jean Jaurès au numéro 29**, 69600 Oullins, **du vendredi 31 octobre 2008 au dimanche 30 novembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **16,45 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise **REPPÉLIN** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de l'entreprise **REPPÉLIN, 53 rue Ampère, 69680 CHASSIEU**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 septembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 29**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'entreprise **REPPELIN, 53 rue Ampère, 69680 CHASSIEU** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **AVENUE JEAN JAURES au numéro 29, 69600 Oullins, du lundi 27 octobre 2008 au dimanche 30 novembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **13,50 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise **REPELIN** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de l'entreprise **REPELIN, 53 rue Ampère, 69680 CHASSIEU**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

GRANDE RUE AU NUMERO 180

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'**entreprise THABUIS, 7 rue de la Convention, 69600 OULLINS** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 180, 69600 Oullins, du mardi 12 novembre 2008 au vendredi 5 décembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **14 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'**entreprise Thabuis** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

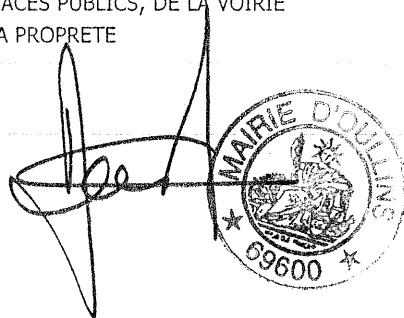
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de l'ENTREPRISE THABUIS, 7 rue de la Convention, 69600 OULLINS, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : RUE TUPIN AUX NUMEROS 13 ET 15

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **aux numéros 13 et 15 RUE TUPIN, 69600 Oullins, du vendredi 21 novembre 2008 au vendredi 5 décembre 2008**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **23 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

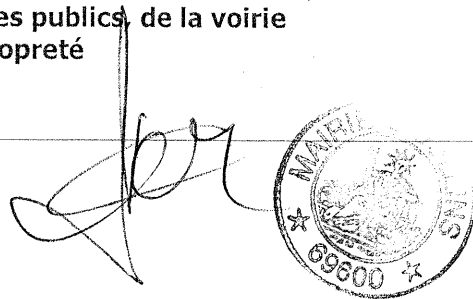
ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de **Monsieur OCAL Yakup**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OUILLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 22

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'**entreprise G. BLANC Sarl, 12 rue Basse Combalot, 69007 LYON** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **BOULEVARD EMILE ZOLA au numéro 22, 69600 Oullins, du lundi 1^{er} décembre 2008 au mercredi 31 décembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **3 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise G. BLANC Sarl** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

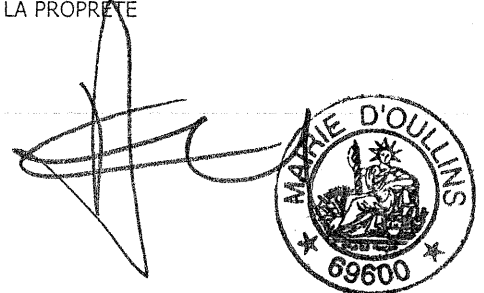
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise G. BLANC Sarl, 12 rue Basse Combalot, 69007 LYON**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

RUE DIDEROT ANGLE RUE RASPAIL

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur LESEIGNEUR, 24 rue Péricaud, 69008 LYON** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **RUE DIDEROT ANGLE RUE RASPAIL**, 69600 Oullins, **du lundi 1^{er} décembre 2008 au dimanche 7 décembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **10 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Monsieur LESEIGNEUR** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur LESEIGNEUR, 24 rue Péricaud, 69008 LYON**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2008

CHRISTIAN AMEARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

RUE CLAUDE MICHEL AU NUMERO 12 ET ANGLE CHEMIN DU BUISSET

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Madame NOUAILLE Amandine, 12 rue Claude Michel, 69600 OULLINS** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **RUE CLAUDE MICHEL au numéro 12 ET ANGLE CHEMIN DU BUISSET, 69600 Oullins, du mercredi 10 décembre 2008 au vendredi 30 janvier 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **19 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **Madame NOUAILLE** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

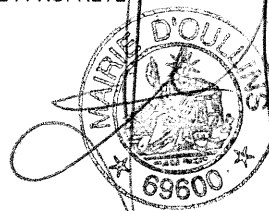
ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Madame NOUAILLE Amandine, 12 rue Claude Michel, 69600 OULLINS**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 72**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de la société **THABUIS S.A, 7 rue de la Convention 69600 OULLINS**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **au numéro 72 de la RUE pierre SEMARD, 69600 Oullins, du lundi 15 décembre 2008 au vendredi 26 décembre 2008 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **10 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

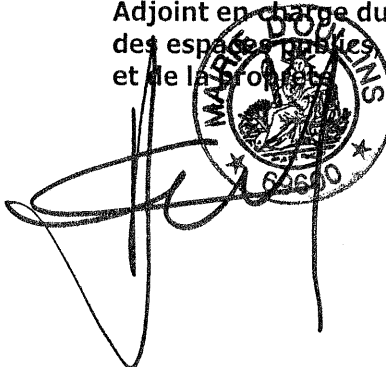
ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de la société **THABUIS**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de la société **THABUIS S.A, 7 rue de la Convention 69600 OULLINS**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 décembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER : RUE TUPIN AUX NUMEROS 13 ET 15

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 3 avril 2008 en application de l'article L 2122 22 du Code Général des Collectivités Territoriales et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **aux numéros 13 et 15 RUE TUPIN, 69600 Oullins, du samedi 6 décembre 2008 au mercredi 31 décembre 2008**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **23 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 6 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 7 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 8: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.


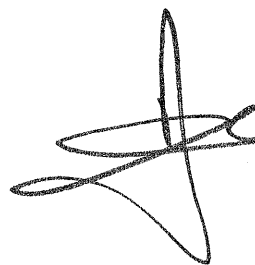
ARTICLE 9 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis de **Monsieur OCAL Yakup**, dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **Monsieur OCAL Yakup, 3 allée Ho Chi Minh, 69700 GIVORS**, chargée des travaux, et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 11 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 décembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : AUTORISATION D'ECHAFAUDER :

GRANDE RUE AU NUMERO 144

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU la demande de l'**entreprise ROMANO, 11 rue Louis Aulagne, 69600 OULLINS** pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'un échafaudage est autorisée **GRANDE RUE au numéro 144**, 69600 Oullins, **du lundi 2 février 2009 au dimanche 15 février 2009 inclus**, selon les modalités indiquées aux articles suivants.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : L'emprise de l'échafaudage sur la chaussée ne devra pas excéder 1 mètre à partir de la façade. Aucune fixation ne sera tolérée au sol et sa longueur sera de **7 mètres**.

ARTICLE 3 : Le passage des piétons se fera sous l'échafaudage.

ARTICLE 4 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" et conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de la mise en place sur l'échafaudage d'une banderole de la Mairie d'Oullins, qui sera à prendre au service urbanisme de la Mairie, et sera responsable de la restitution de celle-ci au moment du démontage de l'échafaudage.

ARTICLE 6 : L'échafaudage devra être éclairé la nuit aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7: Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sous l'échafaudage ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et de sécurité.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 9: Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à **l'entreprise ROMANO** dès la fin des travaux. Ils seront calculés sur une base de **2,50 euros par m² et par semaine, toute semaine commencée étant due.**

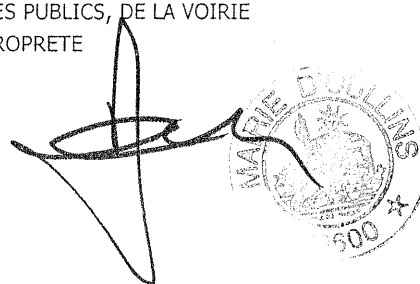
ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence, de **l'entreprise ROMANO, 11 rue Louis Aulagne, 69600 OULLINS**, chargée des travaux, et conformément à l'Instruction Interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 29 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Ambard', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE OULLINS' around the top and '69600' at the bottom, with a small star on the right side.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : MISE EN PLACE D'UNE PALISSADE :
RUE DES CELESTINS DU NUMERO 40 A LA RUE CHARLES FOURRIER**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise G.T.D. 11 avenue des CATELINES 69720 ST. LAURENT DE MURE pour l'installation de palissades sur le domaine public.

Considérant que pour faciliter les travaux de démolition et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes :

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une palissade est autorisée du **jeudi 23 octobre 2008 au vendredi 21 novembre 2008.**

Rue des CELESTINS entre le numéros 40 et la rue Charles FOURRIER, 69600 OULLINS:

- Le trottoir et le stationnement sur une largeur de 4 mètres seront occupés soit 212 m².

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit rue des CELESTINS entre le numéros 40 et la rue Charles FOURRIER, 69600 OULLINS, du **jeudi 23 octobre 2008 au vendredi 21 novembre 2008.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux "les panneaux de signalisation correspondante à ce chantier" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : La conception de la palissade interdira tout affichage sauvage. Ces mêmes palissades devront être éclairées de nuit aux frais du pétitionnaire, par un système de flash en tête de chaque palissade.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : L'entreprise G.T.D. 11 avenue des CATELINES 69720 ST. LAURENT DE MURE demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 7 : La signalisation sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle relative de la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Le bénéficiaire ou son représentant dûment mandaté devra faire réaliser à sa charge et à ses frais un état des lieux du trottoir et de la chaussée par un huissier.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise G.T.D, dès la fin des travaux.

Ils sont calculés sur une base de :

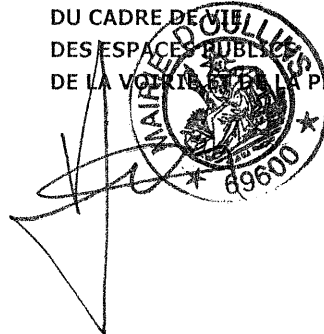
- chantier inférieur à 6 mois : **2 €/m²/semaine**
Toute semaine commencée étant due.
- chantier supérieur à 6 mois : **1^{ère} année 30 €/m²/semestre**
2^{ème} année 40 €/m²/semestre
toute semaine commencée étant due.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise G.T.D. 11 avenue des CATELINES 69720 ST. LAURENT DE MURE , chargée des travaux et conformément à l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 12 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE
DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : MISE EN PLACE D'UNE PALISSADE :
RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 69**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la délibération 2008-04-02 du conseil municipal en date du 3 avril 2008 en application du code général des collectivités territoriales donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines

VU la décision de Monsieur le Maire du 25 avril 2003 (D/03-17) modifiant les tarifs de droits de voirie et d'occupation du domaine public ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le règlement de voirie de la COMMUNAUTE URBAINE DE LYON ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

Vu la demande **de l'entreprise PERRIER TP 13, route de Lyon 69800 SAINT PRIEST ;**

Considérant que pour faciliter **les travaux de démolition** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : L'installation d'une palissade est autorisée RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, du vendredi 28 novembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008.

- Le trottoir et le stationnement sur une largeur de 3 mètres seront occupés soit 60 m².

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit gênant, RUE PIERRE SEMARD au droit du numéro 69, du vendredi 28 novembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le début des travaux les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : La conception de la palissade interdira tout affichage sauvage. Ces mêmes palissades devront être éclairées de nuit aux frais du pétitionnaire, par un système de flash en tête de chaque palissade.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons sur les passages situés au droit des numéros 71 et 52 RUE PIERRE SEMARD ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics, des services de sécurité et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le chantier sera signalé à chaque extrémité par des panneaux de type A5 "Danger Travaux" ou conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle relative à la signalisation temporaire.

ARTICLE 7 : La signalisation sera conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle relative de la signalisation temporaire.

ARTICLE 8 : Le bénéficiaire ou son représentant dûment mandaté devra faire réaliser à sa charge et à ses frais un état des lieux du trottoir et de la chaussée par un huissier.

ARTICLE 9 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 10 : Les droits de voirie afférents à la présente autorisation seront transmis à l'entreprise **PERRIER TP**, dès la fin des travaux.

Ils sont calculés sur une base de :

- chantier inférieur à 6 mois : **2 €/m²/semaine**
Toute semaine commencée étant due.
- chantier supérieur à 6 mois : **1^{ère} année 30 €/m²/semestre**
2^{ème} année 40 €/m²/semestre
toute semaine commencée étant due.

ARTICLE 11 : Les lieux devront être remis en l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 12: Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise PERRIER TP 13, route de Lyon 69800 SAINT PRIEST.**

ARTICLE 13 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, voirie et propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 20 octobre 2008 de 12 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le lundi 20 octobre 2008 de 12 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex.**

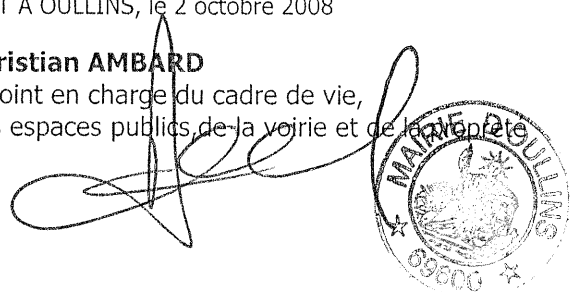
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 53

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 53 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, sur 15 mètres, le mardi 21 octobre 2008 de 8 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 53 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, le mardi 21 octobre 2008 de 8 heures à 12 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **GUIGARD DEMENAGEMENT, 98 rue du Dauphiné, 69800 ST PRIEST**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

A R R Ê T O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 20 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le lundi 20 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **GUIGARD DEMENAGEMENT, 98 rue du Dauphiné, 69800 ST PRIEST.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE ENTRE LES NUMEROS 165 ET 171

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur MOREL Renaud, 190 Grande Rue, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **entre les numéros 165 et 171 de la Grande Rue, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du samedi 11 octobre 2008 au dimanche 12 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **entre les numéros 165 et 171 de la Grande Rue, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du samedi 11 octobre 2008 au dimanche 12 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

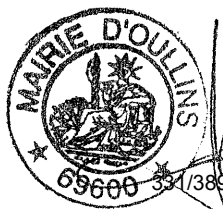
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur MOREL Renaud, 190 Grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008



CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE PIERRE MARESCOT FACE AU NUMERO 8**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'agence BIARD, 3 rue Nazareth, 69003 LYON**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **face au numéro 8 RUE PIERRE MARESCOT, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le jeudi 9 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **face au numéro 8 RUE PIERRE MARESCOT, 69600 OULLINS**, le jeudi 9 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'agence BIARD, 3 rue Nazareth, 69003 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 octobre 2008



Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE LORTET AU NUMERO 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur AMRI Ridha, 11 rue Charton, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS, le samedi 18 octobre 2008 de 9 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, à cheval sur le trottoir, **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS, le samedi 18 octobre 2008 de 9 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur AMRI Ridha, 11 rue Charton, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
PLACE ARLES DUFOUR, A GAUCHE DU NUMERO 27**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur FORTELLI Michel, 16 rue Edouard Vaillant, 69100 VILLEURBANNE**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **PLACE ARLES DUFOUR, à gauche du numéro 27 (parking souterrain), 69600 OULLINS**, le vendredi 10 octobre 2008 de 8 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **PLACE ARLES DUFOUR, à gauche du numéro 27 (parking souterrain), 69600 OULLINS**, le vendredi 10 octobre 2008 de 8 heures à 12 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur FORTELLI Michel, 16 rue Edouard Vaillant, 69100 VILLEURBANNE.**

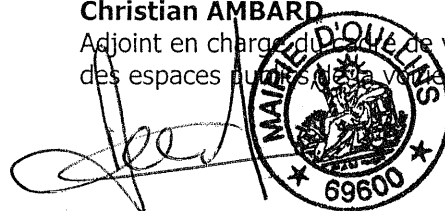
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge d'Oullins de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DU PERRON AUX NUMEROS 4 ET 6

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 bd de Balmont, 69009 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit des numéros 4 et 6 de la rue du Perron, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 20 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit des numéros 4 et 6 de la rue du Perron, 69600 OULLINS**, le lundi 20 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 bd de Balmont, 69009 LYON.**

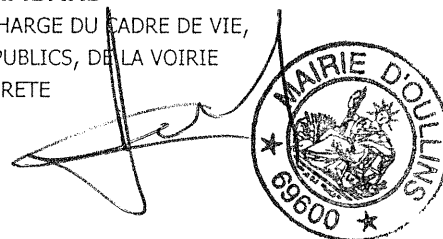
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE CHARTON AU NUMERO 11

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur AMRI Ridha, 11 rue Charton, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 11 RUE CHARTON, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 18 octobre 2008 de 9 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 11 RUE CHARTON, 69600 OULLINS**, le samedi 18 octobre 2008 de 9 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

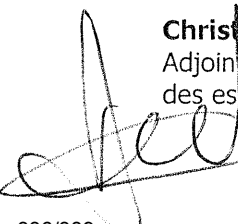
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.


ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur AMRI Ridha, 11 rue Charton, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 octobre 2008


Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mardi 21 octobre 2008 de 12 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le mardi 21 octobre 2008 de 12 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex.**

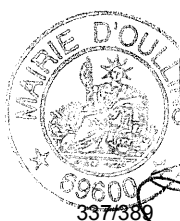
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 7 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE ETIENNE DOLET FACE AU NUMERO 10

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise PROTECSAN, Actiparc sud 01990 CHANEINS**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre une intervention sur des toilettes publique, le stationnement sera interdit gênant, **RUE ETIENNE DOLET face au numéro 10, 69600 Oullins**, sur 5 mètres, du lundi 13 octobre 2008 au mercredi 15 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE ETIENNE DOLET face au numéro 10, 69600 Oullins**, du lundi 13 octobre 2008 au mercredi 15 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

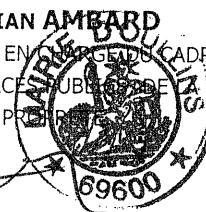
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise PROTECSAN, Actiparc sud 01990 CHANEINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS ET DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 131

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame Catherine NEYRAN, 131 Grande Rue, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 131, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du samedi 18 octobre 2008 au dimanche 19 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : le véhicule sera placée en stationnement autorisé, sur le trottoir, **GRANDE RUE au numéro 131, 69600 OULLINS**, du samedi 18 octobre 2008 au dimanche 19 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame Catherine NEYRAN, 131 Grande Rue, 69600 OULLINS**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 9 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 20

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame RUBAT Christine, 20 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 20 AVENUE JEAN JAURES, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 18 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 20 AVENUE JEAN JAURES, 69600 OULLINS**, le samedi 18 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame RUBAT Christine, 20 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame RUBAT Christine, 20 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 18 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le samedi 18 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame RUBAT Christine, 20 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS.**

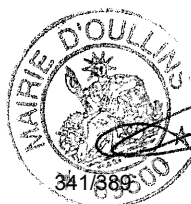
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE LORTET AU NUMERO 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le vendredi 24 octobre 2008 de 14 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, à cheval sur le trottoir, **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS**, le vendredi 24 octobre 2008 de 14 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise DEMECO JANIN, 205 av Charles De Gaulle, BP 48, 69811 TASSIN Cédex.**

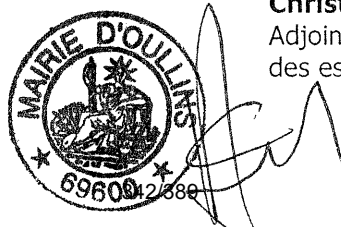
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame ZLOTOWSKI Maryse, 3 place Jaboulay, 69230 ST GENIS LAVAL**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 25 octobre 2008 de 8 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le samedi 25 octobre 2008 de 8 heures à 17 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame ZLOTOWSKI Maryse, 3 place Jaboulay, 69230 ST GENIS LAVAL.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE RASPAIL AU NUMERO 14

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 bd de Balmont, 69009 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 14 RUE RASPAIL, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 27 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 14 RUE RASPAIL, 69600 OULLINS**, le lundi 27 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

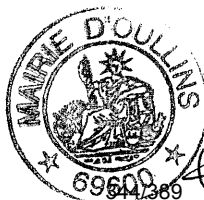
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 bd de Balmont, 69009 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008



CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 10**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise de **Monsieur IMBERT Arnaud, 10 boulevard Emile Zola, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 10 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le vendredi 31 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 10 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, le vendredi 31 octobre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise de **Monsieur IMBERT Arnaud, 10 boulevard Emile Zola, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : AVENUE JEAN JAURES AU NUMERO 22

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur et Madame KORCHI, 22 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 22 AVENUE JEAN JAURES, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 25 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 22 AVENUE JEAN JAURES, 69600 OULLINS**, le samedi 25 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur et Madame KORCHI, 22 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE LORTET AU NUMERO 5

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur et Madame KORCHI, 22 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 25 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 5 RUE LORTET, 69600 OULLINS**, le samedi 25 octobre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur et Madame KORCHI, 22 avenue Jean Jaurès, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PARMENTIER AU NUMERO 26

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame GARRAUD Josette, 3 rue Ferrer, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 26 RUE PARMENTIER, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 8 novembre 2008 de 9 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 26 RUE PARMENTIER, 69600 OULLINS**, le samedi 8 novembre 2008 de 9 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame GARRAUD Josette, 3 rue Ferrer, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE FERRER AU NUMERO 3

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame GARRAUD Josette, 3 rue Ferrer, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 3 RUE FERRER, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 8 novembre 2008 de 9 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 3 RUE FERRER, 69600 OULLINS**, le samedi 8 novembre 2008 de 9 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

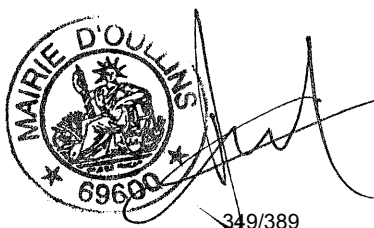
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame GARRAUD Josette, 3 rue Ferrer, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008



Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DU PERRON AUX NUMEROS 4 ET 6

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de madame FERRA, 118 rue des Martyrs de la libération 69310 PIERRE-BENITE pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit des numéros 4 et 6 de la rue du Perron, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 25 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit des numéros 4 et 6 de la rue du Perron, 69600 OULLINS**, le samedi 25 octobre 2008 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de madame FERRA, 118 rue des Martyrs de la libération 69310 PIERRE-BENITE

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU
DES ESPACES PUBLICS,
ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DES CELESTINS DU NUMERO 40 A
LA RUE CHARLES FOURRIER**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la société G.T.D. 11 avenue des CATELINES 69720 ST. LARENT DE MURE pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un chantier de démolition et faciliter la circulation des piétons, le stationnement sera interdit gênant **rue des CELESTINS entre le numéros 40 et la rue Charles FOURRIER, 69600 OULLINS, du jeudi 23 octobre 2008 à 8 heures au vendredi 31 octobre 2008 à 18 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société G.T.D. 11 avenue des CATELINES 69720 ST. LARENT DE MURE**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE CLEMENT DESORMES AU NUMERO 1

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la **société S.O.R.I.E.V., 10 rue Emile Zola, 69192 ST FONS CEDEX** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de ravalement de façade et faciliter la circulation des piétons, le stationnement sera interdit gênant **rue CLEMENT DESORMES au numéro 1, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du mardi 28 octobre 2008 au mardi 4 novembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue CLEMENT DESORMES au numéro 1, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, du mardi 28 octobre 2008 au mardi 4 novembre 2008 inclus.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **société S.O.R.I.E.V., 10 rue Emile Zola, 69192 ST FONS CEDEX.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



FAIT A OULLINS, le 21 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
BOULEVARD EMILE ZOLA AU NUMERO 101**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **LES DEMENAGEURS BRETONS, 42 rue Chevreul, 69007 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 101 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le jeudi 13 novembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 101 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, le jeudi 13 novembre 2008 de 8 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **LES DEMENAGEURS BRETONS, 42 rue Chevreul, 69007 LYON.**

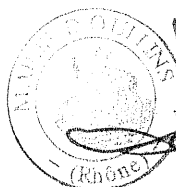
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
BOULEVARD EMILE ZOLA AUX NUMEROS 28 et 30

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;
VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;
VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;
VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;
VU la demande de l'entreprise **MGN Déménagements, 38 Allée des Platanes, 69500 BRON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit des numéros 28 ET 30 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le mercredi 5 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit des numéros 28 ET 30 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, le mercredi 5 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **MGN Déménagements, 38 Allée des Platanes, 69500 BRON.**

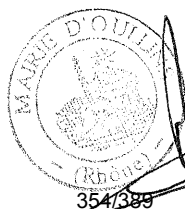
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 28 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE PARMENTIER AU NUMERO 7 DE PART ET D'AUTRE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la **Section des Retraités du Syndicat des Cheminots CGT, 56 rue Pierre Sépard, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit gênant **RUE PARMENTIER, de part et d'autre du numéro 7, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le samedi 8 novembre 2008 de 10 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules seront placés en stationnement autorisé **RUE PARMENTIER, de part et d'autre du numéro 7, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres le samedi 8 novembre 2008 de 10 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la **Section des Retraités du Syndicat des Cheminots CGT, 56 rue Pierre Sépard, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 octobre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT: RUE BERTHOLEY FACE AUX NUMEROS 13-15

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de la société CHIEZE Espaces Verts, Z.I. de Verlieu, 49 RN.86, 42410 CHAVANAY, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la végétalisation d'espaces verts et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Bertholey face aux numéros 13-15, 69600 Oullins, sur 25 mètres, le lundi 10 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **rue Bertholey face aux numéros 13-15, 69600 Oullins, sur 25 mètres, le lundi 10 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

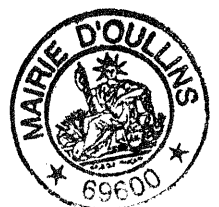
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société CHIEZE Espaces Verts, Z.I. de Verlieu, 49 RN.86, 42410 CHAVANAY.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 31 octobre 2008.

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE MARCEAU AU NUMERO 30

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **DEMENAGEMENTS MONET, 46 rue Smith, 69002 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un deménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE MARCEAU au numéro 30, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le mardi 25 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE MARCEAU au numéro 30, 69600 OULLINS**, le mardi 25 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **DEMENAGEMENTS MONET, 46 rue Smith, 69002 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE FACE AU NUMERO 31
ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame CHARDONNAY Giselle, 31 rue de la République, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 31, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mardi 11 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 31, 69600 OULLINS**, le mardi 11 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame CHARDONNAY Giselle, 31 rue de la République, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CAIRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT: RUE NARCISSE BERTHOLEY FACE AUX NUMEROS 13-15

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de la société **CHIEZE Espaces Verts, Z.I. de Verlieu, 49 RN.86, 42410 CHAVANAY**, pour le stationnement de véhicule sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la végétalisation d'espaces verts et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Narcisse Bertholey face aux numéros 13-15, 69600 Oullins, sur 25 mètres, du lundi 10 novembre 2008 au lundi 1^{er} décembre 2008 de 7 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **rue Narcisse Bertholey face aux numéros 13-15, 69600 Oullins, sur 25 mètres, du lundi 10 novembre 2008 au lundi 1^{er} décembre 2008 de 7 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société CHIEZE Espaces Verts, Z.I. de Verlieu, 49 RN.86, 42410 CHAVANAY.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 novembre 2008.



CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 131

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame Catherine NEYRAN, 131 Grande Rue, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 131, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mardi 18 novembre 2008 de 12 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **GRANDE RUE au numéro 131, 69600 OULLINS**, le mardi 18 novembre 2008 de 12 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame Catherine NEYRAN, 131 Grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE FACE AU NUMERO 31

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame CHARDONNAY Giselle, 31 rue de la République, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 31, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 10 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 31, 69600 OULLINS**, le lundi 10 novembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame CHARDONNAY Giselle, 31 rue de la République, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 5 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 114

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande du **magasin TEXTO 114 Grande Rue, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre une livraison et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE au numéro 114, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le lundi 10 novembre 2008 de 8 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **GRANDE RUE au numéro 114, 69600 OULLINS**, le lundi 10 novembre 2008 de 8 heures à 12 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **du magasin TEXTO 114 Grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 6 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AU NUMERO 168

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur DUPUIS 149 grande Rue 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 168 de la Grande Rue, 69600 OULLINS, le Samedi 29 novembre 2008 de 8 heures à 19 heures 00.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 168 de la Grande Rue, 69600 OULLINS, le Samedi 29 novembre 2008 de 8 heures à 19 heures 00.**

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur DUPUIS 149 grande Rue 69600 OULLINS**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 7 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VIGILANCE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT BOULEVARD DE L'YZERON DU NUMERO 35 AU NUMERO 41

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la société MECI 13 avenue de Montmartin 69960 CORBAS, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de branchement de gaz et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **boulevard de l'Yzeron, du numéro 35 au numéro 41, 69600 OULLINS, du mardi 25 novembre 2008 au mardi 16 décembre 2008.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules de la société MECI seront placés en stationnement autorisé, boulevard de l'Yzeron, du numéro 35 au numéro 41, 69600 OULLINS, du mardi 25 novembre 2008 au mardi 16 décembre 2008.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le regroupement des bacs roulants d'ordures ménagères situés dans la zone de travaux sera assuré par le pétitionnaire qui les déplacera aux points d'accessibilité du camion de collecte.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de la société MECI 13 avenue de Montmartin 69960 CORBAS**

ARTICLE 8 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 10 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS,
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : GRANDE RUE AUX NUMEROS 121 ET 123

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame DELACHANAL Laurence, 121 Grande Rue, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **GRANDE RUE aux numéros 121 et 123, 69600 OULLINS**, le samedi 29 novembre 2008 et le dimanche 30 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **GRANDE RUE aux numéros 121 et 123, 69600 OULLINS**, le samedi 29 novembre 2008 et le dimanche 30 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

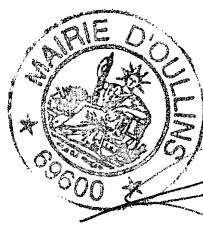
ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame DELACHANAL Laurence, 121 Grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 13 novembre 2008



CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE FACE AU NUMERO 47

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame DELOYE Emilie, 66 rue Lafayette, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 47, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 22 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **RUE DE LA REPUBLIQUE face au numéro 47, 69600 OULLINS**, le samedi 22 novembre 2008 de 7 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame DELOYE Emilie, 66 rue Lafayette, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 14 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 8

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la société **ZN transport eurl, 320 avenue Berthelot 69008 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue Etienne Dolet, au droit du numéro 16, 9600 OULLINS, sur 15 mètres le samedi 22 novembre 2008 de 8 heures à 19 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule de la société **ZN transport** sera placé en stationnement autorisé **rue Etienne Dolet 69600 Oullins au numéro 16, 9600 OULLINS, sur 15 mètres le samedi 22 novembre 2008 de 8 heures à 19 heures.**

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de la société **ZN transport eurl, 320 avenue Berthelot 69008 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 17 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE MARCEAU AU NUMERO 30

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur CONTAMIN Pascal, 30 rue Marceau, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE MARCEAU au numéro 30, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le vendredi 12 décembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE MARCEAU au numéro 30, 69600 OULLINS**, le vendredi 12 décembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur CONTAMIN Pascal, 30 rue Marceau, 69600 OULLINS.**

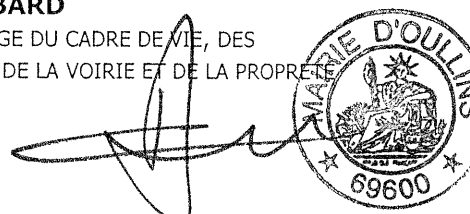
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 20 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE RASPAIL ENTRE LES NUMEROS 25 ET 29

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise MECI, 13 av Montmartin, 69960 CORBAS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE RASPAIL entre les numéros 25 et 29, 69600 OULLINS**, le lundi 8 décembre au vendredi 26 décembre 2008 inclus.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de signalisation correspondants à ce chantier sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE RASPAIL entre les numéros 25 et 29, 69600 OULLINS**, le lundi 8 décembre au vendredi 26 décembre 2008 inclus.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise MECI, 13 av Montmartin, 69960 CORBAS**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARDADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE CHARTON AU NUMERO 81

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame Marie DEMARCHE, 81 rue Charton, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE CHARTON au droit du numéro 81, 69600 OULLINS**, sur 25 mètres, le samedi 6 décembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le pétitionnaire devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **RUE CHARTON au droit du numéro 81, 69600 OULLINS**, le samedi 6 décembre 2008 de 7 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE PETITIONNAIRE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame Marie DEMARCHE, 81 rue Charton, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 novembre 2008



CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE, DES
ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE NARCISSE BERTHOLEY AU NUMERO 28

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame Cécile LEMORT, 28 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS**, pour le stationnement des véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 29 novembre 2008 de 12 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé, **au droit du numéro 28 RUE NARCISSE BERTHOLEY, 69600 OULLINS**, le samedi 29 novembre 2008 de 12 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame Cécile LEMORT, 28 rue Narcisse Bertholey, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 21 novembre 2008

Christian AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT: PLACE DU MUR DEMO

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de la FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS EN ALGERIE-MAROC-TUNISIE d'Oullins;

Considérant que pour faciliter la mise en place de leur **manifestation** et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Pour permettre la mise en place de la manifestation de la FNACA, le stationnement sera interdit sur la place du "Mur Démo" **du vendredi 13 mars 2009 à partir de 7h00 au samedi 14 mars 2009 à 21h00 ainsi que sur la voie publique et en périphérie de la place.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'association LA FNACA d'Oullins.

ARTICLE 6 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la Ville d'Oullins, aux Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 24 novembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT PARC CHABRIERES

ARRETE TEMPORAIRE SUR DOMAINE COMMUNAL

Nous, Maire d'Oullins ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-3 ;

Vu l'Ordonnance 58 1216 du 15.12.1958 et le Décret 58 1217 du 15.12.1958 relatifs à la Police de la Circulation Routière ;

Vu l'Arrêté interministériel 5353, approuvé le 21 juin 1991, relatif à la Signalisation Routière ;

Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 1980 approuvant le Stationnement Payant ;

Vu la demande de L'UFAC de la Ville d'Oullins;

Considérant que pour faciliter l'organisation et le bon déroulement du congrès départemental de l'UFAC du Rhône et éviter tout incident ou accident, il y a lieu de prendre les dispositions suivantes ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : Le stationnement sera interdit **Parc Chabrières** sur toutes les places de stationnement devant la Salle des Fêtes, le terrain de volley-ball et la maison de maître et sur l'esplanade en gravier devant la maison de maître **le jeudi 4 décembre 2008 de 6 heures à 14 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Les services techniques de la Ville devront mettre en place 48 heures avant le début de la manifestation la signalisation réglementaire et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le stationnement des véhicules des participants au congrès sera autorisé **Parc Chabrières** sur toutes les places de stationnement devant la Salle des Fêtes, le terrain de volley-ball et la maison de maître et sur l'esplanade en gravier devant la maison de maître **le jeudi 4 décembre 2008 de 6 heures à 14 heures.**

ARTICLE 3: Le pétitionnaire demeurera responsable de tous accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation règlementaire en vigueur aux frais et à la diligence **de la Ville d'Oullins.**

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire principal de la ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 27 novembre 2008

Christian AMBARD
Adjoint en charge du cadre de vie
des espaces publics, de la voirie
et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :

PLACE ANATOLE France ANGLE 88 RUE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **BECHARD DEMENAGEMENT 20 rue du Mail, 69004 LYON** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **PLACE ANATOLE FRANCE ANGLE 88 RUE DE LA REPUBLIQUE, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le mercredi 17 décembre 2008 de 13 heures 30 à 18 heures et le jeudi 18 décembre 2008 de 14 heures 30 à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **PLACE ANATOLE FRANCE ANGLE 88 RUE DE LA REPUBLIQUE, 69600 OULLINS**, le mercredi 17 décembre 2008 de 13 heures 30 à 18 heures et le jeudi 18 décembre 2008 de 14 heures 30 à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **BECHARD DEMENAGEMENT 20 rue du Mail, 69004 LYON**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



FAIT A OULLINS, le 2 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE CHARTON AU NUMERO 81

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame DEMARCHI Marie, 81 rue Charton, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE CHARTON** au numéro 81, **69600 OULLINS**, sur 20 mètres, le samedi 6 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au **04.37.20.12.00** pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **RUE CHARTON** au numéro 81, **69600 OULLINS**, le samedi 6 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame DEMARCHI Marie, 81 rue Charton, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint au Maire du cadre de vie,
des espaces publics de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :**
PLACE ANATOLE FRANCE

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **OULLINS commerce 106, Grande RUE 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation d'un manège, le stationnement sera interdit gênant **PLACE ANATOLE FRANCE sur le parvis de l'église, 69600 OULLINS, du mardi 9 décembre 2008 au dimanche 28 décembre 2008:**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le centre technique de la ville devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le manège sera placé en stationnement autorisé **PLACE ANATOLE FRANCE sur le parvis de l'église, 69600 OULLINS, du mardi 9 décembre 2008 au dimanche 28 décembre 2008:**

ARTICLE 3 : LE CENTRE TECHNIQUE DE LA VILLE SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS :

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières le long de la voie de circulation, ainsi que le libre accès aux transporteurs de fonds de la Caisse d'Epargne soit une largeur de 4 mètres

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence **du centre technique de la ville.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 2 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT SUR LES PLACES A MOBILITE REDUITE RUE ETIENNE DOLET
AU NUMERO 2**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU la Délibération du Conseil Municipal du **18 mars 2001** en application de l'article L 122-20 du Code des Communes et donnant délégation à Monsieur le Maire dans un certain nombre de domaines ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de la mairie d'OULLINS, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre les animations du 8 décembre 2008 et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 2 rue Etienne DOLET sur 20 mètres depuis l'intersection avec la grande Rue, 69600 OULLINS, le lundi 8 décembre 2008 de 14 heures à 23 heures.**

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Les services techniques de la ville devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : un chapiteau sera autorisé **sur les places à mobilité réduite au droit du numéro 2 sur 20 mètres rue Etienne DOLET, 69600 OULLINS, le lundi 8 décembre 2008 de 14 heures à 23 heures.**

ARTICLE 3 : LES SERVICES TECHNIQUES DE LA VILLE SERONT RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence des services techniques de la ville

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 décembre 2008

CHRISTIAN AMBAUD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS
DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE RASPAIL ENTRE LES NUMEROS 45 ET 47

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **CHAZEL, 7 rue Galixte Plotton 42000 SAINT ETIENNE** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'installation de poteaux et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **entre le numéro 45 et 47 de la RUE RASPAIL, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 8 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **entre le numéro 45 et 47 de la RUE RASPAIL, 69600 OULLINS**, le lundi 8 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **CHAZEL, 7 rue Galixte Plotton 42000 SAINT ETIENNE.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 3 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : **REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :**

- **SUR LES RIVES DROITE ET GAUCHE (QUAIS) DE L'YZERON,**
- **ENTRE LE PONT DE LA GRANDE RUE ET LE QUAI PIERRE SEMARD.**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIES COMMUNALES

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **la C.N.R., COMPAGNIE NATIONALE DE VIENNE, ZA du Verenay, BP 77 Ampuis, 69420 CONDRIEU**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre l'inspection du drain suite à la dernière crue de l'Yzeron et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant le lundi 15 décembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures :

- sur les rives droite et gauche (quais) de l'Yzeron,
- entre le pont de la Grande Rue et le quai Pierre Sémard.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé le lundi 15 décembre 2008 au vendredi 19 décembre 2008 de 7 heures à 14 heures, suivant l'avancement de l'inspection :

- sur les rives droite et gauche (quais) de l'Yzeron,
- entre le pont de la Grande Rue et le quai Pierre Sémard.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **la C.N.R., COMPAGNIE NATIONALE DE VIENNE, ZA du Verenay, BP 77 Ampuis, 69420 CONDRIEU.**


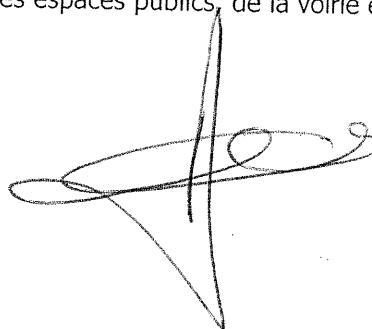
ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 10

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre des travaux de remplacement de branchement aérien et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 10 rue Etienne DOLET, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mercredi 17 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 10 RUE ETIENNE DOLET, 69600 OULLINS**, le mercredi 17 décembre 2008.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise **SERPOLLET, 2 chemin du Génie, 69632 VENISSIEUX.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 4 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE ETIENNE DOLET AU NUMERO 12

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame DESGEORGES PICARD Yvette, 11 route de Soucieu, 69530 route de Soucieu, 69530 BRIGNAIS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 12 rue Etienne DOLET, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 13 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 12 RUE ETIENNE DOLET, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le samedi 13 décembre 2008.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame DESGEORGES PICARD Yvette, 11 route de Soucieu, 69530 route de Soucieu, 69530 BRIGNAIS**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT RUE PIERRE SEMARD AU NUMERO 66

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **M. et Mme CADOT, 66 rue Pierre Sépard, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant au droit du numéro 71b rue PIERRE SEMARD, 69600 OULLINS, sur 15 mètres, le vendredi 19 décembre 2008.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé au droit du numéro 71b rue PIERRE SEMARD, 69600 OULLINS, le vendredi 19 décembre 2008.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

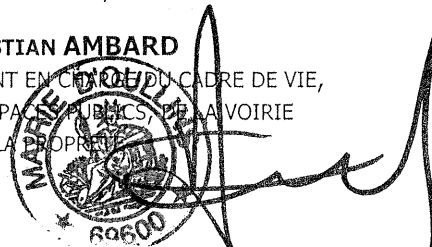
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **M. et Mme CADOT, 66 rue Pierre Sépard, 69600 OULLINS**.

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 8 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE PARMENTIER AU NUMERO 7

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les Articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction Interministérielle modifiée par l'Arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de Voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les Contraventions de Voirie ;

VU la demande de **L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'OULLINS "section retraités"** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre le déchargement et chargement du matériel pour leur spectacle et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue PARMENTIER au droit du numéro 7, 69600 Oullins sur 25 mètres** le mercredi 7 janvier 2009 de 11 heures à 18 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Les véhicules du spectacle seront placés en stationnement autorisé à hauteur **rue PARMENTIER au droit du numéro 7, 69600 Oullins sur 25 mètres**, le mercredi 7 janvier 2009 de 11 heures à 18 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **L'AMICALE DU PERSONNEL DE LA VILLE D'OULLINS "section retraités" 1 rue Etienne Dolet, 69600 Oullins.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 11 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : RUE DE LA REPUBLIQUE AU NUMERO 19

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur GUIO, 100 grande Rue, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE DE LA REPUBLIQUE au numéro 19, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mardi 23 décembre 2008 de 8 heures à 19 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **RUE DE LA REPUBLIQUE au numéro 19 sur 10 mètres, 69600 OULLINS**, le mardi 23 décembre 2008 de 8 heures à 19 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS ;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur GUIO, 100 grande Rue, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 16 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AUX NUMEROS 50 ET 48

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Monsieur GRIMBERGER Mickaël, 50 boulevard Emile Zola, 69600 OULLINS**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **au droit du numéro 50 et 48 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le lundi 5 janvier 2009 de 9 heures à 12 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **au droit du numéro 50 et 48 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS**, le lundi 5 janvier 2009 de 9 heures à 12 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

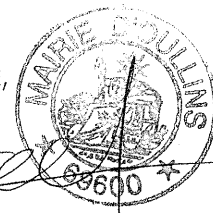
ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Monsieur GRIMBERGER Mickaël, 50 boulevard Emile Zola, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
 ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
 DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
 ET DE LA PROPRIÉTÉ



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT : BOULEVARD EMILE ZOLA AUX NUMEROS 13 ET 15

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE DEPARTEMENTALE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'Instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 boulevard de Balmont, 69009 LYON**, pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊT O N S

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant au droit du numéro 13 et 15 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS, sur 10 mètres, le mardi 30 décembre 2008 de 7 heures à 16 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé au droit du numéro 13 et 15 BOULEVARD EMILE ZOLA, 69600 OULLINS, le mardi 30 décembre 2008 de 7 heures à 16 heures.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS;

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de l'entreprise de déménagement **LA FLECHE BLANCHE, 370 boulevard de Balmont, 69009 LYON.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 18 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD
ADJOINT EN CHARGE DU CADRE DE VIE,
DES ESPACES PUBLICS, DE LA VOIRIE
ET DE LA PROPRETE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Rhône

VILLE D'OULLINS

ARRÊTE DU MAIRE

Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE DU PERRON AU NUMERO 27

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **Madame CROLLET Marinette, 25 rue du Perron, 69600 OULLINS** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **RUE DU PERRON** au numéro 27, **69600 OULLINS**, sur 10 mètres, le mercredi 14 janvier 2009 de 13 heures à 17 heures.

MISE EN FOURRIERE IMMEDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **RUE DU PERRON** au numéro 27, **69600 OULLINS**, le mercredi 14 janvier 2009 de 13 heures à 17 heures

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **Madame CROLLET Marinette, 25 rue du Perron, 69600 OULLINS.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département du Rhône
VILLE D'OULLINS
ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT :
RUE DE LA BUSSIÈRE AU NUMERO 53**

ARRETE TEMPORAIRE SUR VOIE COMMUNAUTAIRE

Nous, Maire d'Oullins ;

VU le Code général des collectivités territoriales notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle modifiée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et les textes subséquents ;

VU le Règlement de voirie de la Communauté Urbaine de Lyon ;

VU la loi 93.913 du 19 juillet 1993 concernant les contraventions de voirie ;

VU la demande de **l'entreprise PELICHET 351 route de GIVORS 69670 CHASSE SUR RHONE** pour le stationnement de véhicules sur le domaine public ;

ARRÊTONS

ARTICLE 1 : Pour permettre un déménagement et faciliter la circulation des véhicules, le stationnement sera interdit gênant **rue de la Bussière au droit du numéro 53, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, du lundi 12 janvier 2009 au mercredi 14 janvier 2009.

MISE EN FOURRIÈRE IMMÉDIATE conformément aux dispositions de l'article R417-10 du code de la route.

Le demandeur devra mettre en place, 48 heures avant le stationnement, les panneaux de "STATIONNEMENT INTERDIT" sur lesquels sera affiché le présent arrêté et contacter la police municipale au 04.37.20.12.00 pour le constat.

ARTICLE 2 : Le véhicule sera placé en stationnement autorisé **rue de la Bussière au droit du numéro 53, 69600 OULLINS**, sur 20 mètres, du lundi 12 janvier 2009 au mercredi 14 janvier 2009.

ARTICLE 3 : LE DEMANDEUR SERA RESPONSABLE DE LA RESERVATION DE L'EMPLACEMENT ET DES STATIONNEMENTS.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions afin d'assurer le passage et la sécurité des piétons par la mise en place de barrières et de la signalisation réglementaire en vigueur, ainsi que la libre circulation des véhicules des services publics et des services de sécurité.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui sera accordée.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera applicable dès la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur aux frais et à la diligence de **l'entreprise PELICHET 351 route de GIVORS 69670 CHASSE SUR RHONE.**

ARTICLE 7 : Les lieux devront être remis dans l'état où ils se trouvaient initialement.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet délégué pour la sécurité et la défense, Madame le Commissaire de la ville d'Oullins, aux agents de la police municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A OULLINS, le 30 décembre 2008

CHRISTIAN AMBARD

Adjoint en charge du cadre de vie,
des espaces publics, de la voirie et de la propreté